



Chine contre démocratie:
« le plus Grand Jeu »

Chine contre démocratie **« Le plus Grand Jeu »**

Un guide pour les démocraties

Traduit du texte original anglais.

Par Robin Shepherd, Vice-Président HFX



HFX

HFX organise le Forum sur la sécurité internationale d'Halifax, rencontre annuelle des leaders prééminents du monde, engagés à renforcer la coopération sécuritaire parmi les démocraties.

Cette rencontre annuelle phare qui se tient à Halifax, Nouvelle-Écosse regroupe 300 leaders des domaines politique, militaire, médiatique et des affaires, ainsi que des personnalités de la société civile.

HFX a publié ce guide des démocraties en novembre 2020 afin de promouvoir sa mission dans le monde.

halifaxtheforum.org



REMERCIEMENTS

HFX remercie tout d'abord les 250 experts et plus interviewés de par le monde, et qui ont aidé à réévaluer la Chine et le défi qu'elle pose aux démocraties du monde entier. Leur volonté de partager leur expertise et leurs opinions diverses a été inestimable. Certes, ils n'assument aucune responsabilité, ni individuelle ni collective, quant au contenu de ce guide, lequel est entièrement le produit du travail de HFX.

Ce projet a débuté sous la forme d'une série de réunions accueillies par la Baronne Neville-Jones à la Chambre des Lords à Londres en 2019. Lors d'une de ces réunions, la Baronne Neville-Jones, qui a été une amie et un soutien indéfectible depuis que HFX a vu le jour en 2009, a déclaré que les démocraties du monde n'avaient justement plus de stratégie commune à l'égard de la Chine, et qu'elles devraient en avoir une. Ce guide cherche effectivement à contribuer à la construction de cette stratégie commune.

Ce guide a été produit par Robin Shepherd, Vice-Président HFX, en collaboration avec une équipe de collègues et de collaborateurs, notamment Paz Magat, Directrice de « Paix avec les femmes d'HFX » (Peace With Women Fellowship), qui a mené les recherches, Andrew Fishbein, Chef des relations politiques d'HFX, qui s'est occupé de la coordination du projet, et Michael R. Auslin, chercheur distingué de Payson J. Treat (Distinguished Research Fellow) en Asie contemporaine à l'institution Hoover et conseiller principal d'HFX pour l'Asie. John Gans a rejoint plus tard l'équipe comme éditeur du guide. HFX est reconnaissant à John pour ses conseils d'expert et son magnifique esprit d'équipe.

Plusieurs experts à travers le monde ont bien voulu consacrer un peu de leur temps pour réviser les ébauches de ce guide. Steve

Tsang, Directeur du China Institute à la School of Oriental and African Studies (SOAS) à Londres, a apporté plusieurs suggestions importantes aux premières versions des deux premiers chapitres. Peter Hefele, Directeur de Team Asia and the Pacific, et David Merkle, Responsable du Bureau de la Chine, à la fondation allemande Konrad-Adenauer-Stiftung ont également fait un certain nombre de suggestions très utiles. L'ambassadeur Hemant Singh, Directeur Général du Delhi Policy Group (DPG), et le Brigadier Arun Sahgal (retraité), Chercheur principal (Senior fellow) de DPG pour la sécurité stratégique et régionale, a offert une perspective vitale en provenance de l'Inde. L'ambassadeur Kenichiro Sasae, Président de l'Institut japonais des affaires internationales, a fait de même à partir du Japon. Roland Paris, Professeur en affaires internationales à l'Université d'Ottawa, a présenté plusieurs suggestions importantes du Canada. L'Amiral Mike Rogers (retraité), ancien Directeur de l'Agence américaine de sécurité nationale (NSA) et ancien chef du Commandement cybernétique américain (U.S. Cyber Command), a apporté des commentaires aussi utiles ; il en va de même de John Mullen, ancien Directeur adjoint de la CIA pour l'Asie de l'Est et le Pacifique.

Il est vrai que ce guide a bénéficié énormément des remarques faites par les experts susmentionnés, il n'en demeure pas moins que ces derniers n'assument aucune responsabilité pour les lacunes qui peuvent y apparaître. Chacun a une vision unique de la Chine ; certaines différences de vision sont importantes alors que dans d'autres cas, les opinions sont beaucoup plus nuancées. Ils ne devraient en aucun cas être considérés comme approuvant inconditionnellement ni le contenu ni les conclusions du guide.

TABLE DES MATIÈRES

Préface par Peter Van Praagh	2
Sommaire exécutif	4
Introduction: “Perdu dans la traduction »	7
Chapitre premier: La loi du pays	16
Chapitre 2: Les démocraties dans le collimateur	24
Chapitre 3: Le business de la tyrannie	34
Chapitre 4: Autoritarisme technologique de la Chine	42
Chapitre 5: Calcul stratégique	50
Chapitre 6: L’union fait la force	60
Les principes HFX pour la Chine	70
Annexes:	
• Personnes interviewées	72
• Remarques	80





PRÉFACE

PETER VAN PRAAGH

Ceci est un guide. Un guide sur la Chine adressé aux démocraties du monde. Il s'agit peut-être du premier recueil complet d'informations vitales sur le test très sérieux et très urgent que les démocraties du monde affrontent aujourd'hui. Il offre un ensemble de preuves bouleversant qui explique pourquoi les peuples à travers le monde, et leurs gouvernements démocratiques, ont ouvert les yeux, un peu trop tard peut-être, à la dure réalité: celle qui prouve que la Chine n'est point notre amie.

Pour les non-spécialistes de la Chine, ce guide pourrait constituer une sorte d'initiation aux différentes façons dont la République populaire de Chine menace le monde, et les démocraties, en particulier. HFX a voulu pendant toute la dernière décennie attirer l'attention, à travers des débats tenus lors du Forum annuel à Halifax, au défi que la Chine pose actuellement. Mais ce n'est qu'en 2020, avec l'émergence de la pandémie mondiale du coronavirus qui a débuté à Wuhan, en Chine, et toutes les incertitudes qui l'ont accompagnée, que les peuples du monde ont commencé à comprendre la vraie menace – menace à nos chaînes logistiques, menace aux organisations internationales, menace à la liberté des mers et des ciels, menace au libre échange d'informations et à la protection des données confidentielles.

Le changement radical qui a lieu en 2020 dans les attitudes des peuples vis-à-vis de la Chine représente un passage concret de la vieille sagesse conventionnelle qui considérait qu'une Chine plus dynamique économiquement apporterait plus de liberté à son peuple, vers une nouvelle sagesse conventionnelle qui estime que le Parti communiste chinois est, en fait, le virus qui met le monde en danger.

La vieille sagesse conventionnelle suggérerait aussi que si la démographie était vraiment le destin, ce n'était qu'une question de temps avant que la Chine et son énorme population et son économie colossale exercent une

influence mondiale totale. La nouvelle sagesse conventionnelle conclut que se soumettre au sombre destin n'est pas une option pour le monde.

En agissant ensemble, les démocraties du monde détiennent des avantages écrasants que la Chine ne peut atteindre. Le défi pour les démocraties du monde n'est plus de savoir comment essayer de coopérer avec une Chine en croissance gouvernée par des autocrates tyranniques qui se moquent des normes internationales et abusent de la confiance d'une société mondiale ouverte. Aujourd'hui, le vrai défi que pose la Chine pour les démocraties du monde est d'arriver à coopérer effectivement les uns avec les autres.

Il est nécessaire d'avoir une stratégie mondiale globale qui regrouperait les démocraties du monde sur ce qu'il faudrait faire à l'égard de la Chine, et comment le faire. Toutefois, avant d'élaborer cette stratégie, il faudra qu'il y ait une compréhension commune de ce qui confronte la communauté démocratique des nations.

Ce guide contribue à la construction de cette compréhension commune nécessaire.

À travers des conversations avec plus de 250 experts venant des quatre coins du monde, y compris des secrétaires du Cabinet des administrations de Clinton, de Bush, et d'Obama, HFX a préparé un document accablant pour une coopération accrue. Ce guide indiquera clairement que le défi en provenance de la Chine va exiger un effort global non seulement de la part des gouvernements, mais aussi de la part du secteur privé et de la société civile.

Ce guide s'achève par un ensemble de principes qu'HFX défendra à travers le monde. Je vous invite respectueusement à joindre votre voix à la nôtre pour défendre les valeurs qui sous-tendent nos sociétés démocratiques.

Peter Van Praagh
Président, HFX



AUJOURD'HUI, LE VRAI DÉFI QUE POSE LA CHINE
POUR LES DÉMOCRATIES DU MONDE EST D'ARRIVER À
COOPÉRER EFFECTIVEMENT LES UNS AVEC LES AUTRES.



SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'année 2020 a connu un changement radical dans la façon dont le monde comprend la Chine. Les démocraties ont reconnu implicitement et explicitement que leur approche vis-à-vis de Beijing durant les trois dernières décennies, et surtout sous le leadership de Xi, s'est caractérisée par un calcul erroné, dans le cadre de la politique étrangère, des proportions historiques. L'erreur primordiale était la présomption que la Chine deviendrait plus démocratique si elle parvenait à accumuler les bénéfices de l'économie capitaliste. Toutefois, au lieu de se démocratiser, la Chine de nos jours a émergé comme l'État autoritaire le plus puissant de l'histoire.

Pour aider les démocraties à dépasser ces erreurs et à repenser le défi que la Chine pose à travers le monde, le Forum sur la sécurité internationale d'Halifax (HFX) a mené, entre février et octobre 2020, des interviews approfondies avec plus de 250 experts mondiaux et décideurs et responsables de politiques. En outre, le sondage exclusif effectué par IPSOS Global Public Affairs pour HFX suggère que, suite à la censure adoptée par Beijing sur l'épidémie de la COVID-19, les taux de popularité de la Chine parmi le grand public mondial, surtout dans les démocraties, a chuté.

La clef pour comprendre la nature du défi posé par la Chine est de reconnaître que la vision du monde de Xi est menée, par-dessus-tout, par les intérêts d'un Parti communiste chinois (PCC) qui est léniniste jusqu'au bout des ongles. L'incapacité d'assimiler ce point primordial engendrera encore plus d'erreurs de politique.

Les organisations des droits de l'homme affirment toutes que l'oppression s'intensifie en Chine, mais il est clair que les ambitions du PCC ne s'arrêtent pas à la frontière chinoise. Les ambitions mondiales du PCC sont évidentes sur plusieurs plans critiques :

- Sous Xi, le PCC cherche à rendre le monde entier un lieu sûr pour l'autoritarisme. Xi et le PCC ont démontré leur ambition en paroles et en actes, comme le montre tout un ensemble de preuves accablantes.

- En conséquence, la Chine entend saper la démocratie à l'étranger. Alors que le PCC continue à cibler les démocraties telles que les États-Unis, le Canada, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Inde, le Japon et l'Australie, ce sont Hong Kong et Taiwan qui se trouvent en première ligne de l'attaque mondiale que mène Xi contre la démocratie ; leur existence même en tant que démocraties est en jeu.

- Les ambitions mondiales du PCC sont appuyées par ce qui devient rapidement la plus grande économie du monde. En poursuivant ces ambitions, le projet d'infrastructure mondiale qui vaut plusieurs trillions de dollars et nommé l'initiative « une ceinture une route » (One belt, one road) est complété par l'utilisation de grandes entreprises telles que Huawei qui sont au service des intérêts du PCC et obéissent à ses instructions.

- Le PCC sous Xi s'engage à assurer l'autoritarisme technologique dans le pays et à l'étranger. La Chine est consciente de ses lacunes technologiques actuelles. Et pour les combler, le PCC a des plans bien réfléchis qui comprennent le cyber-espionnage et le vol continu de la propriété intellectuelle. La Chine entend émerger en tant que puissance technologique dominante au vingt-et-unième siècle.

- Le PCC s'est engagé à moderniser son volet militaire tout en devenant plus audacieux et plus affirmé sur le plan géostratégique – et pas seulement en Asie. Ce qui peut parfois paraître comme des pas innocents et progressifs, risque de se transformer en modèle qui, en une décennie ou deux, pourrait transformer l'équilibre de la puissance militaire ainsi que la pertinence

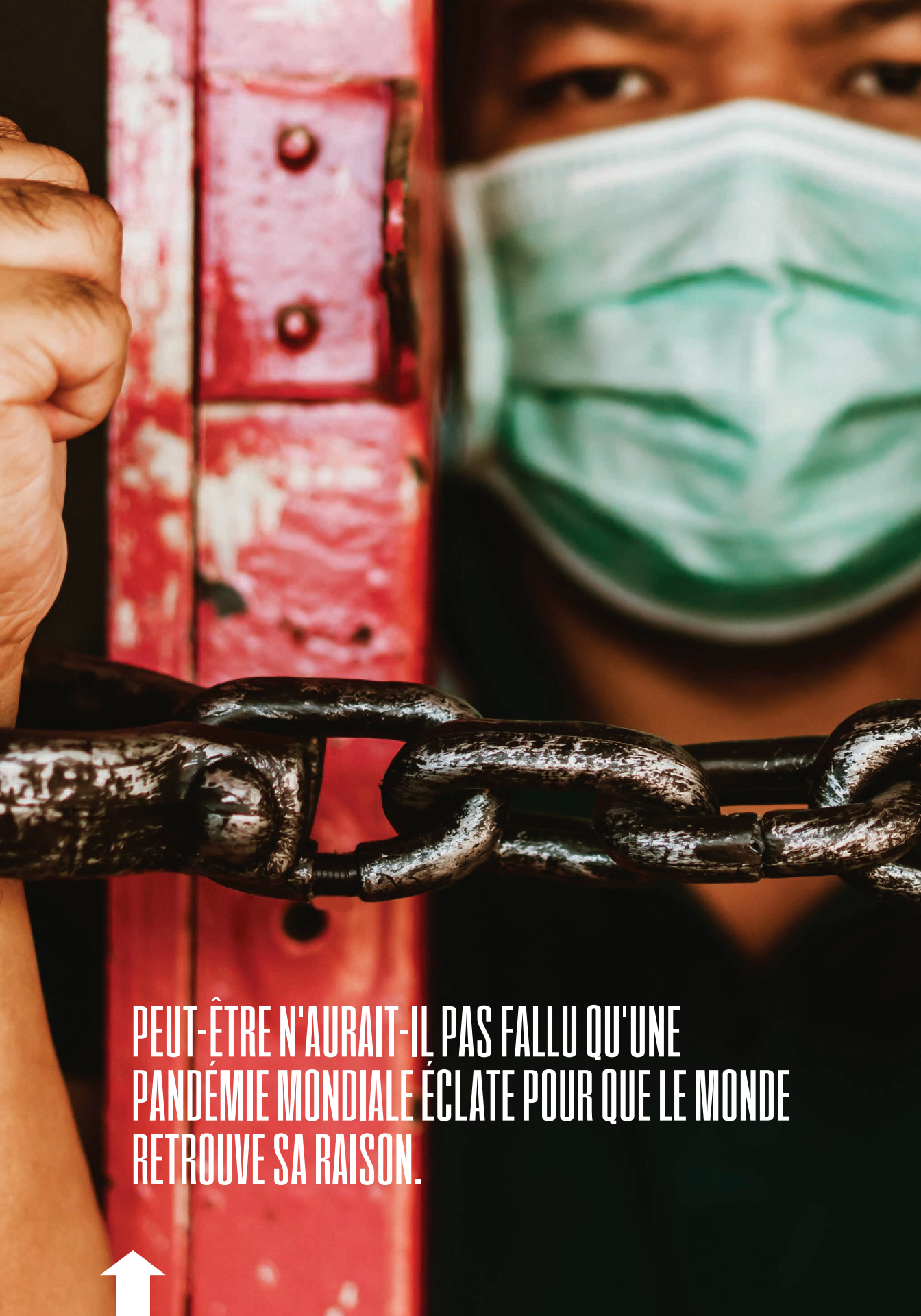
des alliances et des partenariats entre démocraties.

Il est grand temps de repenser sobrement les réponses politiques du monde démocratique au défi de la Chine. Les démocraties doivent chercher à réaliser un « pushback » soigneusement réfléchi mais robuste – un « pushback » que la Chine de Xi s'est attiré. Le PCC doit re-calibrer ses ambitions mondiales et s'abstenir de mener cette offensive continue contre les démocraties du monde.

Ni les Etats-Unis ni aucune autre démocratie n'est susceptible de réussir à relever le défi en provenance de la Chine de Xi en faisant cavalier seul.

Le déploiement effectif de la puissance, la richesse et les prouesses technologiques des Etats-Unis conjointement avec son vaste éventail d'alliés mondiaux, fera en sorte que les ambitions de la Chine puissent être gardées surveillées. Alors que les Etats-Unis restent le leader naturel du monde libre, les alliances et les partenariats entre démocraties seront différents de ceux du vingtième siècle. Le plus urgent actuellement est de réinventer des alliances démocratiques dignes du vingt-et-unième siècle.

IL EST GRAND TEMPS DE REPENSER SOBREMMENT LES RÉPONSES POLITIQUES DU MONDE DÉMOCRATIQUE AU DÉFI DE LA CHINE.



PEUT-ÊTRE N'AURAIT-IL PAS FALLU QU'UNE
PANDÉMIE MONDIALE ÉCLATE POUR QUE LE MONDE
RETROUVE SA RAISON.





INTRODUCTION: "PERDU DANS LA TRADUCTION"

En septembre 2005, le Secrétaire d'État adjoint américain de l'époque Robert Zoellick s'est rendu à New York pour prononcer un discours sur les relations entre les États-Unis et la Chine. Quatre ans après le 11 septembre, le discours devait fixer l'orientation de la politique américaine vers le statut de puissance dont la croissance est encore à assimiler par le monde. Il est connu pour avoir exhorté Beijing à devenir « une partie prenante responsable » et il a espéré voir « la Chine démocratique de demain. »¹ Dans une des défaillances encore plus regrettables de la diplomatie moderne, il est apparu plus tard que les interprètes chinois avaient du mal, lors d'une rencontre, à trouver un équivalent approprié au terme « partie prenante ». Que la présomption principale que la position politique du monde libre envers la Chine pour la plus grande partie de l'ère de la Guerre froide ait pu littéralement être « perdue dans la traduction » est une ironie dramatique qu'il serait difficile d'inventer.²

Quinze ans plus tard, le monde reçoit un message qui n'a pas besoin d'être traduit. La seule partie prenante que Beijing voudrait satisfaire est le Parti communiste chinois (PCC). La Chine démocratique est un mirage. Bien qu'il y ait eu bien sûr des penseurs assez visionnaires qui se sont opposés à la sagesse conventionnelle, la dure réalité c'est que, collectivement, nous avons mal compris la Chine.

L'année 2020 serait inoubliable non seulement pour le coronavirus (COVID-19) mais aussi pour le changement radical ayant eu lieu dans les attitudes du monde vis-à-vis de la Chine. Le rôle de Beijing dans la dissimulation de la réalité du premier explique en partie bien sûr l'émergence du

second. Il existe actuellement une prise de conscience inquiète mais croissante du fait que la société ouverte fait peut-être face à son défi le plus important. La Chine, menée par Xi Jinping, est en train d'émerger comme l'État autoritaire le plus puissant dans l'histoire. Il est désormais impossible d'ignorer la preuve qu'elle cherche à rendre le monde, dans son sens plus large, prêt pour passer à l'autoritarisme.

Peut-être n'aurait-il pas fallu qu'une pandémie mondiale éclate pour que le monde retrouve sa raison. Mais enfin il y a eu un réveil. Aux États-Unis, les deux partis s'entendent de plus en plus sur le fait que la Chine constitue désormais un adversaire principal du monde démocratique et de ses valeurs.³ Les fervents alliés américains traditionnels tels que le Canada et la Grande-Bretagne montrent des signes du même réveil.^{4,5} Au sein de l'Union européenne, il existe un consensus général sur des lignes similaires.⁶ L'Inde prend actuellement des mesures importantes pour réaménager sa politique envers son voisin de l'est.⁷ Le Japon s'inquiète à ce sujet depuis des années.⁸ La débâcle concernant la mise sous écoute, par la Chine, du siège de l'Union africaine à Addis Abeba (voir le Chapitre 4) a suscité une prise de conscience à travers le continent.⁹ En Amérique latine, le soutien désastreux sur les plans politique et social accordé par la Chine au régime du Venezuela a concentré les opinions sur les vraies couleurs du PCC, offrant au monde une leçon salutaire sur la prétention de Beijing d'offrir un modèle alternatif attirant pour les pays en développement.¹⁰

Le durcissement des attitudes entre leaders politiques reflète une détérioration flagrante dans la réputation de la Chine au



sein du public mondial. Dans un sondage exclusif fait pour HFX, Ipsos Global Public Affairs a interrogé des citoyens de vingt-huit pays – démocratiques et non-démocratiques – leur demandant de classer l’impact de la Chine sur les affaires mondiales pour la prochaine décennie. En septembre 2020, 42 pourcent des répondants ont classé la Chine positivement, ce qui correspond à une chute de 11 points de pourcentage par rapport au même mois de 2019, et de 16 points de pourcentage par rapport à l’automne 2017.

Parmi les démocraties en particulier (voir Schéma 0.1), les attitudes publiques ont changé remarquablement, et les classements de la Chine sont maintenant bien en-deça de la moyenne mondiale.¹¹ Les tendances montrent que pendant que les citoyens japonais ont longtemps été cyniques à l’égard des intentions de la Chine, ses taux de popularité en Australie, en Europe et en Amérique du nord ont plafonné en 2017 pour ensuite reculer nettement, un changement à la baisse que le coronavirus n’a fait qu’accentuer en 2020.

Au niveau de la haute politique, les attitudes ont déjà connu des changements. Depuis la création de la République populaire de Chine (RPC) en 1949 jusqu’aux années 1970, la relation entre les Etats-Unis, ses alliés et la Chine a été nettement hostile – et ceci est compréhensible d’autant que les Etats-Unis et la Chine s’étaient retrouvés dans deux camps opposés dans la guerre de Corée. Puis, au lendemain de l’ouverture du Président américain Richard Nixon sur Beijing, un alignement a vu le jour en quelque sorte, fondé sur une opposition mutuelle à l’Union soviétique.¹² C’était un élément sensible de la *realpolitik*. Comme il est désormais connu, le troisième changement dans la politique et les attitudes envers Beijing était fondé sur une fausse croyance que l’intégration dans le système mondial pourrait promouvoir la démocratie en Chine et le respect des règles ailleurs. Par conséquent, ce qui rend ce dernier réalignement différent est

qu’il arrive après ce qui peut être décrit comme un calcul erroné, dans le cadre de la politique étrangère, des proportions historiques.

Ceci devrait causer une introspection profonde sur la façon dont la politique est pensée, d’autant plus parce que l’établissement politique plus vaste a déjà accumulé des antécédents peu enviables de mauvaises interprétations, de prises par surprise, ou de litanies de questions et d’événements majeurs. Ceux-ci varient de la chute de l’Union soviétique à l’émergence de l’Islam, en passant par la guerre en Iraq et la Grande récession de 2008. Cette situation a continué avec la fracturation de l’UE à cause du Brexit, l’ascension de Donald Trump aux Etats-Unis et du populisme ailleurs, jusqu’au manque abject de préparation au coronavirus malgré des années d’avertissement quant aux risques d’une pandémie mondiale.¹³ La perte de Hong Kong et de Taiwan risque d’être l’élément suivant sur cette liste.

Les démocraties doivent revenir aux bases. La tentation d’adopter des postures réflexives – soit en comprenant les risques soit en réagissant de façon excessive sans les précautions requises – ne peut être contrée que si les démocraties sont préparées pour reconnaître les échecs du passé, et pour recommencer. C’est précisément le moment de le faire, et c’est pourquoi re-conceptualiser la Chine est au cœur de ce que ce guide vise à faire. Les recommandations politiques sont certes importantes ; et elles ne manquent point.¹⁴ Mais pour éviter la tentation de mettre la charrue devant la roue, les démocraties devront comprendre la nature du problème tout d’abord.

Reconnaissant en partie que les démocraties mondiales doivent réfléchir sur les choses d’une façon différente, HFX a adopté une approche très particulière dans la préparation de ce guide et l’a construit d’une façon très particulière. L’équipe d’HFX a mené des interviews approfondies pendant une grande partie de 2020, avec plus de 250 dignitaires, experts et leaders

des affaires en provenance de près de trente pays. Dans presque chaque cas, les discussions commençaient par les mêmes deux questions : (1) Quelle est la nature du régime chinois ? et (2) Quelle est la nature de la menace qu'il pose aux démocraties du monde ?

Les répondants étaient bien sûr libres de contester le fondement de la dernière question, mais peu l'ont fait. Des participants ont plutôt souligné, à maintes reprises, qu'il existe au vingt-et-unième siècle, une compétition émergeante de valeurs et de principes avec la Chine, ou plus précisément avec le PCC. Mais le fait de savoir pourquoi a été moins commun.

Quelle est donc la nature du régime ? Quelle est la nature de la menace ? Tout d'abord, il est clair que le régime de Beijing est, et restera dans l'avenir proche, un régime autoritaire, ne respectant pas les valeurs des nations démocratiques, ni les normes et institutions mondiales imprégnées de ces valeurs. Deuxièmement, la RPC détient de plus en plus la puissance économique nécessaire pour affirmer son propre système autoritaire de valeurs, non seulement à l'intérieur de la Chine, ou même l'Asie, mais aussi à travers le monde. Troisièmement, le PCC sous Xi Jinping,

président et secrétaire général du parti, est léniniste jusqu'au bout des ongles (voir le Chapitre premier) et a déclaré clairement en paroles et en actes qu'il a l'intention d'affirmer ce pouvoir de rendre le monde plus sûr pour qu'il accueille son concept d'autoritarisme.

Il existe de multiples explications suggérées sur la raison pour laquelle la Chine est devenue agressive. Certains croient que l'agression a émergé de ce que la Chine considère comme un siècle d'humiliation aux mains des grandes puissances, et elle a hâte de régler de vieux comptes et de répondre aux attentes d'une fierté nationale retrouvée.¹⁶ D'autres blâment la présomption centrale léniniste totalitaire que la simple existence de systèmes rivaux, surtout une démocratie, pose une menace existentielle au règne communiste.¹⁷ Une autre école de pensée voit qu'une politique de pouvoir brute est en jeu et suppose que la Chine se comporte de la sorte tout simplement *parce qu'elle peut le faire*.¹⁸ L'explication la plus actuelle suggère que, alors qu'une partie ou la totalité de ce qui précède peut être vraie, Xi, désireux de s'établir une place dans l'histoire, s'est surestimé. Il a agi trop dur, trop vite, et a provoqué un contrecoup avant que la Chine ne devienne assez forte

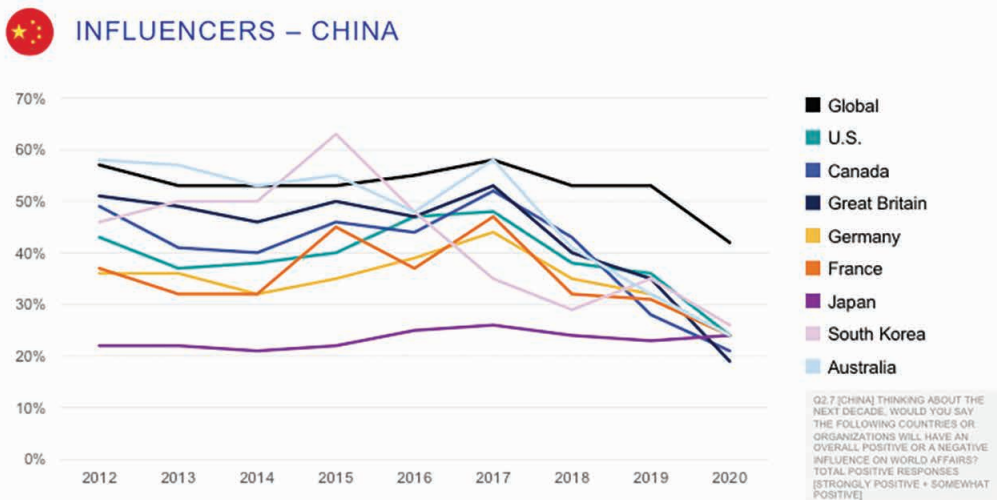


Figure 0.1 Pourcentages de réponses positives dans des démocraties sélectionnées à la question suivante: En pensant à la prochaine décennie, diriez-vous que la Chine aurait une influence positive ou négative dans l'ensemble, sur les affaires mondiales? Source: IPSOS pour HFX.



pour y résister.¹⁹ L'avenir nous le dira. Mais quelle que soit la source de cette agression, la Chine et les démocraties du monde sont clairement bloquées dans une impasse de plus en plus antagoniste.

Acteurs d'une Guerre froide?

Serait-ce une nouvelle Guerre froide ? Malgré le réveil susmentionné, d'aucuns prétendent toujours qu'une position globale plus robuste, par opposition à un pushback ad hoc, risque d'en provoquer une. Mais l'agression de la Chine à l'égard des régimes démocratiques et de la démocratie elle-même a lieu depuis des années et certainement depuis bien avant le changement de position de Washington avec le Président Trump. Au moment où aucun individu raisonnable n'apprécierait une nouvelle guerre froide, si quelqu'un en a bien lancé une, c'est bien la Chine. L'agression de ce pays contre les démocraties à travers le monde se manifeste par une ingérence dans les affaires internes du pays qui est, comme ce guide va bien le démontrer, sans précédent et non provoquée.

Les démocraties ne peuvent pas continuer sur ce chemin en interprétant mal ce régime ou en omettant assez de le repousser. Ce n'est point le fait de remuer le nid de frelons en étant trop dur, ce sont plutôt la faiblesse et l'indécision mêmes des démocraties qui ont encouragé les partisans de la ligne dure en Chine en leur laissant une porte ouverte qu'ils pourraient pousser. Xi aurait-il osé réprimer Hong Kong si, il y a une décennie disons, les démocraties du monde avaient adopté une position unifiée, soutenues par l'incroyable menace de sanctions majeures ? C'est précisément parce que la Chine nous perçoit comme faibles qu'elle a pu carrément se permettre tant de choses.

C'est la Chine qui a commencé ce combat, et c'est dans son pouvoir d'y mettre fin. Beijing peut améliorer ses relations qui sont en détérioration, si elle le veut vraiment. Sinon, et en agissant en tant qu'instigatrice d'un ensemble de violations des normes internationales –

comme les incursions avec des avions de chasse dans l'espace aérien taiwanais ; le démantèlement de l'accord « un État, deux systèmes » à Hong Kong ; les confrontations avec l'Inde ; les cyberattaques contre les États-Unis et d'autres pays ; le vol de propriété intellectuelle ; et la perturbation des processus démocratiques américains et alliés – elle n'aura personne à blâmer qu'elle-même pour le pushback qui arrive.

Rien n'indique non plus que la position agressive de Xi s'atténue, ni chez lui ni ailleurs. En septembre 2020, un éminent homme d'affaires chinois venant d'un parti d'élite a été condamné à dix-huit ans de prison pour avoir critiqué la censure initialement imposée par Xi sur l'épidémie du coronavirus.²⁰ Le même mois, et deux jours avant la date des pourparlers entre le leader chinois et la chancelière allemande Angela Merkel, les exportateurs allemands de viande de porc se sont soudain vu bloqués par le marché chinois dans une action décrite par le *Financial Times* et d'autres comme la « diplomatie de punition »²¹. Il n'existe aucun document démontrant une stratégie similaire d'intimidation économico-diplomatique de la part de l'Allemagne envers la Chine. Oppression interne et agression externe sont bien les deux faces de la même médaille PCC.

Il est vrai qu'il est primordial de déclarer sans ambiguïté la nature du défi que le régime pose, mais les démocraties du monde se doivent aussi d'apprécier que bien que la Chine de Xi soit un État autoritaire léniniste, elle n'est pas uniquement un État autoritaire léniniste. Elle est simultanément le représentant souverain du peuple chinois. Personne ne doit oublier que le peuple chinois, avec lequel les démocraties n'ont aucun problème, n'a d'autre choix que de voir ses intérêts – économiques, diplomatiques, culturels et bien d'autres – formulés par le régime de Xi. Ignorer ou isoler Beijing n'est point une option sensée. L'engagement diplomatique ou les bonnes relations entre leaders ne doivent pas non plus être fustigés comme forme d'apaisement,

tel que certains défenseurs d'une vision plus unidimensionnelle d'une ligne dure face aux défis chinois semblent parfois suggérer.²²

Beaucoup des défis majeurs que confrontent les peuples de cette planète du vingt-et-unième siècle exigeront des solutions mondiales. Sans la Chine, ils seraient difficiles ou impossibles à relever. Mais c'est précisément pourquoi il est impératif pour les démocraties de re-calibrer cette relation sur la base d'un respect mutuel des règles de l'ordre international, et les raisons pour lesquelles la Chine devra arrêter son attaque unilatérale contre les démocraties du monde. Toutes les personnes de bonne foi devraient aspirer à un équilibre stable où une coopération authentique est possible et peut prospérer. Mais l'équilibre très instable auquel les démocraties font face aujourd'hui est un résultat direct du manque de mise en application plus précoce des règles du jeu. Les démocraties du monde feraient mieux, plutôt que de se mettre la tête dans le sable, d'opter pour un pushback responsable, discret et robuste, qui soit susceptible de les mener, ainsi que le monde plus large, là où elles devraient être.

Cela vaut la peine de s'arrêter sur ce point

en diminution, mais un groupe dont les opinions ont duré pendant la plus grande partie de l'ère de l'après-Guerre froide, prétend essentiellement qu'aucun défi significatif ne provient de la Chine et certainement pas un défi qui pourrait être décrit comme existentiel. Les partisans de ce point de vue ne sont pas insensibles aux tensions qui existent entre la Chine d'une part et les Etats-Unis et ses alliés de l'autre. Mais, convaincus que la diplomatie qualifiée suffira, ils prétendent que de telles tensions représentent un peu plus que les débuts d'un nouvel ordre international émergent, puisque la Chine cherche, suffisamment bien sûr, une reconnaissance internationale et un degré de respect proportionnel à la puissance économique dont elle jouit actuellement. Pour les raisons qui ont déjà été déclarées à l'état embryonnaire, et qui seront examinées tout au long de ce guide, cette vision est profondément erronée. Elle ne cadre pas en effet avec les preuves disponibles. Elle peut seulement être soutenue par un aveuglement volontaire envers les paroles et les actions de Beijing, et les impératifs qui émanent de la nature léniniste du régime (voir le Chapitre premier).

Les différences les plus intéressantes surviennent entre deux camps qui sont largement en accord sur les faits, et la

Beaucoup des défis majeurs que confrontent les peuples de cette planète du vingt-et-unième siècle exigeront des solutions mondiales. Sans la Chine, ils seraient difficiles ou impossibles à relever.

afin de clarifier certaines questions qui, en Occident surtout, peuvent facilement entraver une réévaluation du défi posé par la Chine et ce qu'il faudrait faire avec. Naturellement, et justement dans un environnement pluraliste, il existe plusieurs nuances d'opinion en rapport avec la Chine, ainsi que différents points de départ par lesquels on pourrait l'aborder.

Lors des recherches menées pour l'élaboration de ce guide, il est devenu clair qu'il existe actuellement au moins trois camps qu'il faudrait prendre en considération. Un camp, qui est un groupe

nature, du défi que la Chine pose mais qui sont en désaccord sur la façon dont il faudrait se réunir et parler du défi. En partie, c'est un désaccord entre les « faucons » et les « colombes ». Certains, paraît-il, ont une préférence personnelle pour les bâtons plutôt que les carottes ; pour d'autres, c'est l'inverse. En partie aussi, surtout là où une dimension nationale ou régionale est en jeu, elle reflète les différents intérêts. Les économies de certaines démocraties sont plus étroitement liées, par des relations d'échange, à la Chine qu'à d'autres pays. Quant aux pays les plus pauvres, qui ont des infrastructures sous-développées

– routes, chemins de fer, ports, par exemple – ils évalueront leurs intérêts nationaux différemment des démocraties plus avancées économiquement lorsque Beijing tentera de les séduire avec des investissements émanant de son Initiative « Une ceinture, une route » (voir le Chapitre 3).

Mais servir différents intérêts, et débattre des réponses, c'est exactement ce que les nations démocratiques et leurs peuples font. Avec une condition non-négociable – qu'il n'y ait point d'intention de nier la vérité concernant la nature oppressive du régime du PCC en Chine et l'inadmissibilité de ses empiètements sur les démocraties à l'étranger – HFX adopte une approche couvrant les différents points de vue quant à la réponse que les démocraties doivent avoir face au défi de la Chine de Xi. Il existe un terrain d'entente très large sur lequel les personnes de bonne foi pourront débattre des démarches à venir.



qu'il n'y ait point d'intention de nier la vérité concernant la nature oppressive du régime du PCC en Chine et l'inadmissibilité de ses empiètements sur les démocraties à l'étranger

Une dernière réflexion semble appropriée sur le débat qui a lieu. Est-ce qu'HFX est en train d'esquiver la question principale ? Est-ce qu'HFX refuse de nommer sa vraie ambition comme « changement de régime » quand la dérive écrasante est précisément cela ? Loin de là. Une des nombreuses leçons que les Etats-Unis doivent tirer de l'expérience de l'Iraq est que le changement de régime en l'absence d'un danger militaire évident et présent à la nation est à écarter, qu'une démocratie envisage ou pas une approche envers la Chine ou envers toute autre nation. Néanmoins, pour le dire très franchement, il y aura ce que l'on pourrait appeler une « reconfiguration du régime ». HFX ne considère pas que le PCC devrait abandonner le pouvoir. C'est bien au peuple chinois et à personne d'autre d'en décider. Mais la façon dont le PCC calibre ses intérêts et ses ambitions dans le monde devra changer si l'on veut que

le genre d'équilibre susmentionné soit réalisé. Compte tenu de la chute que le PCC subit ces dernières années, une telle reconfiguration sera certes pleine de défis. Mais c'est un problème que la Chine devra résoudre.

L'union fait la force

La mission d'HFX est de renforcer la coopération stratégique parmi les démocraties du monde. Une telle approche signifie que, poliment mais solidement, HFX n'est pas d'accord avec ces membres de la communauté de la politique étrangère qui disent qu'un de leurs objectifs dans leurs rapports avec Beijing serait par exemple de parler sotto voce des violations des droits de l'homme par la Chine.²⁴ HFX est aussi en désaccord avec les appels de plus en plus fréquents à flirter avec la Russie afin de créer un fossé entre Moscou et Beijing.²⁵ Ces appels sont d'habitude accompagnés de suggestions d'ignorer l'annexion de la

Crimée et de laisser tomber les sanctions imposées en raison d'incidents tels que l'assassinat d'opposants au Kremlin que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Russie. Autrement dit: On ne peut pas faire confiance à la Russie de Vladimir Poutine, même pour les alliances de convenance. Un marché faustien avec le Kremlin causerait plus de problèmes qu'il n'apporterait de solutions.

Rien de cela ne signifie que les démocraties ont une performance parfaite en matière de droits de l'homme ou effectivement toute autre chose. La démocratie libérale fondée sur la loi est bien supérieure à la tyrannie. Les démocraties doivent résister fermement aux relativistes et aux défaitistes qui affirment que ce n'est pas le cas. Mais trop souvent, le triomphalisme qui a suivi la Guerre froide a gelé le développement et l'évolution des sociétés ouvertes qui, ces dernières années, ont stagné à bien des égards. Des

efforts pour surmonter l'injustice raciale à la réduction de la méfiance profonde à l'égard des politiciens et des institutions, les démocraties du monde ont une tâche gigantesque qui les attend. Relever ces défis est vrai en soi. Lorsqu'ils sont relevés, le pouvoir souple de la démocratie sera renforcé considérablement.

Le besoin d'améliorations chez soi ne devrait tout de même pas détourner l'attention des démocraties du sérieux et de l'ampleur de ce qu'elles comptent faire à travers le monde. L'impasse avec la Chine de Xi constitue en effet un moment décisif de l'histoire, et les décisions que les démocraties prendront durant la prochaine décennie pourront, pour tout dire, déterminer si elles relèvent bien le défi ou bien si elles sont dépassées par ce défi. Les démocraties du monde sont à une croisée de chemins. Une route mène à la réussite, une autre à l'échec.

Il est d'une importance fondamentale de comprendre que toute stratégie visant à relever le défi PCC, et conçue dès le début comme une compétition du vingt-et-unième siècle entre les Etats-Unis et la Chine, a immédiatement cédé à Beijing le seul terrain conceptuel et

pourra jamais faire confiance et qui à leur tour ne feront jamais confiance à la Chine.

Ceci n'est pas pareil à l'alliance que l'Amérique a avec le Canada, la Grande-Bretagne ou le Japon – où une coopération de longue date et enracinée dans les valeurs et dans l'histoire crée des relations qui ont une signification réelle, et par conséquent, un pouvoir réel. Tant que les Etats-Unis gardent l'ambition de jouer un rôle prééminent dans la mise en forme du système international, ils ne pourront réussir à le faire qu'en déployant l'effet multiplicateur assuré par leurs alliés. Étant donné la force croissante dont jouit la Chine sur plusieurs fronts, ceci implique une approche beaucoup plus coopérative et effectivement égalitaire envers les alliances que ce à quoi les Etats-Unis étaient habitués au vingtième siècle (voir le Chapitre 6). Ceci nécessitera un changement dans la mentalité au sein de l'institution de la politique étrangère des Etats-Unis, qui dépassera de loin les idiosyncrasies de tout président particulier ou de toute administration particulière. Mais la récompense est bien réelle. Les Etats-Unis demeureront le leader naturel du monde démocratique. Multipliés par leurs alliances, ils pourront mener une

L'impasse avec la Chine de Xi constitue en effet un moment décisif de l'histoire, et les décisions que les démocraties prendront durant la prochaine décennie pourront, pour tout dire, déterminer si elles relèvent bien le défi ou bien si elles sont dépassées par ce défi.



effectivement pratique sur lequel la Chine peut probablement l'emporter. C'est précisément le déploiement effectif de la puissance, la richesse et la prouesse technologique presque inimaginables des Etats-Unis conjointement avec leur vaste panoplie d'alliés de par le monde, qui garantira que le défi en provenance de la Chine pourra être relevé, et habilement. La Chine n'a pas d'alliés. Elle dispose plutôt d'une bande hétéroclite de quasi-clients, tels que la Corée du nord et le Pakistan, et de relations opportunistes de convenance avec des nations telles que la Russie – bref, toutes les nations auxquelles la Chine ne

combinaison imbattable qui pourra durer tout au long du vingt-et-unième siècle.

En revanche, la confrontation Etats-Unis - Chine – dans laquelle Washington adopte malheureusement des approches archaïques datant du vingtième, voire du dix-neuvième, siècle pour affronter une Chine dont la population vaut trois fois celle des Etats-Unis et peut-être aussi un PIB qui vaudra le double du PIB américain d'ici le milieu du siècle – signifie très probablement la victoire pour Beijing. Même dans le meilleur des cas pour les Etats-Unis, où la croissance économique



de la Chine faiblit en quelque sorte et ses déséquilibres démographiques reviennent à la charge pour la hanter, elle sera au moins un acteur aussi grand que les Etats-Unis, même s'il est difficile pour les Américains d'assimiler cela. Si Washington décide de faire chemin seul, le vingt-et-unième siècle sera une époque où les Etats-Unis seront bousculés bien plus qu'ils ne l'ont jamais été auparavant. Et ce sera une époque même pire que celle du reste des démocraties du monde, qui risquent d'être abandonnées à leur sort, s'accrochant tant bien que mal, en se précipitant beaucoup plus que d'habitude sur les scènes de confrontation diplomatique, économique et peut-être aussi militaire, cherchant désespérément à esquiver les éclats qui volent dans un monde où ne règne que la loi de la jungle.

Avec une urgence sans précédent depuis la fin de la Guerre froide, le défi que pose la Chine présente ainsi aux Etats-Unis comme à ses alliés à travers le monde, une offre que ni les Etats-Unis ni ces alliés ne pourraient refuser : reforcer, reconstruire, redynamiser et repenser les alliances entre démocraties, ou affronter les conséquences. Ceci était, surtout, le message qu'HFX a tiré de la recherche menée sur neuf mois.

Cela est-il possible? En un sens, les démocraties ont déjà de l'avance. Il est vrai que plusieurs alliances entre les Etats-Unis et d'autres démocraties ont été mises à rude épreuve pendant la période de l'après-Guerre froide. Alors qu'il est tentant de blâmer l'administration Trump, il est bon de se rappeler à quel point l'administration Obama semblait froide aux yeux des alliés traditionnels tels que la Grande-Bretagne, ou à quel point certains des échanges paraissaient chauds au début des années 2000 entre les nations européennes telles que la France et l'administration Bush. Pourtant, ces alliances ont survécu. Il y a plein de possibilités d'actions.

L'essentiel du défi de la Chine est de créer ou de donner un nouveau souffle aux alliances et aux partenariats des

démocraties, non pas comme ils ont été conçus pour le vingtième siècle, mais tel qu'ils devraient être repensés et reformés pour le vingt-et-unième siècle. Ainsi, les démocraties gagneront-elles au « plus Grand jeu » du vingt-et-unième siècle. Mais pour y parvenir, les démocraties partout dans le monde doivent tout d'abord comprendre ce à quoi elles ont affaire.



CHAPITRE PREMIER: LA LOI DU PAYS

Le 12 juin 2020, la famille de Chen Mei, un archiviste qui travaille sur un projet en ligne pour publier un document sur la COVID-19 à travers la Chine, reçoit un appel de la police. Elle apprend que Chen est détenu au Centre de détention de Chaoyang. C'est un vrai soulagement de savoir qu'il est en vie. Chen, comme des dizaines de milliers d'autres, était « porté disparu » cinquante-quatre jours plus tôt. Son crime ? Eh bien « semer les zizanies et provoquer des troubles » en vertu de l'Article 293 du Code pénal chinois, un crime décrit par Amnesty International comme « un crime défini d'une façon trop large et rédigé d'une façon très vague et qui est utilisé de plus en plus pour cibler des activistes et des défenseurs des droits de l'homme. »²⁹

Chen Mei est loin d'être le seul dans cette situation. En effet, la Chine contemporaine connaît beaucoup plus d'abus flagrants des droits de l'homme, y compris l'occupation du Tibet qui a duré sept décennies, et durant laquelle plus d'un million de Tibétains ont été tués.³⁰ En outre, Amnesty International estime que près d'un million de musulmans ouïghours turcs dans la Province de Xinjiang ont été incarcérés dans des camps nommés des camps de « transformation-par-l'éducation ». Selon Amnesty, « les détentions semblent faire partie d'un effort déployé par le gouvernement chinois dans le but d'effacer les croyances religieuses et les aspects de l'identité culturelle afin d'imposer la loyauté politique. »³¹

Plus ces atrocités sont flagrantes et reflètent l'ampleur de l'oppression brutale que le Parti communiste chinois (PCC) est capable de faire subir à quiconque

qui se mettrait sur son chemin, plus des cas à l'apparence banale comme le cas de Chen Mei et de beaucoup comme lui sont révélateurs de la nature du défi que la Chine pose aux démocraties à travers le monde, voire même à la communauté internationale toute entière. Au printemps et en été 2020, quand des centaines de milliers de personnes sont mortes dans le monde à cause d'une pandémie qui a débuté en Chine, les citoyens chinois faisaient *encore* l'objet d'arrestations pour avoir rassemblé des informations vitales sur les origines de la COVID-19.³²

On ne saurait imaginer une illustration plus claire du chevauchement entre la situation des droits de l'homme sur le plan interne de cette puissance en croissance, et la santé sur le plan aussi bien figuré que littéral du monde démocratique. Soutenir les victimes de l'oppression du PCC est dans l'intérêt vital des démocraties du monde.

Ce chapitre indiquera clairement que c'est la nature même du régime en Chine, surtout tel que façonné par Xi Jinping, qui pose une menace unique et urgente à la démocratie.

Une tyrannie intransigeante

La tyrannie du PCC a une histoire longue et sordide. Depuis l'établissement du régime en 1949, il a toujours été une dictature à parti unique déterminée à rester au pouvoir à tout prix et quel que soit le coût. Ses aspects importants comprennent ce qui suit:

- *Le grand bond en avant de 1958 à 1962.* Le PCC de Mao Tsé-toung était responsable

de la mort de quarante-cinq mille personnes pendant cette période. Frank Dikötter, historien, écrit que « Ce n'est pas juste l'étendue de la catastrophe... mais aussi la manière avec laquelle beaucoup de personnes sont mortes : deux à trois millions de victimes ont été torturées à mort ou sommairement tuées, souvent pour la moindre infraction. »³³

- *La révolution culturelle de 1966 à 1976.* Personne ne sait exactement combien de personnes ont été tuées ou poussées au suicide, mais les meurtres collectifs pour des attitudes perçues comme anti-PCC étaient une des marques du parti. Les récits des atrocités commises, même par un voisin contre un autre, ne manquent pas. Yang Su, chercheur, a écrit que « quatre cent mille personnes au moins, et peut-être trois millions ont été tuées dans les villages de campagne par des voisins »³⁴
- *Place Tiananmen le 4 juin 1989.* Même avec le monde entier qui observait, l'Armée populaire de libération de Chine a tué ou

blesse des milliers de manifestants et de passants. Des dizaines de milliers ont été arrêtés au lendemain de ces massacres.³⁵

Aujourd'hui, Xi a rejeté même l'ouverture hésitante de la société civile qui s'était développée dans les années 1990. Freedom House, qui classe la Chine comme « non libre » - qui constitue sa catégorie la plus basse en termes de libertés politiques - a noté sévèrement dans son rapport de 2019 ce qui suit : « Le régime autoritaire de la Chine est devenu de plus en plus répressif ces dernières années. »³⁶

Ceci reflète tout à fait les préceptes idéologiques que Xi a cherché à suturer dans la culture politique de la Chine depuis le début de son mandat en tant que leader. En 2013, un communiqué « confidentiel » du PCC a été distribué à toutes les sections du parti et de l'Etat. Connu sous le nom de « Document No 9 », et portant l'empreinte indélébile de Xi, ce communiqué a averti contre et demande une action contre « les fausses tendances, positions et activités

Sept péchés rejetés par le PCC

1. Promouvoir la démocratie constitutionnelle occidentale pour tenter de saper le leadership actuel et la marque de socialisme aux caractéristiques chinoises arborée par le PCC.

2. Promouvoir les « valeurs universelles » pour tenter d'affaiblir les bases théoriques du leadership du parti.

3. Promouvoir la société civile pour tenter de démanteler la fondation sociale du parti au pouvoir.

4. Promouvoir le néolibéralisme pour tenter de changer le système économique de base fondamental de la Chine.

5. Promouvoir l'idée qu'a l'Occident du journalisme pour tenter de défier le principe de la Chine qui suppose que les médias et les systèmes de publication doivent être soumis à la discipline du parti.

6. Promouvoir le nihilisme historique pour tenter de saper l'histoire du PCC et de la Nouvelle Chine.

7. Interroger la réforme et la stratégie d'ouverture lancées par le PCC ainsi que la nature socialiste du nouveau socialisme du PCC en Chine.

Figure 1.1. Sept péchés rejetés par le PCC
Source: ChinaFile, "Document 9: A ChinaFile Translation"³⁸

idéologiques », y compris toute tentative de promouvoir la démocratie, la société civile ou les « valeurs universelles » (voir Figure 1.1).³⁷

Le PCC a contrecarré assidûment chacune de ces menaces qui guettent son règne.

La tyrannie intransigeante de la Chine peut être perçue dans la censure et la surveillance qu'elle impose sur l'Internet. Bien que le « Grand pare-feu », qui limite les connections internet au monde extérieur, reçoive beaucoup d'attention, le PCC a aussi imposé des restrictions aux plateformes médiatiques sociales et apolitiques et entame des procédures pénales pour propos politiques, sociaux, religieux et même humoristique prononcés en ligne. De nouveaux progrès en matière d'intelligence artificielle et de reconnaissance faciale ont été incorporés au système de surveillance du régime, offrant ainsi le potentiel effrayant pour les répressions.³⁹

Lors des derniers mois, l'analyse de milliers d'images satellitaires a révélé des preuves plus troublantes d'«une infrastructure vaste et croissante pour une détention et une incarcération à long-terme» dans la Province de Xinjiang. Les divulgations du régime révèlent clairement que Xi et

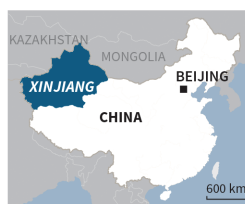
d'autres leaders mènent la campagne contre les Ouïghours directement (voir Figure 1.2).⁴⁰

Le consensus, plus jamais

Il ne s'agit pas de savoir combien de personnes dans le monde démocratique ont bien envisagé les questions qui se développent en Chine. Pour une grande partie de l'ère de l'après-guerre, les gouvernements occidentaux, et les Occidentaux en général, ont supposé que, au moment où la Chine accumulait les bénéfices de l'économie capitaliste, la politique démocratique, quoique en dents de scie, allait inévitablement suivre. Comme l'a dit l'ancien Président américain Bill Clinton à propos de l'accession du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : « L'accession à l'OMC ne créera sûrement pas une société libre en Chine du jour au lendemain... mais avec le temps, je crois qu'elle poussera la Chine plus vite et plus loin dans la bonne direction, et elle le fera certainement mieux que ce que le rejet de cette accession ferait. » Le Président George W. Bush était, plutôt, plus confiant que la Chine était sur la voie de la réforme démocratique. Dans un discours prononcé en Chine en 2002, il a dit clairement, « le changement arrive. »⁴²

Xinjiang 're-education' camps

Suspected camps and prisons in China's northwestern Muslim region

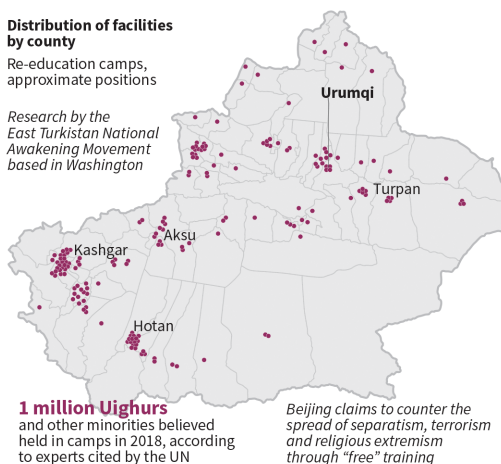


Population of Xinjiang
23.2 million (2015)
 Largest ethnic minority: **Uighur**
 Estimate: **11 million** (HRW)
 In 1949, *Han Chinese* made up around **6%** of the population
 Today the *Han* population officially accounts for about **37%**

Distribution of facilities by county

Re-education camps, approximate positions

Research by the East Turkistan National Awakening Movement based in Washington



Revelations from cables leaked in November

According to investigative reports by the International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ)

Guidelines on running detention camps

Inmates should be judged based on a points system that measures "ideological transformation, study and training, and compliance with discipline"

"Dormitory doors, corridor doors and floor doors must be double-locked, and must be locked immediately after being opened and closed"

"There must be full video surveillance coverage of dormitories and classrooms free of blind spots, ensuring that guards on duty can monitor in real-time, record things in detail, and report suspicious circumstances immediately"

Figure 1.2. Les camps de « rééducation » de Xinjiang
 Source: Agence-France Presse

Le consensus américain a tenu ferme au gré des administrations, démocrates ou républicaines, y compris durant les moments de crise comme la saga de l'avion-espion de 2001 et la crise financière de 2008.⁴³ Il a commencé à trembler vers la fin du second mandat du Président Barack Obama. En 2015, le Bureau de presse de la Maison Blanche a émis une fiche d'informations adressée aux journalistes, et qui, dans une de ses sections, formule ce qui suit : « Nous sommes en train de gérer les différences réelles et complexes entre nous – dans des domaines tels que la cybernétique, l'accès au marché, la sécurité maritime, et les droits de l'homme – avec candeur et détermination. La Chine ne peut pas exercer effectivement son influence tout en renonçant de manière sélective aux normes internationales. »⁴⁴

La nervosité commençait clairement à se manifester, et l'on commençait aussi à reconnaître le besoin de reconsidérer toute la relation avec la Chine, lentement mais sûrement, pour la cristalliser. Sous la présidence de Donald Trump, la vieille approche vis-à-vis de la Chine, autant qu'envers d'autres, s'est évaporée. Elle s'est transformée en guerres commerciales de surenchère, une rhétorique de plus en plus acérée, et des mesures des plus proactives de la part de Washington afin de contrer le vol de propriété intellectuelle d'inspiration chinoise, le cyber-espionnage et le comportement intrusif de la part des entreprises de technologie chinoises (voir le Chapitre 4).

Vue d'une perspective s'étalant sur 30 ans, la situation a connu un changement de 180 degrés. Alors qu'il est facile d'être sage avec le recul, il serait stupide de ne pas utiliser le recul lorsqu'on en a le luxe. Certes, il est possible qu'il y ait un désaccord raisonnable quant au rythme, à l'intensité et à la sélection des priorités au sein de la contre-stratégie qui est si nécessaire face aux ambitions de Beijing sur le plan mondial (voir le Chapitre 2) ; il n'en demeure pas moins qu'il faudrait garder au centre de cette stratégie ce que

ce régime est réellement et ce qu'il veut vraiment si l'on veut que les démocraties soient proprement équipées pour relever le défi posé par la Chine.

Capitaliste, et nationaliste, mais aussi léniniste

S'il existe une chose qui puisse entraver notre tentative de comprendre les gouverneurs actuels de la Chine, c'est bien la contradiction apparente entre un État à parti unique et communiste avoué et son adoption complète du capitalisme. La croissance économique produite grâce à une forme de capitalisme dirigé par l'État, qui a fait sortir des centaines de millions de citoyens chinois de la pauvreté et qui agit comme un pilier principal de la légitimité du PCC est la preuve, pour beaucoup, que l'engagement au communisme est purement laconique – un simple héritage couverture d'une idéologie à laquelle personne, et encore moins les leaders chinois, ne croit plus.⁴⁵

Un autre pilier central du PCC incompatible avec l'idéologie communiste orthodoxe est le nationalisme chinois. Beijing demeure engagé à sortir du soi-disant « siècle de l'humiliation », durant lequel la Chine a lutté sous le poids d'une politique coloniale et de grande puissance. Dans son discours liminaire devant le dix-neuvième Congrès national en 2017, Xi a mentionné « le rêve chinois de rajeunissement national », « la sagesse chinoise » et « le socialisme aux caractéristiques chinoises ».⁴⁶ Ceci ressemble aux paroles du genre que Marx, qui considérait le nationalisme comme une forme rétrograde d'identité politique, avait l'habitude de dénigrer avec un sarcasme mordant. Beaucoup de libéraux occidentaux de nos jours trouveraient même discordant de parler avec des mots aussi ouvertement nationalistes. Le terme « socialisme » dans ce contexte ressemble à de la poudre aux yeux. « Il semble évident, observe un érudit, à examiner de près les discours officiels, que des éléments tels que le marxisme, le socialisme et le communisme sont réduits à des mots

vides de sens contrairement aux éléments du nationalisme.⁴⁷

On pourrait trouver encore des références au sein des discours des leaders du parti communiste au mot « révolution » ou « communisme », bien que ce dernier soit aisément consigné au monde de l'avenir lointain. Comme l'a bien affirmé Xi, en s'adressant au Comité central du PCC en janvier 2013, « La disparition *éventuelle* du capitalisme et la victoire *ultime* du socialisme exigeront un long processus historique pour atteindre le point d'achèvement » (accent mis).⁴⁸

Qu'est-ce que tout cela pourrait avoir vraiment à voir avec une Chine du temps moderne qui est le plus grand importateur de Rolls Royce au monde et dans laquelle le « rêve chinois » de Xi est construit tout comme toute autre chose sur une philosophie caractéristiquement capitaliste du genre « *enrichissez-vous* »?⁴⁹ Et pourtant, la Chine continue à se nommer un état communiste, et elle est dirigée par le Parti communiste.



Le seul objectif primordial et vivant du PCC est de rester au pouvoir. Seule la survie compte.

Si les leaders de la Chine ont adopté et le nationalisme et au moins une forme de capitalisme, pourquoi n'annuleraient-ils pas le tout ? Ceci est bien sûr précisément ce sur quoi les leaders américains et occidentaux ont basé leur relation avec la Chine pour une grande partie des trois dernières décennies. Ils ont erré parce qu'ils ont mal compris l'essentiel du projet léniniste.

Tout d'abord, le système est solide tout simplement parce qu'il y est. Les leaders actuels et aspirants ont peu de motivations personnelles pour balancer un bateau qui leur fournit des gains significatifs dans le monde réel. Mais par conséquent, ils *sont* bien Léninistes. Xi, qui a reçu son éducation scolaire pendant la Révolution culturelle, y croit vraiment. Bien sûr, il

ne croit pas que la nationalisation des hauts commandements de l'économie, pour employer les vieux propos, offrirait un meilleur chemin vers la réussite économique que la combinaison actuelle marchés-industries privées dirigées par l'État.⁵⁰ Mais lui et le PCC *sont* fondamentalement engagés au communisme en tant que système politique.

Dans le cadre et autour de ce système, il existe un passé, une mythologie, une culture qui requiert que les leaders du PCC répètent des mantras, tels que « l'éventuelle disparition du capitalisme », même sans y croire peut-être. Mais le fait de ne pas croire à ces mantras n'implique pas qu'ils manquent de sens. Au contraire, ils ont un sens vital puisqu'ils signalent aux membres du PCC et à la société chinoise plus large que le parti signifie affaires. Le défi serait comme défier une locomotive qui cherche, depuis des décennies, à se frayer un chemin à travers la société chinoise et qui a été préparée pour écraser tout sur son passage. On ne peut l'arrêter

facilement.

La confusion ici, profondément ancrée dans certaines sections de l'intelligentsia occidentale, réside dans l'idée que le marxisme-léninisme fut une idéologie essentiellement bénigne de développement social et de justice qui fut kidnappée par des despotes dans le contexte des cultures politiques et histoires russe et chinoise où le libéralisme était absent. Une meilleure explication est que le marxisme-léninisme était avant tout une idéologie despotique qui a elle-même détourné des idées anticapitalistes sur le développement et la justice sociale pour les utiliser comme couverture pour son essence totalitaire. Rien ne serait sacré si le capitalisme contrôlé par l'État et le nationalisme s'avéraient de meilleurs véhicules pour le parti totalitaire. Le seul

objectif primordial et vivant du PCC est de rester au pouvoir. Seule la survie compte.

En effet, une des premières actions de Xi Jinping en tant que leader du PCC en 2012 fut de demander aux membres du Parti à travers la Chine de regarder un documentaire sur la chute de l'Union soviétique. Dans ce qui a été connu plus tard comme son New Southern Tour Speech, Xi s'est demandé, « Pourquoi le Parti communiste soviétique s'est-il ébranlé ? » Et il a partagé sa réponse :

Une importante raison était que leurs idéaux et leurs croyances avaient été ébranlés. En fin de compte, « le drapeau du dirigeant sur la tour de la ville » a changé du jour au lendemain. C'est une profonde leçon pour nous! Rejeter l'histoire de l'Union soviétique et du Parti communiste soviétique, rejeter Lénine et Staline, et rejeter tout le reste, c'est s'engager dans le nihilisme historique, et ceci brouille nos pensées et sape les organisations du Parti à tous les niveaux.⁵¹

S'adressant à toute personne qui peut bien avoir des doutes encore sur la détermination absolue du PCC à ne pas suivre le chemin du Parti communiste de l'Union soviétique, il a conclu en disant: « Un grand parti a disparu, comme ça. Proportionnellement, le Parti communiste soviétique avait plus de membres que notre parti, mais personne n'était un homme assez fort pour se tenir debout et résister. »⁵²

Ceci ne signifie pas que la Chine ressemble aujourd'hui aux sociétés léninistes totalitaires d'hier, ni que c'est ce que veut Xi. Le fait qu'il existe un quasi-capitalisme à travers la Chine moderne rend impossible le genre de contrôle total de la société visé par le Parti communiste soviétique dans les années 1930, quoique l'État embryonnaire de surveillance alimentée numériquement puisse engendrer une forme encore plus complète de totalitarisme que Staline ait jamais pu en rêver.

Un léninisme consultatif?

Les observateurs de la Chine ne tomberont pas très rarement sur une caractérisation d'une position du régime appelée « léninisme consultatif ». ⁵³ Ceci a l'air prometteur. Le PCC a-t-il peut-être trouvé un moyen d'adopter le pluralisme démocratique dans le contexte d'un État à parti unique ? Ce serait cette ligne de pensée qui a encouragé Michael Bloomberg, multimilliardaire, ancien maire de New York, et candidat aux primaires présidentielles du parti démocrate en 2020, à affirmer que Xi « n'était pas un dictateur ». Bloomberg dit aussi: "Il doit satisfaire ses électeurs, sinon il ne survivra pas. »⁵⁴

Il semble que certains Occidentaux sont encore convaincus par l'idée qui remonte à l'après-guerre froide, que la démocratie est sur un parcours inextricable (voir le Chapitre 2). Par conséquent, ils cherchent les raisons pour lesquelles l'autoritarisme ne serait pas ce qu'il semble être. N'y a-t-il pas de « parties prenantes » dont le PCC cherche à servir les intérêts ? Xi ne veut-il pas renforcer sa légitimité parmi la population chinoise ? Sans aucun doute. Tous les systèmes politiques qui sont plus sophistiqués qu'une dictature militaire corrompue prennent en considération les parties prenantes. Ils aspirent tous à la légitimité. La Chine gouvernée par les communistes n'en fait pas exception.

À cette fin, le PCC a cherché à abolir la pauvreté, améliorant la prospérité matérielle du peuple chinois. (Bien sûr, il ne faut pas oublier que c'était le PCC qui avait causé beaucoup de pauvreté en premier lieu, à cause d'entreprises désastreuses telles que « le Grand bond en avant ».)⁵⁵ Par ailleurs, il gouverne un pays de 1,4 milliard de personnes. ⁵⁶ Il ne peut ni maintenir une mission de « rajeunissement national » ni retenir le pouvoir sans ramener des segments significatifs de la population chinoise. Ce qui ramène la discussion au « léninisme consultatif », duquel le savant Steve Tsang dégage cinq éléments :

- « le Parti communiste est obstinément concentré sur le désir de rester au pouvoir, pour lequel il est essentiel de maintenir la stabilité dans le pays et d'éliminer en amont les menaces posées à sa suprématie politique » ;
- « un accent sur la réforme de la gouvernance que ce soit au sein du Parti ou dans l'appareil de l'État en vue d'anticiper les demandes du public pour la démocratisation » ;
- « un engagement à renforcer la capacité du Parti à provoquer, diriger et répondre à une opinion publique en changement » ;
- « un engagement à soutenir une croissance et un développement économique rapides par n'importe quel moyen, où le leadership du parti semble politiquement rentable, quel que soit son engagement idéologique passé au Communisme » ; et
- « la promotion d'un nationalisme tout nouveau qui intègre un sens de fierté nationale dans un exposé narratif étroitement guidé de l'histoire de la Chine et de sa civilisation, avec la grandeur de la République populaire sous le leadership du Parti. »⁵⁷

« Même si le Communisme, poursuit-il, n'est plus le but ultime pour le développement, le Parti communiste garde sa structure et ses principes organisationnels léninistes et reste totalement consacré à rester au pouvoir. Il est anti-démocratique de nature et compte sur le Parti comme principal instrument d'exercice du contrôle sur les institutions étatiques. »⁵⁸

En somme, la relation du PCC avec le peuple chinois vise précisément à maintenir son propre pouvoir autoritaire incontesté. Il se veut populaire ; il a besoin de légitimité. Le fait qu'il n'est pas sourd aux aspirations du peuple qu'il gouverne ne signifie en aucun cas que le PCC est démocratique ou pluraliste dans sa relation avec la

société chinoise. Il existe bien sûr plusieurs nuances d'opinion au sein du parti même. Les membres du PCC ne sont pas des clones. Mais il n'y a pas moyen de discuter à l'intérieur ou à l'extérieur du Parti du fait que son règne doive être suprême ou pas.



CHAPITRE 2: LES DÉMOCRATIES DANS LE COLLIMATEUR

Le prix de la liberté, semble-t-il, peut être mesuré en dollars. Dans le cas du blockbuster de 2016 *Doctor Strange*, l'estimation est revenue à un peu plus de 110 millions. C'est ce que le film super-héros Marvel a gagné au guichet chinois.⁵⁹ Personne, semble-t-il, ne risquerait un salaire d'une telle ampleur en offensant le Parti communiste chinois (PCC). Dans le livre de BD original, un personnage nommé « the Ancient One » (« Le Vieux ») était un homme tibétain possédé par des pouvoirs magiques. Dans le film, « Le Vieux » a été doublé par la non-tibétaine Tilda Swinton, une actrice de culture écossaise. Non seulement le rôle n'a pas été joué par un Tibétain, ou même un acteur asiatique, mais le rôle a aussi été changé pour que le caractère de Swinton reflète des origines celtes plutôt que tibétaines.⁶⁰

Ce fut un curieux concours de circonstances ; devenu bientôt encore plus curieux. Avant la sortie du film, le scénariste C. Robert Cargill a expliqué la métamorphose de *Ancient One*: « Si l'on reconnaît que le Tibet est un lieu en tant que tel et qu'il est Tibétain, on risque d'aliéner un milliard de personnes qui pensent que ce sont des foutaises et on

risque que le gouvernement chinois dise 'Hé, vous savez, nous sommes un des pays qui ont le plus de spectateurs de films dans le monde ? Nous n'allons pas projeter votre film parce que vous avez décidé de prendre une position politique'. »⁶¹

Aussi troublante que cette explication puisse être, le sujet sous-jacent est encore pire. Le PCC a pu exercer une censure aux États-Unis, et à travers le monde, même lorsqu'on ne le lui demandait pas. Ceux qui restent bloqués dans le déni de la menace que Beijing pose à la démocratie et aux valeurs que la démocratie incarne feraient mieux de réfléchir sur cette question. La tyrannie chinoise bientôt au cinéma du quartier n'est plus une figure de style.

Ce que la Chine veut du monde

En octobre 2017, Xi a prononcé un discours au dix-neuvième Congrès national au grand Hall du peuple à Beijing. Dans son discours, il a été clair sur les intentions de la Chine par rapport au monde. Il a dit que la Chine « ouvrirait une nouvelle voie pour les pays en développement afin de réaliser la modernisation », et que « la Chine continuera à jouer son rôle de pays principal et responsable, à participer activement à la réforme et au développement du système de gouvernance mondiale, et à contribuer par la sagesse et la force chinoises à la gouvernance mondiale. »⁶² En cas d'ambiguïté concernant la signification de l'expression « sagesse et forces chinoises », il a poursuivi : « L'Histoire voit d'un bon œil ceux qui ont de la détermination, de l'entrain et de l'ambition, ainsi que beaucoup de courage ; elle n'attendra pas les hésitants, les apathiques ou ceux qui reculent devant un défi. »⁶³

Dans « Pensée sur le socialisme aux



caractéristiques chinoises pour une nouvelle ère », qui est une contribution spécifiquement inspirée par Xi à l'idéologie du parti, il a clarifié au début de son discours que « la diplomatie aux caractéristiques chinoises vise à promouvoir un nouveau type de relations internationales et à construire une communauté avec un futur commun pour l'humanité. »⁶⁴ Que ce futur commun ne comprenne pas les valeurs démocratiques libérales est désormais une évidence.

En essayant de comprendre la politique étrangère chinoise envers les démocraties à travers le monde, il est extrêmement important de garder en tête que c'est l'endurance du règne du PCC dans le pays qui constitue la première priorité.

Examinons un discours historique prononcé à Beijing en 2018, dans lequel Xi a établi une liste de dix maximes de politique étrangère chinoise. En tête de liste figure une instruction adressée par Xi à toute personne impliquée, dans la théorie et dans la pratique de la politique étrangère chinoise, de « maintenir l'autorité du Comité central du PCC comme le principe fondamental et renforcer le leadership centralisé et unifié du Parti sur le travail externe. »⁶⁵

En 2009, avant l'accession de Xi au pouvoir, le conseiller de l'État chargé de la politique étrangère chinoise a classé les intérêts externes principaux de la Chine comme étant « en premier, de préserver le système étatique de base et la sécurité étatique de la Chine ; ensuite, promouvoir la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, et en troisième lieu, maintenir un développement stable de l'économie et de la société. »⁶⁶ L'on peut bien noter comment la préservation du système étatique – le règne du parti communiste – vient avant même la souveraineté nationale ou la stabilité économique. Cet ordre de priorités a continué à tenir. En 2017, un des conseillers de Xi en matière de politique étrangère a cité l'instruction de son leader que « maintenir le leadership du Parti communiste chinois et le socialisme aux caractéristiques chinoises n'est pas la tâche principale en politique étrangère. »⁶⁷

Reconnaître cette réalité aide à expliquer le fait, largement noté mais à première vue déconcertant, que la Chine a jusqu'à présent joué un rôle auxiliaire dans les questions humanitaires et stratégiques, de la Corée du nord au Moyen-Orient.⁶⁸ Les grandes puissances adoptent généralement un rôle plus mondial, pour le prestige tout comme en guise de démonstration de leur indispensabilité dans les affaires internationales. La participation de la Chine dans de telles affaires a été parcellaire.

La Corée du nord est une étude de cas fascinante. Beijing a bien sûr été impliqué et constitue un acteur vital et influent. Mais comme l'ont bien noté des chercheurs de Corée du nord, la Chine est prudente et souvent hésitante dans son approche, par crainte de voir le régime s'effondrer plutôt que par souci de trouver une solution au problème.⁷⁰ Pourquoi ceci serait-il possible? Certainement, Beijing craint que la perspective d'une péninsule unifiée ne mène éventuellement à une Corée réunie et finalement plus puissante contrôlée par Seoul, située juste à sa frontière, et alliée des États-Unis. Une autre réponse possible – les deux n'étant pas mutuellement exclusives – est que la Corée du nord est aussi un État léniniste, quoique très étrange. Comme l'a suggéré un éminent expert, il est vrai qu'il serait manifestement dans l'intérêt de la nation chinoise de résoudre une impasse nucléaire extrêmement dangereuse sur la Péninsule coréenne, toutefois miner un régime communiste à Pyongyang pourrait déclencher des questions inquiétantes et éventuellement déstabilisatrices dans le pays.⁷¹ Un PCC qui est obstinément conscient de la chute des régimes l'un après l'autre en Europe de l'est en 1989 ne peut envisager d'allumer un feu à côté de chez soi.

Le même accent sur la subsistance du règne du PCC sur le plan interne s'applique aussi aux efforts humanitaires internationaux, où la Chine a été visiblement absente. La COVID-19 fournit une parfaite illustration d'une exception qui vient prouver la règle. La Chine s'est bien impliquée, mais précisément parce que la réputation du PCC et de son système de gouvernement

ont été mis sur la sellette, dans le pays et à l'étranger, pour avoir censuré les médecins et fait taire les scientifiques aux premières étapes de la pandémie.⁷² Sur d'autres questions humanitaires, l'action de la Chine, pour le moins que l'on puisse dire, laisse à désirer.⁷³

Cette situation pourrait en grande partie changer avec l'intensification de la compétition idéologique entre la République populaire de Chine (RPC) et les démocraties du monde dans les années à venir. Mais la façon dont la Chine se conduit au sein de la communauté internationale fournit des preuves accablantes que c'est bien la préservation du système communiste à Beijing qui vient en premier dans les priorités de la politique étrangère chinoise. Ceci aura des implications inévitables sur toute tentative de saisir la position menaçante de la Chine envers les démocraties à travers le monde.

Outils de pouvoir

Au moment où beaucoup d'observateurs de la Chine sont prêts à admettre que le PCC est un parti dirigeant oppressif, et qu'il constituerait une menace dans son entourage immédiat – Taiwan et Hong Kong, en premier – il est trop souvent suggéré, explicitement ou implicitement, que le reste du monde peut respirer aisément. La Chine de nos jours, comparée à l'Union soviétique avec son programme idéologique expansionniste du vingtième siècle, n'est pas vue comme un régime qui cherche à exporter son idéologie. À certains égards, ceci est correct. Le PCC ne soutient pas, ni ouvertement ni secrètement, les mouvements travailleurs dans les démocraties à l'étranger. Il ne foment pas des coups communistes. Ses campagnes cybernétiques de désinformation ne sont pas saupoudrées de slogans idéologiques. Beijing veut de l'argent, pas des camarades. C'est plus Marks & Spencer que Marx et Engels qu'elle prise.

Mais ceci n'est qu'une partie de l'histoire. Beijing veut de l'argent, c'est vrai, mais elle veut aussi le conformisme. Et pour imposer le dernier, elle dispose de plusieurs outils.

Le Département du front uni en est un. Il fait parties des instances principales dont dispose la Chine dans le cadre des efforts visant à influencer les questions de préoccupation majeure pour le PCC. De la question de miner le pouvoir du Tibet et du Dalai Lama, à la promotion de la loyauté au PCC à Hong Kong, Taiwan et Macao, le Département du front uni œuvre à travers le monde afin de soutenir les leaders pro-Beijing. Il a été revigoré sous Xi.⁷⁴ Pour citer un exemple des activités qui ont lieu depuis des années déjà, le manuel d'enseignement du Front uni, que le *Financial Times* a pu obtenir en 2017, « note avec satisfaction la réussite des candidats chinois à l'étranger aux élections de Toronto au Canada. En 2003, six des 25 candidats ont été élus, mais en 2006 le nombre a déjà atteint 10 élus de 44 candidats. »⁷⁵

L'espionnage économique et technologique de la Chine s'étend loin dans l'enseignement supérieur américain, facilité par des dons monétaires énormes aux universités et des débauchages de chercheurs. Le cas de la plus haute visibilité concerne l'ancien chef de département de chimie à Harvard Charles Lieber. Il a été arrêté en janvier 2020 pour avoir refusé de dévoiler des paiements effectués par la Chine sous un contrat secret s'étalant sur trois ans avec une université chinoise dans le cadre du programme « Mille talents » de Beijing.⁷⁶ Lieber est un chercheur parmi tant d'autres dans une opération chinoise massive d'espionnage et d'influence. Le Département de l'éducation américain « a révélé des dons étrangers non révélés d'une valeur de 6,6 milliards de dollars octroyés aux Instituts d'enseignement supérieur américains », dont certains sont en provenance de la Chine.⁷⁷

La RPC réprime aussi les points de vue anti PCC dans le secteur de l'enseignement supérieur à travers son réseau mondial des Instituts Confucius, fondé par le gouvernement de Chine et installé dans des universités à travers le monde. L'U.S. National Association of Scholars a compté soixante-quinze Instituts Confucius aux Etats-Unis jusqu'en juin 2020, y compris soixante-six dans des collèges et des universités.⁷⁸ Selon l'Association, les

Instituts Confucius « compromettent la liberté académique, défient les normes occidentales de transparence, et leur présence sur les campus est inappropriée. »⁷⁹

La Chine n'hésite pas à utiliser la prise d'otages pour pousser ses ambitions sur le plan de la politique étrangère. Au moment de la rédaction de ce document, la Chine utilisait deux citoyens canadiens comme éléments de marchandage dans une tentative de forcer le Canada à relâcher le responsable des finances de Huawei Meng Wanzhou. Meng avait été arrêté et placé en résidence surveillée à Vancouver en décembre 2018 sur la base d'une demande d'extradition faite par les États-Unis pour violation des sanctions contre l'Iran. Plus tard, deux consultants canadiens, Michael Spavor et Michael Kovrig, ont été arrêtés et mis en prison en Chine. En juillet 2020, les « Deux Michaels, » comme on les appelle maintenant, ont été accusés d'espionnage par les autorités chinoises dans une action purement politique.⁸⁰

Hong Kong, bien sûr, est en première ligne. En juin 2019, des centaines de

même allé jusqu'à inclure sous son mandat les résidents de Hong Kong qui vivent à l'étranger ainsi que les ressortissants étrangers. Presqu'immédiatement après l'entrée en vigueur de la loi, il est devenu clair qu'une nouvelle ère répressive a commencé; elle impliquait l'arrestation et la mise en accusation d'activistes pro-démocraties et des critiques éminents de Beijing, ainsi que des interdictions à l'encontre de candidats pro-démocrates aux élections locales.⁸²

La région Asie-Pacifique dans son sens large est aussi la proie des infâmes ambitions de Beijing. En 2017, le Sénateur du Parti du travail australien, Sam Dastyari, a dû démissionner lorsqu'il s'est avéré avoir accepté des dons du milliardaire chinois Xiangmo Huang, qu'il avait essayé d'intervenir dans la demande de naturalisation de son bienfaiteur, et qu'il avait averti Xiangmo qu'il était surveillé par les autorités australiennes.⁸³ Le scandale des Dastyari a incité le gouvernement australien à expulser Xiangmo et à passer de nouvelles lois sur l'espionnage et les renseignements qui exigent de ceux qui travaillent en Australie pour des

Il est devenu clair qu'une nouvelle ère répressive a commencé; elle impliquait l'arrestation et la mise en accusation d'activistes pro-démocraties et des critiques éminents de Beijing,

milliers de personnes sont descendues dans la rue pour protester contre une nouvelle loi qui permettrait à Beijing d'extrader des citoyens de Hong Kong vers la Chine continentale. Le projet de loi a tout de suite été retiré sous la pression du public, mais les citoyens ont demandé que des investigations soient menées sur une brutalité croissante de la police et que des réformes soient adoptées pour protéger leurs droits démocratiques dans le cadre de « Un État, deux systèmes » en place depuis 1997.⁸¹ En juillet 2020, le Comité central à Beijing a imposé une loi de sécurité nationale sur Hong Kong, permettant l'arrestation rapide de centaines de manifestants pacifiques, le retrait des librairies de Hong Kong de livres appelant à la démocratie, et la censure des manuels scolaires. Il est

gouvernements étrangers de déclarer de telles connexions aux autorités australiennes.⁸⁴

Un défi encore plus subtil à la démocratie

Alors que cette ingérence flagrante continue, Beijing adopte souvent une approche « plus subtile ». La Chine est un colosse économique qui utilise sa prospérité croissante pour à la fois assoir la légitimité du PCC dans le pays et étendre l'influence chinoise à l'étranger. Elle le fait non pas à l'aide de batailles idéologiques comme au vingtième siècle, mais avec une appréciation digne du vingt-et-unième siècle de la façon dont elle peut utiliser la demande du consommateur occidental pour saper les valeurs propres à l'Occident.

Par exemple, en octobre 2019, Daryl Morey, directeur général de Houston Rockets, a posté un message sur Twitter pour soutenir les activistes pro-démocratiques de Hong Kong. La déclaration a suscité la colère de responsables à Beijing, qui ont retiré la transmission des matchs de la National Basketball Association (NBA) de la télévision chinoise, ce qui a coûté des centaines de millions de dollars à la NBA. La Chine représente le marché étranger le plus profitable à la NBA, équivalant à 5 milliards de dollars annuellement.⁸⁵ Des excuses rampantes ont suivi l'incident, et la NBA a déclaré que les propos de Morey étaient « profondément offensants pour beaucoup de nos amis et fans en Chine, ce qui est regrettable. »⁸⁶

De telles tactiques de harcèlement s'étendent jusqu'en Europe centrale. Peu après l'élection du maire de Prague Zdenek Hrib en novembre 2018, il s'est mis à mettre en cause la position de Beijing quant au principe de « l'unicité de la Chine », qui, entre autres, discrédite la liberté et la légitimité de Taiwan. En janvier 2019, Hrib a accueilli l'ambassadeur taiwanais à une cérémonie à l'Hôtel de ville. La Chine a riposté en annulant le tour de Chine de l'automne 2019 de l'orchestre philharmonique tchèque, ce qui a coûté à l'orchestre plusieurs millions de couronnes tchèques.⁸⁷ En même temps, il a été révélé que l'homme d'affaires tchèque le plus riche avait subrepticement payé une campagne d'influence publique pour promouvoir les visions prochinoises dans la République tchèque.⁸⁸

Ceux qui sont familiers avec la débâcle de Dr Strange (voir ci-dessus) ne seront pas surpris d'apprendre qu'Hollywood a continué d'apaiser les sensibilités de Beijing, sacrifiant l'indépendance et l'intégrité artistiques pour recueillir des centaines de millions de dollars d'un marché de films chinois en croissance. Parmi la liste de plus en plus longue d'exemples on peut mentionner le retrait des drapeaux taiwanais et japonais de la veste du personnage de Tom Cruise des bandes annonces pour la suite de 2021 de Top Gun.⁸⁹ Et il y en a davantage. En septembre 2020, dix-neuf membres du Congrès ont envoyé

une lettre bipartite à Bob Chapek, PDG de Walt Disney, se renseignant sur la raison pour laquelle Disney avait apparemment coopéré avec les autorités de sécurité et de propagande de « la Région autonome ouïgoure de Xinjiang » dans la production de *Mulan* » un film basé sur le folklore chinois.⁹¹ Résumant cette situation précaire en août 2020, PEN America a dit dans un rapport que « l'approche d'Hollywood pour accéder aux diktats chinois est d'établir une norme pour le reste du monde. »⁹²

Certaines des entreprises multinationales les plus éminentes ont aussi courbé l'échine devant Beijing. En 2018, Marriott a contrarié les communistes chinois en envoyant un questionnaire aux clients listant le Tibet, Hong Kong, Macao et Taiwan comme des pays. L'hôtel a suscité encore plus la colère du PCC lorsqu'un employé subalterne a fait un « j'aime » sur un tweet soutenant l'indépendance du Tibet. L'autorité cybernétique chinoise a bloqué le site web et l'App du Marriott en Chine. Puis Marriott s'est abaissé en se lançant sur une série d'excuses publiques, y compris de la part du président de l'entreprise. L'entreprise a même licencié un directeur des réseaux sociaux qui touchait 14\$ l'heure et qui était responsable de l'activité Twitter en question.⁹³ Les exemples qui dépassent l'histoire du Marriott abondent. De Calvin Klein à Versace, de McDonald's à Mercedes-Benz, des entreprises à travers le monde se sont immédiatement excusées pour tout propos perçu comme une offense aux sensibilités du PCC.⁹⁴ Parallèlement à l'espionnage rampant et à la pression militaire, ces techniques d'intimidation et de chantage forment ce qu'un chercheur appelle « Les nouvelles règles de la Chine. »⁹⁵

Déstabilisation de l'ordre démocratique

Beijing, qui ne se contente pas de saper les démocraties et leurs valeurs, est clairement résolu à déstabiliser l'ordre international qui est à leur service toutes les deux. Ceci est une des raisons pour lesquelles la Chine soutient activement les tyrannies tout en s'opposant aux démocraties en même temps. Le soutien accordé au Venezuela de Nicolas Maduro en est un exemple; les

actions main dans la main avec la Russie contre les normes démocratiques en est un autre.^{96,97} La Syrie de Bashar al-Assad est aussi sur son radar, bien qu'elle ait laissé à la Russie le soin de faire le sale travail.⁹⁸ Faire du monde un lieu sûr pour l'autoritarisme est un principe directeur de la politique étrangère chinoise.

Un des aspects de cette situation ce sont les préoccupations croissantes quant aux structures que Beijing est en train de créer et qui pourraient engendrer un système parallèle de gouvernance mondiale conçu pour façonner l'ordre international à l'image que veut la Chine, ou du moins dans ses intérêts stratégiques. L'Initiative « Une ceinture, une route » (voir le Chapitre 3) est souvent décrite comme essentielle à la réalisation de cette ambition. La New Development Bank, dont le siège est à Shanghai, et l'Asian Infrastructure Investment Bank, basée à Beijing, ont aussi été élevées comme pierres angulaires éventuelles pour cet ordre mondial parallèle, bien que certains observateurs contestent leur efficacité.⁹⁹

La Chine a aussi cherché à capturer les institutions internationales établies, soit en les rendant inefficaces dans leurs missions ou même mieux encore en protégeant les

intérêts de Beijing. Par exemple, la Chine insinue ses propres normes et valeurs peu libérales à chaque occasion.

Beijing s'est donné comme priorité d'installer ses représentants comme personnes clefs dans les organisations internationales, y compris l'Union internationale des télécommunications (UIT), l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), et l'Organisation de l'alimentation et de l'agriculture (FAO).¹⁰⁰ Grâce à de tels postes, la Chine a pu protéger son régime et saper ce qu'elle considère comme des menaces. Par exemple, Beijing a mis à profit son leadership de l'OACI pour bloquer l'accession de Taiwan à l'organisation, disséminant la position de Beijing considérant Taiwan comme appartenant à la Chine continentale et excluant Taiwan des efforts de coordination pour la lutte contre la transmission du coronavirus.¹⁰¹

Nulle part ailleurs qu'aux Nations-Unies, cet effort n'a été aussi direct. Xi a fait de la Chine un acteur plus actif au puissant Conseil de sécurité des NU, le plus souvent comme trouble-fête. Dans les treize dernières années depuis 2007, la Chine a opposé son veto à onze résolutions du Conseil de sécurité, contre juste deux



vétos dans les treize années qui ont précédé.¹⁰² L'analyste Kristine Lee explique la stratégie de la RPC comme suit : « Grâce à une combinaison de formation habile de coalitions, de contributions financières stratégiquement programmées et des efforts de façonnement de narrations, Beijing a su réaliser un progrès dans la transformation des NU en une plateforme pour son agenda de politique étrangère, y compris en faisant primer les intérêts économiques de la Chine, en étouffant la dissidence et la démocratie, et en trouant l'ordre basé sur les règles. »¹⁰³

Ce qui est le plus grotesquement ironique c'est l'infiltration de la RPC dans le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dans lequel elle a réussi à passer des résolutions en 2017 et en 2018 qui créent une marge supplémentaire de manœuvre pour le gouvernement chinois pour qu'il viole les droits de l'homme.¹⁰⁴ Malgré les objections des groupes des droits de l'homme, la Chine a déjà servi quatre mandats au Conseil et, au moment de la rédaction de ce document, elle est sur le point d'être élue pour un cinquième mandat de deux ans.¹⁰⁵ En novembre 2019, la Chine a même rejoint la Russie pour chercher à permettre

taire ses propres médecins et en cachant des informations vitales à l'OMS sur ce virus.^{107,108} La stratégie de cachoterie du PCC a fait que l'OMS n'a déclaré une urgence sanitaire internationale que le 30 janvier 2020, voire un mois après la date à laquelle elle avait demandé des informations à la Chine.¹⁰⁹ En outre, la mesquine exclusion par Beijing de Taiwan de l'OMS a fait que lorsque le Centre de commandement épidémique de Taiwan (CECC) a averti l'OMS contre la possibilité de transmission interhumaine du coronavirus le 31 décembre 2019, « l'OMS n'a pas pris au sérieux l'information fournie par Taiwan et [le CECC croit que] ceci a causé le retard dans la réponse mondiale à la pandémie de la COVID-19. »¹¹⁰ L'Associated Press a signalé que « la Chine a tardé d'au moins deux semaines à fournir à l'OMS les données détaillées sur les patients et les cas, selon les enregistrements des réunions internes tenues par l'agence onusienne chargée des questions de la santé, et ce jusqu'en janvier – à un moment où l'épidémie aurait pu sans doute être considérablement ralentie. »¹¹¹

La liste de cas ci-dessus est loin d'être exhaustive. Même sous une forme abrégée, elle offre une preuve accablante que l'idée



Ce qui est le plus grotesquement ironique c'est l'infiltration de la RPC dans le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, dans lequel elle a réussi à passer des résolutions en 2017 et en 2018 qui créent une marge supplémentaire de manœuvre pour le gouvernement chinois pour qu'il viole les droits de l'homme.

encore plus de censure et de surveillance par les gouvernements autoritaires par le biais d'une résolution pour « lutter contre la cybercriminalité. »¹⁰⁶

Un des exemples les plus flagrants de l'influence maligne chinoise au sein des institutions internationales est survenu au moment où le monde commençait justement à lutter contre les implications de la COVID-19. En janvier 2020, le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus n'a pas tari d'éloges pour la Chine pour sa réponse au coronavirus, ignorant la politique de Beijing consistant à cacher la crise de la COVID-19 à Wuhan en faisant

qui suppose que les ambitions autoritaires de Beijing sont simplement locales ou régionales est simplement fausse.

Pas si soviétique, pas si chanceux

Il semble parfois qu'une grande partie du problème de l'élargissement de la compréhension de la nature du défi posé par la Chine de Xi réside dans le fait que certains ne veulent pas la comprendre. Comme avancé au Chapitre premier, l'ancien consensus américain sur la Chine reflétait des convictions profondes parmi les décideurs et les penseurs occidentaux. Ce consensus, ainsi que les fils qui y sont attachés, et qui sont toujours présents,

était basé sur certaines présomptions principales sur l'inévitabilité de la liberté suite à la victoire de l'Occident pendant la Guerre froide.

Ce raisonnement a réalisé son expression la plus célèbre dans le paradigme de Francis Fukuyama « La fin de l'Histoire. »¹¹² Sa principale proposition était que, pendant que les détours et les virages des événements politiques et historiques continueraient, la lutte idéologique serait dépassée à jamais, et le modèle occidental du capitalisme libéral démocratique s'étendrait inexorablement jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien que cela. Le monde attend toujours. Et il existe tout un éventail d'explications, dont certaines, pour le dire sans injustice, sont offertes par Fukuyama lui-même, pour déclarer clairement que le problème est plus grand qu'un manque de patience.¹¹³

La Chine, peut-être par-dessus toutes les autres illustrations possibles, amène le paradigme de « la fin de l'Histoire » à ses pieds. Tout à fait à part le fait que c'était le genre de présomptions complaisantes émanant de ce paradigme qui a envoyé tout le monde s'endormir sur l'essor de la Chine, le vrai problème est le « succès » rugissant de la marque d'autoritarisme particulière de Xi. Il est possible d'être encore plus précis. La coexistence (voir le Chapitre premier) d'un État à parti léniniste avec le capitalisme (même dirigé par l'État) dans le pays le plus peuplé du monde fournit des preuves significatives que la compétition gagnée irrévocablement en 1989 était essentiellement économique. Le capitalisme comme moyen d'accumuler les richesses et de répandre la prospérité matérielle a défait le socialisme d'État et l'a fait une fois pour toutes. Par contre, la victoire de la démocratie libérale était partielle, et localisée, et à plusieurs égards, menace maintenant de s'inverser, même dans les démocraties les plus avancées.

À part le maudit paradigme de la « fin de l'Histoire », il existe aussi des analogies historiques trompeuses pour composer avec dans toute tentative d'établir une compréhension claire du défi contemporain de la Chine vers le monde extérieur. Etablir

des parallèles avec l'Union soviétique, par exemple, est une façon facile de se laisser séduire. L'analogie est certes séduisante : comme la Chine aujourd'hui, l'Union soviétique était une grande puissance avec une portée mondiale ; c'était un concurrent aux Etats-Unis et à ses alliés ; et bien sûr elle était gouvernée par un parti communiste. Mais les différences sont au moins aussi importantes que les similarités. En contraste flagrant avec toute chose que même le plus optimiste des leaders soviétiques ait pu imaginer pour l'Union soviétique, la Chine est bien sur le point d'égaliser avec et même de dépasser les Etats-Unis économiquement. La nature même de l'économie mondialisée du vingt-et-unième siècle, et la place intégrante de la Chine dans cette économie, sont bien loin du monde bipolaire du vingtième siècle dans lequel l'Union soviétique était une zone économique dormante. La Chine de nos jours est un leader dans une révolution numérique qui n'avait pas encore démarré à l'ère de la Guerre froide. Le PCC harcèle les pays pour les pousser à la soumission non pas avec la force ou en encourageant les affiliés marxistes-léninistes locaux, mais en utilisant la dette et les investissements directs étrangers (voir le Chapitre 3). La Chine occupe le Tibet et menace Taiwan. Mais elle ne dispose pas d'un empire du style colonial sur la moitié d'un continent comme l'Union soviétique sur l'Europe de l'est.

Par une ironie du sort, ceux qui accusent les personnes qui relèvent le défi de la Chine de vouloir sérieusement lancer une nouvelle Guerre froide, semblent eux-mêmes être ceux qui sont emprisonnés dans la pensée de l'ère soviétique. Ceux qui ont été éduqués à l'ère de la Guerre froide trouvent difficile de reconnaître une menace mondiale qui surgit au vingt-et-unième siècle contre la démocratie, sauf si elle arrive avec l'économie politique, les ambitions coloniales, et les fioritures de l'Union soviétique du vingtième siècle.

La vérité qui commence à poindre à l'horizon pour beaucoup de ceux qui sont impliqués dans cette discussion est que le défi pour les démocraties du monde posé par la Chine aujourd'hui n'est

pas seulement différent de celui posé par l'Union soviétique à l'époque, mais éventuellement plus difficile à traiter. La Chine est simplement un concurrent plus grand et plus riche. Dans une économie mondialisée, la richesse de l'un est liée à celle de tous. Ainsi, l'intégration et la connexité mêmes de la Chine aux démocraties du monde amène le défi du PCC beaucoup plus près de chez nous que la menace soviétique ait jamais pu être. C'est un vrai dilemme qui n'est pas facile à résoudre, bien que la Chine soit maintenant en train de forcer les choses elle-même. Le genre de comportement chinois tracé dans ce chapitre commence à provoquer un tollé. Les entreprises technologiques chinoises sont de plus en plus considérées comme des parias (voir le Chapitre 4). Une fois, les défunctes alliances, telles que le Quad – Inde, Japon, Australie, et Etats-Unis – ont reçu un nouveau souffle (voir le Chapitre 6). Même si le « découplage » complet est un résultat peu probable, le genre de diversification qui éloignerait de l'économie chinoise, laquelle s'installe actuellement en Amérique du nord, en Europe et dans les principales économies asiatiques telles que le Japon, risque de nuire à la croissance de l'économie chinoise.¹¹⁴

Un tel tollé n'est pas inévitable pour une puissance en essor. Les Etats-Unis n'ont pas provoqué un tollé puisque leur économie a connu un essor après la Seconde guerre mondiale. Le Japon, la Grande-Bretagne, l'Australie et les autres n'ont pas cherché à diversifier et à découpler parce que les Etats-Unis devenaient trop puissants économiquement. Comme le décrit un analyste de la Chine, « aucun autre gouvernement des pays commerçants principaux, même pas celui du Japon à l'apogée de sa puissance dans les années 1980, n'a intimidé et menacé les gouvernements étrangers ou les entreprises étrangères » autant que la Chine.¹¹⁵

Aujourd'hui, il n'y aurait pas de demande de diversification et de découplage de la Chine, n'était-ce le comportement du PCC à l'étranger. On ne peut le dire assez, il s'est causé ceci lui-même. Le point crucial qu'il faudrait comprendre c'est qu'il a agi ainsi parce qu'il ne pouvait rien faire d'autre,

au moins dans son incarnation actuelle comme parti léniniste sous Xi lequel ne tolérerait aucune contestation. Ainsi est-il hostile à la démocratie en théorie et en pratique. Il n'est pas paranoïaque non plus. La plupart des partis léninistes ont disparu depuis longtemps. Dans un monde globalisé, où les entreprises chinoises et le peuple chinois ne sont pas confinés à l'intérieur des frontières nationales – et sont ainsi exposés au « risque » de faire face aux critiques de Xi et de son régime – le PCC pense qu'il doit sortir des frontières de la Chine et relever le défi posé par la démocratie de front. Si ce comportement n'est pas réfuté, et réfuté fermement, il n'y aura pas de perspective d'épuisement de cette agression dans le monde réel.

L'intrigue nordique

En guise de codicille à ce chapitre, et une péroraison annonçant le suivant, prenons un dernier exemple de la façon dont la RPC poursuit ses ambitions autoritaires à travers le monde et ce depuis un bon bout de temps. En 2010, deux ans avant l'accession de Xi au poste de secrétaire général du PCC, Liu Xiabo, un dissident emprisonné en Chine en 2009 pour avoir écrit une pétition pour mettre fin au règne du parti unique, était nommé pour le Prix Nobel de la paix, décerné par le Comité Nobel de Norvège. Avant la prise de décision par le comité, l'ambassade de Chine avait averti le gouvernement norvégien – lequel n'avait d'ailleurs pas d'avis sur le Prix Nobel de la paix – que si jamais le prix allait revenir à un « criminel » ceci porterait « atteinte » aux relations diplomatiques entre la Norvège et la Chine.¹¹⁶

Lorsque, malgré la pression, Liu Xiabo a effectivement reçu le Prix Nobel, la Chine a exécuté ses menaces. Les relations diplomatiques ont été gelées et la Chine a ciblé le saumon norvégien avec des contrôles imposés à l'importation. A l'époque, le saumon ne constituait pas une part importante du total des exportations de la Norvège, ni de ses exportations vers la Chine, ni de ses exportations de saumon en tant que tel.¹¹⁷ Mais puisque le saumon fait partie des produits norvégiens les plus connus, les restrictions ont atteint deux

objectifs : (1) prévenir tous les autres que ce qui était arrivé à la Norvège pourrait leur arriver aussi ; et (2) prévenir la Norvège elle-même qu'elle pourrait faire face à une escalade si elle ne faisait pas preuve d'obéissance à Beijing.

Avant 2015, la Norvège avait commencé à se plier devant la pression chinoise. Au grand dam des humanitaires dans le monde, le gouvernement norvégien, alors qu'il s'engageait dans des efforts intenses pour réparer les relations avec Beijing et relancer les exportations, a snobé délibérément le Dalai Lama en visite en Norvège à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son propre Prix Nobel de la paix.¹¹⁸ Comme récompense, les relations diplomatiques entre Beijing et Oslo ont été entièrement rétablies l'année suivante.¹¹⁹

Beaucoup de choses peuvent être dites à propos de tout cela, mais deux éléments se démarquent. Tout d'abord, si la Norvège riche ne veut même pas risquer un coup financier pour préserver son intégrité et ses valeurs, que dire des autres pays? Ensuite, les démocraties ne peuvent contrer l'agression de Beijing que si elles agissent ensemble. Malheureusement, dès que les restrictions étaient imposées aux exportations de saumon de la Norvège, les entreprises du Chili, du Canada, du Royaume Uni et des Iles Féroé ont réagi immédiatement pour saisir la part vacante du marché.¹²⁰ Alors qu'il est facile, et en effet correct, de critiquer la Norvège, la saga démontre aussi que tant qu'on ne s'attend pas à de la solidarité parmi les démocraties alliées face aux empiètements de Beijing, ces mêmes démocraties alliées sont aussi complices dans la politique de division et de domination adoptée par la RPC.

... LE DÉFI POUR LES
DÉMOCRATIES DU
MONDE POSÉ PAR LA
CHINE AUJOURD'HUI
N'EST PAS SEULEMENT
DIFFÉRENT DE CELUI
POSÉ PAR L'UNION
SOVIÉTIQUE À
L'ÉPOQUE, MAIS
ÉVENTUELLEMENT
PLUS DIFFICILE À
TRAITER.

CHAPITRE 3: LE BUSINESS DE LA TYRANNIE

Sur la côte nord-est du golfe Saronique, entre les péninsules de l'Attique et d'Argolis, se trouve l'ancien port grec du Pirée. Stratégiquement situé sur le flanc sud de l'OTAN et positionné aujourd'hui pour devenir la plus grande plaque tournante du commerce entre l'Europe et l'Asie, il a été racheté en 2016 par la compagnie maritime chinoise COSCO.¹²¹ Un an plus tard, la Grèce a opposé son veto à l'Union européenne au Conseil des droits de l'homme des Nations unies lorsque Bruxelles a tenté d'organiser une déclaration critiquant la persécution par le gouvernement chinois de ses citoyens. C'était la première fois que l'Union européenne était incapable de réunir l'unanimité nécessaire pour proposer une résolution sur les droits de l'homme à l'organe des Nations unies.¹²² Un an plus tard, en 2018, le gouvernement grec a officiellement annoncé qu'il rejoignait l'initiative chinoise "Une ceinture, une route", pour laquelle Beijing a investi dans des infrastructures dans plus de soixante pays depuis 2013.¹²³

Entretemps, aux États-Unis, Micron Technology, un fabricant de puces de l'Idaho, se spécialise dans la technologie de stockage de données par semi-conducteurs pour mémoires dynamiques à accès aléatoire (DRAM). Cette entreprise technologique de 50 milliards de dollars est la seule société américaine à fabriquer de telles puces. Dans le domaine des DRAM, elle détient une part du marché mondial de plus de 20 %, et sur le marché des mémoires flash, elle détient une part supérieure à 12 %. C'est une entreprise formidable. La Chine le sait aussi. C'est pourquoi elle a envoyé des fraudeurs pour voler la technologie de Micron. Elle l'a ensuite fait breveter en Chine et, étonnamment, a poursuivi Micron devant les tribunaux chinois pour violation de brevet.¹²⁴

Enfin un dernier exemple, Rosy Ferry, de Grande-Bretagne, était à la recherche de son maquillage préféré sur eBay lorsqu'elle est tombée sur ce qui semblait être une bonne affaire : une ombre à paupières Christian Dior en édition limitée pour un tiers de moins que le prix de vente recommandé. À la livraison, l'emballage n'était pas la pochette en velours standard de Dior, mais une boîte recouverte d'étiquettes apposées par la douane chinoise. Mais comme une affaire est une affaire, Ferry a utilisé le fard à paupières. Le lendemain matin, elle s'est réveillée dans l'obscurité: ses cils étaient collés entre eux. Après un bain d'yeux à l'eau chaude, elle a retrouvé la vue. Plus tard, des cloques et des écailles sont apparues sur sa peau.¹²⁵ Outre la douleur et l'humiliation, Ferry avait également été victime de la contrefaçon chinoise, une économie qui représente 258 milliards de dollars par an.¹²⁶

Chacune de ces trois histoires illustre la mondialisation économique moderne et la place qu'y occupe la Chine. Dans la première, la RPC a réussi à faire chanter le gouvernement d'un pays pour qu'il garde le silence sur les violations des droits de l'homme par la Chine, tout en compromettant la politique étrangère de l'UE. Avec Micron, Beijing a démontré sa stratégie bien calculée consistant à voler les composantes de l'économie numérique du futur. Dans le troisième exemple, il a prouvé son mépris insouciant pour le bien-être de quiconque tout en récoltant les bénéfices de sa volumineuse économie de contrefaçon.

Ensemble, ces histoires illustrent une dimension troublante et enchevêtrée du défi que pose la Chine aux démocraties (et même aux non-démocraties) qui, bien sûr, tirent également profit de la mondialisation. C'est peut-être l'une des raisons pour

lesquelles, pendant si longtemps, elles n'ont pas pris ce défi au sérieux. Bien que les alliés européens tentent d'aider la Grèce à voir la vérité, que le ministère américain de la justice enquête sur l'affaire Micron et que les entreprises et les forces de l'ordre exercent une pression croissante sur la Chine à propos de ses produits de contrefaçon, Beijing ne s'est pas encore laissé décourager.¹²⁷ Il est facile de ne pas voir à quel point les ambitions économiques mondiales de Beijing sont complètes, bien pensées et stratégiques, et à quel point il est féroce de les poursuivre.

Ceintures, routes, projets et soie

Dans des discours séparés au Kazakhstan et en Indonésie en 2013, Xi Jinping a annoncé l'initiative « Une ceinture, une route » ; il s'agit d'un programme d'investissement massif dans les infrastructures des pays étrangers.¹²⁸ Il peut être divisé en deux parties, parfois appelées « la ceinture économique de la route de la soie » et « la route maritime de la soie » (voir carte), bien que les sous-parties comprennent « la route polaire de la soie » (voir Chapitre 5) et « la route numérique de la soie » (voir Chapitre

4). Xi a appelé l'initiative « Une ceinture, une route » un « plan directeur », et elle existe en combinaison avec d'autres projets de développement majeurs, tels que Made in China 2025 et China Standards 2035, qui se concentrent sur le numérique.^{129,130}

L'initiative « Une ceinture, une route » (voir figure 3.1) est sans doute le projet d'infrastructure mondial le plus ambitieux jamais lancé.¹³¹ Elle a permis de financer des chemins de fer, des ponts, des autoroutes, des réseaux électriques et beaucoup d'autres infrastructures en Asie et au-delà. Au total, la Chine a déjà dépensé environ 200 milliards de dollars pour des projets « Une ceinture, une route ». Morgan Stanley prévoit que les investissements entrepris pour de tels projets pourraient atteindre 1,2 à 1,3 trillion de dollars d'ici 2027.¹³²

D'une certaine manière, il s'agit d'une contribution impressionnante et louable au développement de l'économie chinoise elle-même et des économies asiatique et mondiale en général. Mais c'est aussi une arme à double tranchant, car elle favorise simultanément les ambitions géopolitiques du PCC de créer un effet de levier politique, et même d'asservissement, dans des dizaines de pays à travers le monde.

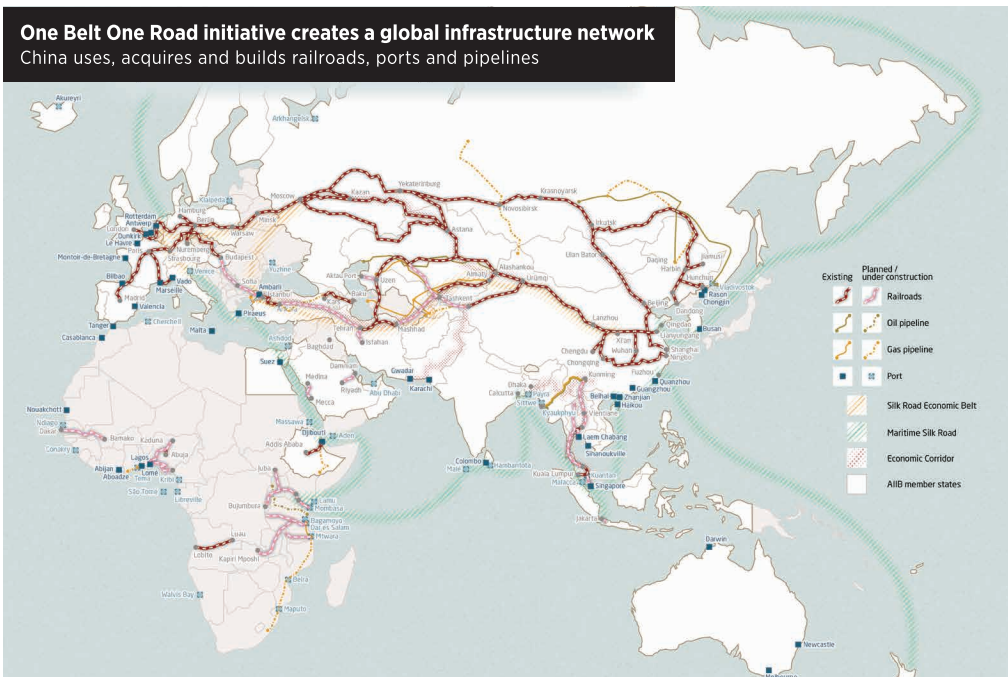


Figure 3.1. Cartographie de l'initiative « Une ceinture, une route »
Source: Mercator Institute for China Studies



Comme le démontre si bien l'exemple de la Grèce, Beijing n'a pas peur de revendiquer les faveurs qui lui sont dues selon elle.

La Grèce n'est pas seule. Les exemples sont nombreux. Dans une infâme saga, le Sri Lanka a également été victime de l'intimidation et de la corruption économiques chinoises. La toile enchevêtrée entourant le projet de développement du port de Hambantota offre des leçons salutaires. Une enquête du *New York Times* a révélé qu'« au fil des années de construction et de renégociation avec la China Harbor Engineering Company, l'une des plus grandes entreprises publiques de Beijing, le projet de développement du port de Hambantota s'est surtout distingué par son échec, comme prévu. Avec des dizaines de milliers de navires passant par l'une des voies maritimes les plus fréquentées du monde, le port n'a attiré que 34 navires en 2012 ».¹³³ Le Sri Lanka s'est battu pour rembourser aux entreprises chinoises les milliards de dollars de dettes contractées pour le projet qui a échoué. En décembre 2017, le port stratégiquement positionné et 15 000 acres de terre ont été donnés à la Chine sur un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans. Tout le château de cartes avait été installé dans un nuage de transactions douteuses entre la Chine et le président sri-lankais Mahinda Rajapaksa, dont la campagne électorale de 2015, selon le *Times*, a reçu au moins 7,6 millions de dollars de sources chinoises.¹³⁴

Diversifier, ne pas découpler

En se modernisant, la Chine a acquis une position dominante dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Pourtant, dans le même temps, les lois de l'économie et de la démographie ont commencé à modifier sa position économique. D'une pénurie de main-d'œuvre due à l'ancienne politique draconienne de l'enfant unique du PCC à l'augmentation des salaires des ouvriers, les fabricants chinois sont devenus moins compétitifs, en particulier dans les industries à moindre valeur ajoutée.¹³⁵ En conséquence, les producteurs chinois ont perdu des parts de marché depuis le milieu des années 2010 dans certains secteurs. Les politiques commerciales de l'administration Trump visant à réduire les déficits des États-Unis avec la Chine ont exacerbé cette

tendance en imposant des droits de douane sur les produits chinois et en forçant les entreprises américaines à envisager de nouveaux partenaires industriels.¹³⁶

Pendant la pandémie de la COVID-19, la plupart des pays ont appris qu'ils dépendaient dangereusement des producteurs chinois pour les médicaments, les équipements de protection individuelle (EPI) de base, tels que les masques et les gants, et les équipements médicaux plus complexes, tels que les ventilateurs.¹³⁷ Lorsque les entreprises chinoises ont expédié des millions de pièces défectueuses d'équipement médical dans le monde entier, l'indignation mondiale n'a fait que croître face aux vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement mondiale.¹³⁸ D'autres rapports ont fait état de la manière dont Beijing freinait l'exportation de masques de protection fabriqués en Chine par des entreprises américaines comme 3M, les détournant essentiellement vers l'usage domestique chinois.¹³⁹ En réponse à cela, l'administration Trump et le Congrès ont étudié les possibilités de délocaliser la production de médicaments et d'EPI aux États-Unis.¹⁴⁰

D'autres grandes économies, comme le Japon, sont allées encore plus loin. À la fin du printemps 2020, le Premier ministre de l'époque, Shinzo Abe, a dévoilé un programme de 2,2 milliards de dollars visant à ramener la production japonaise de Chine. Près de quatre-vingt-dix entreprises japonaises étaient éligibles pour une aide gouvernementale pour délocaliser leur production. Parmi ces entreprises, deux tiers - près de soixante entreprises - ont déclaré qu'elles allaient ouvrir des sites de production au Japon, tandis que le tiers restant allait développer la production en Asie du Sud-Est, dans des pays désireux de commencer à monter sur l'échelle de la chaîne de valeur ajoutée mais qui avaient auparavant été dans l'impossibilité de le faire car les entreprises chinoises dominaient le secteur mondial de la manufacture.¹⁴¹

Cette transformation dans la production à l'ère du coronavirus nous rappelle que la mondialisation avait rendu les économies démocratiques dangereusement dépendantes de la Chine et que chacune

d'entre elles réalise maintenant et un peu trop tard l'ampleur de ce risque. Alors que les groupes de travailleurs s'inquiètent depuis longtemps du fait qu'un libre-échange déséquilibré avec la Chine détruit le secteur de la fabrication nationale, appauvrit la classe ouvrière et vide les communautés de cols bleus du monde entier, il a fallu la COVID-19 pour faire subir un choc aux pays et les inciter à agir.¹⁴²

Comme le font remarquer la plupart des observateurs, un « découplage » total de la Chine n'est ni possible ni souhaitable.¹⁴³ Elle est de loin le premier exportateur vers sept des neuf plus grandes économies (après la Chine), représentant 22 % des importations américaines, 15 % de celles de l'Inde, 23 % de celles du Japon, 10 % de celles de l'Allemagne, 22 % de celles de la Russie et 19 % de celles du Brésil. La Chine est également le premier marché d'exportation pour le Japon, l'Indonésie, le Brésil, la Corée du Sud et l'Australie.¹⁴⁴ L'Australie, en particulier, envoie 35 % de ses exportations vers la Chine, un fait qui n'a pas échappé à Beijing : en 2020, la Chine a imposé un droit de douane de 80 % sur l'orge et interrompu les importations de bœuf en représailles au soutien de l'Australie à une enquête sur les origines du coronavirus.¹⁴⁵

Chantage et piège de la dette dans le tiers monde

L'autoritarisme économique de la Chine n'est pas seulement visible dans le Nord. En Afrique et dans toute l'Asie centrale, les entreprises chinoises sont de plus en plus omniprésentes, semant des immeubles de logement en champignons, pavant des routes ou construisant des installations portuaires. Certains de ces projets sont des programmes de l'initiative « Une ceinture, une route » et d'autres non. Beijing fait parfois avancer ses intérêts nationaux en joignant également une composante militaire à ses programmes de développement, un phénomène parfois appelé « diplomatie du piège de la dette ».¹⁴⁷

À Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, où la Chine a ouvert sa première base militaire d'outre-mer en juillet 2017, le plan militaire était lié à l'aide au développement.¹⁴⁸ Comme l'a fait remarquer un chercheur, « ce coût de faire des affaires avec la Chine, ou d'accepter de l'aide étrangère chinoise, n'apparaît souvent qu'après la conclusion des accords, de plus en plus au profit du secteur militaire de la Chine ».¹⁴⁹

La question de la diplomatie du piège de la dette concerne également les questions

Beijing fait parfois avancer ses intérêts nationaux en joignant également une composante militaire à ses programmes de développement, un phénomène parfois appelé « diplomatie du piège de la dette ».

L'important avantage concurrentiel basé sur les coûts offert par les entreprises chinoises, alimenté en partie par le recours au travail forcé, a permis aux exportations de la RPC de rester compétitives malgré le ralentissement économique dû au coronavirus et les droits de douane élevés imposés par l'administration Trump. Comme l'a rapporté le *New York Times* à la fin du mois d'août 2020, « un tel avantage concurrentiel a contribué à porter la part de la Chine dans les exportations mondiales à près de 20 % au cours du trimestre avril à juin de cette année [2020], contre 12,8 % en 2018 et 13,1 % l'année dernière ».¹⁴⁶

de gouvernance (voir l'exemple du Sri Lanka ci-dessus). Dans toute l'Afrique et l'Asie, Beijing accorde depuis des années des prêts aux gouvernements, souvent en soudoyant directement les fonctionnaires locaux et en rachetant les élites. Ces prêts ne comportent que peu de protection des droits de l'homme ou de l'environnement : en général, les seules conditions imposées sont que les entreprises chinoises fournissent des services, généralement dans le domaine de la construction. Des travailleurs chinois sont embauchés et envoyés sur le chantier en question, où ils font leurs achats dans des magasins appartenant à des Chinois. Lorsque la construction est terminée, ou souvent abandonnée, les équipes de construction

chinoises partent, emportant avec elles leurs gains et laissant derrière elles les dégâts environnementaux. Les “avantages” pour les pays bénéficiaires peuvent être mesurés en fonction du montant de la dette qu’ils contractent par rapport aux gains largement illusoires en matière de commerce et de productivité.¹⁵⁰

Avantage concurrentiel: contrefaçons, vols et esclaves

L’essor économique de la Chine a été remarquable. Selon la Banque mondiale, depuis que les réformes économiques du PCC ont commencé sérieusement à la fin des années 1970, la croissance du PIB a été de près de 10 % chaque année, ce qui a permis de sortir plus de 850 millions de personnes de la pauvreté.¹⁵¹ La réussite économique de la Chine est souvent qualifiée de miracle et fait l’envie du monde entier. Mais la vérité est qu’elle a été en partie bâtie sur des comportements illicites, notamment la contrefaçon, le cyber-vol et même l’esclavage.

L’économie chinoise produit 70 % des produits de contrefaçon du monde, ce qui représente plus de 12 % des exportations chinoises de marchandises.¹⁵² La Commission sur le vol de la propriété intellectuelle américaine estime que le vol de la propriété intellectuelle coûte à l’économie américaine entre 225 et 600 milliards de dollars par an.¹⁵³ Il s’agit de plus qu’un simple fard à paupières imité ; ce sont les secrets commerciaux des entreprises américaines qui sont la cible principale du vol de la propriété intellectuelle, qui représente 1 à 3 % du PIB.¹⁵⁴ La Chine cible souvent les entreprises de biotechnologie et les sociétés technologiques de la prochaine génération pour la même raison que les États-Unis s’en vantent : ces entités sont le moteur de la croissance future et de l’avantage stratégique.

En effet, le vol de la propriété intellectuelle est une pierre angulaire des stratégies de progrès industriel et de développement technologique de la RPC. Selon un rapport, la Chine poursuit ses ambitions avec « le cyber-espionnage, le contournement des



lois sur le contrôle des exportations, la contrefaçon et le piratage, l'ingénierie inverse, les transferts de technologie forcés, les restrictions en matière d'investissement et de licences, les exigences de localisation des données, les protections discriminatoires de la PI, la collecte d'informations scientifiques et technologiques par des ressortissants chinois dans les universités, les laboratoires et les entreprises, et les investissements dans les entreprises privées et les programmes universitaires de R&D ».¹⁵⁵

Ce n'est pas nouveau. En 2011, Dmitri Alperovitch, vice-président de la recherche sur les menaces chez McAfee, a révélé l'opération Shady RAT, dans le cadre de laquelle des opérateurs chinois avaient utilisé des logiciels malveillants pour compromettre des agences et des entités aux États-Unis, aux Nations unies, et aussi au Comité international olympique, parmi beaucoup d'autres.¹⁵⁶ Deux ans plus tard, le rapport Mandiant a apporté d'autres preuves. Ses recherches ont permis de retracer les activités de cybercriminels chinois, avec des liens avec l'Armée populaire de libération, depuis 2006.¹⁵⁷ Pendant de nombreuses années, peu de choses ont été faites pour lutter contre ce phénomène. Mais récemment, Washington en particulier a adopté une approche plus dure. En 2020, l'administration Trump a commencé à sévir contre les opérateurs chinois étudiant dans des instituts de recherche américains qui dissimulaient illégalement leur statut militaire actif. Certains d'entre eux avaient reçu l'ordre de collecter des informations sensibles ou de mener des recherches de pointe et étaient assistés par des diplomates chinois pour effacer les preuves de leurs véritables employeurs.¹⁵⁸

C'est bien sûr le recoupement entre le vol de propriété intellectuelle par les Chinois et le secteur de la défense qui fait monter les enjeux d'une telle activité criminelle rampante jusqu'au niveau stratégique. Se référant à un rapport préparé pour le Pentagone et les représentants de l'industrie de la défense américaine, le *Washington Post* a noté que « les conceptions de nombreux des systèmes d'armes avancés les plus sensibles du

pays ont été compromises par des pirates informatiques chinois ». Un haut responsable militaire américain a déclaré : « C'est un avantage de combat qui vaut des milliards de dollars pour la Chine. Ils viennent de s'épargner 25 ans de recherche et de développement. C'est fou ».¹⁵⁹

L'infâme piratage de l'Office of Personnel Management (OPM) américain par des pirates informatiques chinois en 2015 a été, ou du moins aurait dû être, un signal d'alarme, non seulement pour la sophistication mais aussi pour l'ampleur du vol d'informations en Chine. L'analyse rétrospective du piratage révèle que les attaquants « ont eu accès à tous les coins et recoins du terrain numérique de l'OPM ».¹⁶⁰ Le magazine *Wired* a fait un reportage sur l'incursion : « Les pirates ont fouillé dans les dossiers personnels complets de 4,2 millions d'employés, anciens et actuels. Puis, quelques semaines avant que l'OPM ne les expulse, ils ont saisi environ 5,6 millions d'images numériques des empreintes digitales des employés du gouvernement ».¹⁶¹ Au final, l'enquête a révélé que les informations personnelles de plus de 22 millions d'Américains avaient été compromises.¹⁶² Les pirates chinois ont également pénétré dans les banques de données des compagnies d'assurance américaines, dérobant les informations financières et médicales de millions d'autres Américains. Comme l'a déclaré le directeur du FBI Christopher Wray en juillet 2020 : « Si vous êtes un adulte américain, il est plus probable qu'improbable que la Chine a volé vos données personnelles. »¹⁶³

Le piratage informatique n'est pas le seul crime que la Chine commet. C'est un centre mondial de l'esclavage. En 2016, le *Global Slavery Index* (Indexe mondial de l'esclavage) estimait à plus de 3,8 millions le nombre de personnes vivant dans des conditions d'esclavage moderne en Chine. Puisque le gouvernement tire profit de l'esclavage et du travail forcé - qui alimentent l'économie croissante qui sous-tend la stabilité politique - Beijing agit peu pour combattre ces pratiques. Il n'existe pas de lois obligeant les entreprises à révéler l'usage de l'esclavage moderne dans la production.¹⁶⁴



Pire que d'ignorer le problème, le PCC le soutient. La RPC oblige les prisonniers à produire des marchandises destinées à l'exportation. Les détenus ouïghours, et d'autres, sont non seulement soumis à la torture, à l'endoctrinement politique et à des renonciations forcées à leur foi, mais ils sont également contraints de travailler, y compris dans l'industrie du coton. Comme l'a rapporté Reuters, « plus de 80 % du coton chinois provient du Xinjiang au nord-ouest, où vivent environ 11 millions d'Ouïghours ».¹⁶⁵

A partir de toutes ces informations, on obtient une autre preuve accablante que si quelqu'un est en train de lancer une guerre froide, c'est bien Beijing. Les institutions gouvernementales et les entreprises américaines, britanniques et allemandes ne sont pas engagées dans une campagne acharnée de vol de propriété intellectuelle en Chine. Ils n'inondent pas non plus le marché chinois de produits de contrefaçon. En effet, compte tenu des restrictions permanentes imposées par la Chine sur l'accès à une grande partie de son marché intérieur, les démocraties du monde se trouvent dans la situation extraordinaire où, à maints égards, il est plus facile pour la Chine de leur exporter des produits contrefaits que pour les démocraties de lui exporter des produits légitimes.

Chaînes de la demande

Comment l'Occident traite-t-il avec le défi posé par un mastodonte autoritaire qui est intégré à l'économie mondiale et qui est donc matériellement lié à sa propre prospérité ? Aussi douloureux que cela puisse paraître, cela exigera des sacrifices. Si aucun pays n'est prêt à sacrifier quoi que ce soit, les démocraties du monde doivent avoir le courage moral de reconnaître leur propre complicité dans des pratiques économiques qui sont à certains égards carrément criminelles.

En effet, quel est le point commun de toutes les illustrations dessinées au début de ce chapitre, au-delà des actions de la Chine elle-même ? Ce qu'elles ont en commun, c'est que les démocraties ont permis à chacune d'entre elles de se réaliser. La Grèce n'a pas été forcée d'accepter un acheteur chinois

pour le port du Pirée. Les États-Unis n'ont pas pris les menaces posées à la propriété intellectuelle suffisamment au sérieux pour protéger Micron avant qu'il ne soit trop tard. Les consommateurs occidentaux ne sont pas non plus condamnés à acheter des produits de contrefaçon d'une manière ou d'une autre. Pendant trop longtemps, les démocraties n'ont fait que s'opposer avec de simples paroles aux pratiques criminelles du PCC, tout en sachant pertinemment que le commerce avec la Chine signifie que leurs économies sont, dans une large mesure, effectivement réceptrices de marchandises volées.

Il convient de répéter et de souligner ce qui suit: les démocraties sont confrontées à l'État autoritaire le plus puissant de l'histoire. Dans le domaine économique, la chaîne d'approvisionnement n'est pas nécessairement le plus grand problème. C'est la « chaîne de la demande » des gouvernements et des consommateurs occidentaux qui contribue à l'alimenter. Tant que cela durera, les démocraties offriront effectivement à la Chine ce que les avocats spécialistes des contrats appellent une « renonciation implicite ». Ce n'est ni une proposition éthiquement viable, ni une proposition qui est dans l'intérêt à long terme des démocraties.



CHAPITRE 4: AUTORITARISME TECHNOLOGIQUE DE LA CHINE

En janvier 2018, *Le Monde Afrique* a publié un article d'enquête sur le vol de données par la Chine au nouveau siège de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba. Ce complexe qui a coûté 200 millions de dollars, et dont le bâtiment principal de dix-neuf étages orne d'une façon imposante le ciel de la capitale éthiopienne, a été entièrement financé par la Chine et construit par la China State Construction Engineering Corporation. Le siège de l'UA accueille des réunions de haut niveau auxquelles participent des chefs de gouvernement, des chefs d'entreprise, des diplomates et des responsables de toute l'Afrique, ainsi que des dignitaires du monde entier.¹⁶⁶

Lors de la cérémonie d'ouverture en 2012, Jia Qinglin, alors président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois, a parlé avec enthousiasme des obligations de la communauté internationale pour aider à résoudre les problèmes de l'Afrique. Il a déclaré que « la Chine estime que cette aide doit être fondée sur le respect de la volonté du peuple africain et doit être constructive. Elle devrait renforcer, et non pas miner, les efforts indépendants déployés par l'Afrique pour résoudre les problèmes. L'ingérence dans les affaires intérieures de l'Afrique par des forces extérieures pour des motifs égoïstes ne peut que compliquer les efforts visant à résoudre les problèmes en Afrique ».¹⁶⁷

Pourtant, comme l'a découvert l'enquête du *Monde*, à partir de ce jour-là, et pendant cinq ans, chaque jour, les serveurs informatiques du bâtiment de l'UA transféraient secrètement des masses de données vers des serveurs à Shanghai. Des dispositifs d'écoute ont également été découverts dans les murs et les bureaux. Chaque briefing, chaque conversation officielle, chaque audience privée entre présidents a

été enregistrée et envoyée en Chine. Pour sa part, l'ambassadeur de Chine auprès de l'UA a qualifié le rapport d'« absurde » et a réprimandé *Le Monde* avec une arrogance devenue typique des responsables chinois à l'étranger. Le rapport n'a pas tardé à être confirmé par le *Financial Times* et d'autres.¹⁶⁸

Les protagonistes les plus étroitement impliqués dans l'aménagement et l'équipement des infrastructures de données et de communication du siège de l'UA n'étaient autres que Huawei et le géant chinois des télécommunications ZTE. Un rapport de McKinsey datant de 2017 décrit les deux sociétés comme étant responsables de la construction de « la plupart des infrastructures de télécommunications de l'Afrique ».¹⁶⁹

Le vol pur et simple de données ou l'espionnage à l'aide de dispositifs d'écoute, ou les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication, offrent en quelque sorte un sujet de discussion qui peut facilement confondre tout le monde, sauf les plus avertis en matière de technologie. Lors d'entretiens d'enquête avec des observateurs de la Chine dans le monde entier, HFX a souvent entendu des aveux ouverts selon lesquels les gens ne comprenaient pas complètement, par exemple, le mécanisme précis par lequel la participation de Huawei (maintenant annulée) à la construction de l'infrastructure 5G de la Grande-Bretagne pourrait compromettre la sécurité nationale du Royaume-Uni.

S'il est vrai qu'il y a des questions – les « normes », et les effets de l'intelligence artificielle sur la confidentialité et la protection des données en premier lieu – où il peut être nécessaire de participer à la conversation, il n'en demeure pas moins

qu'il est plus important pour les décideurs politiques de comprendre certains préceptes clés sur les enjeux de la révolution numérique en général et les ambitions chinoises de la dominer en particulier. La technologie continue d'évoluer, si vite que la plupart d'entre nous auront du mal à la suivre.

Planifier la victoire

L'hypothèse par défaut, qui n'était pas entièrement fausse jusqu'à récemment, est que l'Internet est un espace largement anarchique et sans contrôle. Les lois qui existent sont minimales par rapport à l'étendue de ce qu'il est possible de faire et de dire, de télécharger et de charger. Une des conséquences de cette situation est que, même dans les sociétés libres, de grandes questions sont aujourd'hui débattues sur la vie privée, la capacité des grandes entreprises technologiques à suivre les mouvements des gens - littéralement avec des applications comme Uber ou Lyft - à suivre chaque site web jamais ouvert, puis à utiliser ces données à des fins lucratives elles-mêmes ou à les vendre à des tiers sans la permission explicite de l'utilisateur ordinaire ou même à son insu.¹⁷⁰

Si les entreprises privées peuvent avoir accès à ces données, l'État le peut aussi. Les implications en matière de libertés civiles dans les démocraties sont suffisamment profondes. Mais que se passerait-il si toutes ces données pouvaient être exploitées par un État autoritaire où la protection légale ou externe manque? Et si des algorithmes alimentés par une intelligence artificielle de plus en plus sophistiquée rendaient la tâche d'extraction des données personnelles exponentiellement plus rapide et plus efficace? Et si un État autoritaire, ayant acquis une taille sans précédent, et devenant rapidement le pays le plus riche du monde avec une part croissante des entreprises technologiques les plus grandes et les plus innovantes, cherchait maintenant à reconfigurer le fonctionnement de l'internet pour optimiser ses propres objectifs et valeurs? Et s'il parvenait à intégrer tout cela, ou même une partie, dans la technologie même qui fait fonctionner les dispositifs qui ne sont pas seulement utilisés par ses propres citoyens, mais aussi,

et de plus en plus, par les citoyens des démocraties du monde?

Ce ne sont pas là des questions rhétoriques : Beijing fait tout ce qui est en son pouvoir pour que chacun de ces scénarios devienne réalité. En 2015, la Chine a lancé son initiative « Route de la soie numérique » (Digital Silk Road Initiative). Selon Clayton Cheney, membre chercheur du Forum du Pacifique, « [elle] a des objectifs de politique étrangère et intérieure ».¹⁷¹ L'initiative prévoit des efforts déployés par la Chine pour investir à l'étranger dans les réseaux 5G, la fibre optique et l'infrastructure numérique ; investir et faire de la recherche dans le pays, en matière d'informatique quantique et d'intelligence artificielle ; promouvoir les zones de libre-échange numérique pour améliorer le commerce électronique ; et devenir dominante dans les institutions mondiales sur la gouvernance de l'Internet et la fixation de normes technologiques. Au cœur de cette stratégie se trouve la promotion du principe fondamental de la « cyber-souveraineté » dans les organes des Nations unies et ailleurs tel que souhaité par la Chine, ce qui, en bref, revient à établir une norme internationale donnant aux États autoritaires le droit de censurer l'internet.¹⁷² En bref, Cheney a expliqué qu'« alors que la Route de la soie numérique à laquelle appelle la Chine pourra éventuellement améliorer la connectivité numérique dans les économies en développement, elle a en même temps la capacité de répandre l'autoritarisme, d'entraver la démocratie et de restreindre les droits humains fondamentaux ».¹⁷³

La Route de la soie numérique fait partie d'un plan d'action d'une ampleur impressionnante qui démontre sans ambiguïté que Beijing est pleinement conscient des enjeux de la course au statut de leader de l'avenir numérique et qu'il entend en sortir vainqueur. Par exemple, en 2017, le PCC a publié un plan qui identifiait l'intelligence artificielle (IA) comme une « technologie stratégique qui guidera le futur » et, dans un admirable affichage de sérieux, il a indiqué clairement où la Chine était en retard en matière de théorie de base, d'algorithme de base et de puces de technologie de pointe. Reconnaisant ses limites, le plan a clairement montré que

le pays était absolument déterminé à les surmonter, ordonnant à tous les organismes d'État chinois de « faire progresser le développement des applications de l'IA dans le domaine de la sécurité publique » et de « promouvoir la construction de systèmes de sécurité publique et de surveillance intelligente, ainsi que des systèmes d'alerte précoce et de contrôle ». ¹⁷⁴ En évaluant le plan, Fabian J. G. Westerheide, PDG de AI for Humans, a considéré que la Chine était bien en voie de devenir « la première superpuissance mondiale en matière d'intelligence artificielle ». ¹⁷⁵

Les plans de Beijing ont en effet des implications mondiales. Samantha Hoffman, analyste au Centre international de cyber-politique de l'Institut australien de politique stratégique, résume la question dans un document fondateur sur les aspirations internationales de la Chine en matière de technologie : « L'autoritarisme de l'État-parti chinois renforcé par la technologie s'étend dans le monde entier. Cette expansion n'est pas toujours distinctement coercitive ou ouvertement envahissante. ... En tirant parti des entreprises d'État (EE), des sociétés technologiques chinoises et des partenariats avec des partenaires étrangers, y compris des universités occidentales, le PCC est en train de construire un écosystème de collecte de données massif et mondial ». ¹⁷⁶

La Chine s'efforce de saper l'idée même d'un ordre numérique ouvert ; ceci émane directement de la nature du régime. Dans une autre annonce datant de 2017, le ministère chinois des affaires étrangères a publié la *International Strategy of Cooperation on Cyberspace* (Stratégie internationale de coopération sur le cyberspace) propre à la Chine. Dans un segment véritablement orwellien du document, on pouvait lire : « La Chine soutient un Internet libre et ouvert ». Mais ces propos sont immédiatement suivis de : « Comme il est le cas dans le monde réel, la liberté et l'ordre sont tous deux nécessaires dans le cyberspace. La Chine s'efforce de mettre en place une gouvernance efficace dans le cyberspace afin de promouvoir la libre circulation de l'information tout en préservant la sécurité nationale et les intérêts publics ». ¹⁷⁷ Il est clair que la Chine n'a pas l'intention de

soutenir un « Internet libre et ouvert ». Son soi-disant Great Firewall (« grand pare-feu »), qui vise à bloquer tout ce que le PCC considère comme subversif, démontre sa vision du scénario idéal. Bien qu'il ne soit pas complètement étanche, il couvre un large éventail de sources et de plateformes de médias sociaux, y compris Google, Facebook, Wikipédia et Twitter, auxquels les citoyens chinois ne sont d'ailleurs pas autorisés à accéder. ¹⁷⁸ Le Grand pare-feu de Chine ne s'applique pas encore à tout le monde. Mais si la Chine obtient ce qu'elle veut en matière de gouvernance internationale de l'Internet, ce sera le cas bientôt.

Les chevaux de Troie de la technologie

La place qu'occupent dans ce débat des entreprises technologiques chinoises de plus en plus grandes, offre une sorte de tremplin utile pour aborder les questions cruciales de la gouvernance et des normes mondiales. Les entreprises Internet chinoises occupaient cinq des vingt premières places en termes de capitalisation de marché en 2019 (voir figure 4.1). ¹⁷⁹ Trois d'entre elles - Tencent, Alibaba et Baidu - font partie des plus grandes entreprises technologiques mondiales depuis plus de cinq ans, et Tencent a même dépassé Facebook en juillet 2020, pour atteindre 664,5 milliards de dollars. ¹⁸⁰ Malgré la volatilité du secteur technologique, les entreprises technologiques chinoises sont là pour rester. Comme le reconnaissent volontiers bon nombre des personnes consultées pour ce manuel, ce succès est sans aucun doute dû au fait que chacune d'entre elles est une entreprise exceptionnellement bien gérée, offrant des produits et des services de niveau mondial.

Pourtant, les ambitions du PCC doivent être envisagées de manière globale. Comme beaucoup d'autres choses que la Chine fait à l'étranger, ces entreprises font partie d'un plan plus vaste. Il serait naïf de considérer les initiatives de la Chine comme de simples tactiques ou des réponses ad hoc élaborées sur un coup de tête. Il existe une stratégie à laquelle la Chine a consacré énormément de temps et d'efforts. Le lien entre le PCC et les entreprises technologiques chinoises fait partie de cette stratégie. C'est l'une

des questions les plus contrariantes et éventuellement les plus déconcertantes auxquelles les décideurs politiques du monde démocratique doivent faire face. Que se passe-t-il ?

Huawei, développeur chinois d'équipements de télécommunications, offre une étude de cas illustrative. En janvier 2019, le ministère américain de la justice a annoncé une mise en accusation en treize chefs d'accusation contre la société pour des crimes présumés, dont le vol de secrets commerciaux, la fraude électronique et l'obstruction à la justice.¹⁸¹ Mais ce qui est assez incroyable, c'est que le ministère de la justice a même dû convoquer Huawei pour l'affaire d'une

annonce interne à l'entreprise « offrant des bonus aux employés qui ont réussi à voler des informations confidentielles à d'autres entreprises ».¹⁸² D'autres violations ont été évoquées, dont des transactions d'une valeur de plusieurs millions de dollars destinées à aider l'Iran à échapper aux sanctions mises en place par les États-Unis sur son programme nucléaire.

Pourquoi une société purement privée s'impliquerait-elle dans des sanctions pour aider l'un des ennemis les plus implacables de l'Amérique et du monde occidental ? Selon Christopher Ashley Ford, secrétaire d'État adjoint américain à la sécurité internationale et à la non-prolifération: « Bien

Rank 2019	Company	Region	Market Cap Value (\$B)		% Change
			6/7/19	6/7/16	
1	Microsoft	USA	\$1,007B	\$410B	+146%
2	Amazon	USA	888	343	+159%
3	Apple	USA	875	540	+62%
4	Alphabet	USA	741	497	+49%
5	Facebook	USA	495	340	+46%
6	Alibaba	China	402	195	+106%
7	Tencent	China	398	206	+93%
8	Netflix	USA	158	43	+266%
9	Adobe	USA	136	50	+174%
10	PayPal	USA	134	46	+190%
11	Salesforce	USA	125	56	+123%
12	Booking.com	USA	77	67	+15%
13	Uber	USA	75	--	--
14	Recruit Holdings	Japan	52	20	+167%
15	ServiceNow	USA	51	12	+316%
16	Workday	USA	48	16	+197%
17	Meituan Dianping	China	44	--	--
18	JD.com	China	39	32	+22%
19	Baidu	China	38	60	(36%)
20	Activision Blizzard	USA	35	28	+25%
21	Shopify	Canada	34	2	+1,297%
22	NetEase	China	33	23	+44%
23	eBay	USA	33	28	+19%
24	Atlassian	Australia	32	5	+509%
25	MercadoLibre	Argentina	30	6	+388%
26	Twitter	USA	29	11	+173%
27	Square	USA	29	3	+808%
28	Electronic Arts	USA	29	23	+25%
29	Xiaomi	China	28	--	--
30	Spotify	Sweden	25	--	--
Total			\$6,119	\$3,064	

Figure 4.1. Les vingt leaders de l'Internet dans le monde aujourd'hui
Source: Mary Meeker, Bond Capital

qu'elles puissent être officiellement privées et qu'elles opèrent sur le marché national et international, les entreprises mondiales chinoises, dont Huawei, ne sont pas, à bien des égards, de véritables entreprises privées et ne prennent pas leurs décisions uniquement pour des raisons économiques et commerciales. Que ce soit de facto ou de jure, ces géants peuvent, à certains égards ou à certaines fins, agir comme des branches de l'État - ou, plus précisément, du Parti communiste chinois, auquel l'appareil d'État chinois est lui-même subordonné ».¹⁸³

Et de Ford de poursuivre, très franchement : « Des entreprises telles que Huawei, Tencent, ZTE, Alibaba et Baidu n'ont pas le luxe de pouvoir dire « non » au Parti communiste chinois si les responsables décident de leur demander de l'aide.¹⁸⁴ En juin 2020, dans un geste que certains estiment trop long à venir, la Commission fédérale américaine des communications a désigné Huawei et ZTE comme des menaces pour la sécurité nationale américaine, déclarant que les deux sociétés « ont des liens étroits avec le Parti communiste chinois et l'appareil militaire chinois ».¹⁸⁵

Le lien en Chine entre les sphères militaire et civile, connu sous le nom de fusion militaro-civile, est une conséquence directe de la nature du régime chinois. Le

Gouverner la révolution numérique

La question qui occupe la priorité dans la discussion sur la révolution numérique en général, et sur la place de la Chine dans cette révolution en particulier, est celle de savoir qui décide des règles et des mécanismes qui régissent le fonctionnement et l'utilisation de l'Internet et des technologies qui y sont liées. La clé pour comprendre les ambitions de la Chine en matière de gouvernance mondiale de l'Internet est, comme toujours, de garder à l'esprit l'objectif primordial du PCC qui consiste à rester au pouvoir et à neutraliser toute menace perçue à son égard, aussi minime soit-elle et où qu'elle se trouve.

En décembre 2016, le Conseil d'État de la République populaire de Chine a publié une déclaration accompagnant la publication d'une *National Cyberspace Security Strategy* (stratégie nationale de sécurité du cyberspace). Elle appelle tout le monde à constater à quel point le PCC prend au sérieux la menace potentielle que représente l'Internet : « La Chine utilisera tous les moyens nécessaires - scientifiques, technologiques, juridiques, diplomatiques ou militaires - pour assurer la souveraineté du cyberspace. Aucune tentative d'utiliser l'Internet pour miner ou renverser le régime national chinois ou de saboter la

La clé pour comprendre les ambitions de la Chine en matière de gouvernance mondiale de l'Internet est, comme toujours, de garder à l'esprit l'objectif primordial du PCC qui consiste à rester au pouvoir et à neutraliser toute menace perçue à son égard, aussi minime soit-elle et où qu'elle se trouve.

Centre d'excellence pour la cyberdéfense coopérative de l'OTAN a également noté dans un rapport de 2019 que « les entreprises chinoises sont tenues par la loi de coopérer avec leur gouvernement pour soutenir les intérêts nationaux chinois, y compris la participation à des activités de renseignement ».¹⁸⁶ Des questions telles que le déploiement de la 5G impliquant Huawei, ou toute autre entreprise technologique chinoise, doivent donc être considérées comme étant des questions « stratégiques » et non seulement commerciales ou technologiques.

souveraineté ne sera tolérée".¹⁸⁷

La « cyber-souveraineté » est un terme d'accroche qui revient sans cesse dans le discours officiel chinois. Mais dans un monde globalisé, il ne suffit pas de sécuriser l'arène nationale. La Chine compte au moins 750 millions d'internautes, mais il y en a des milliards dans le monde entier, et le Great Firewall ne peut en tenir un grand nombre à distance.¹⁸⁸ Il n'est donc pas surprenant que la stratégie de sécurité du cyberspace affirme explicitement l'ambition de la Chine de « promouvoir la réforme du système mondial de gouvernance de l'Internet ».¹⁸⁹

Les ambitions de réforme du parti-État comprennent l'inscription de la cybersouveraineté et de son interprétation par le PCC dans les lois, normes et réglementations internationales. Elle comprend également une stratégie visant à influencer les « normes », un concept qui peut être difficile à saisir pour des non-spécialistes.

Dans un rapport sur la Chine, Dezan Shira & Associates explique que : « En termes simples, l'industrie technologique, ainsi que d'autres industries dans le monde entier, utilisent des processus et des spécifications normalisés pour garantir que les produits soient conçus pour fonctionner ensemble de manière homogène. Si chaque pays ou entreprise fixait ses propres normes, les technologies ne pourraient pas facilement fonctionner avec des produits conçus par d'autres entreprises ou fonctionner sur d'autres marchés ».¹⁹⁰ Pour assurer l'interopérabilité - pour qu'un téléphone portable puisse fonctionner lorsqu'on voyage à l'étranger, par exemple - il faut établir des règles et des normes pour éviter la fragmentation des marchés.

Si un État autoritaire, ou une entreprise qui se trouve 'dans la poche' d'un État autoritaire, conçoit un produit technologique, il/elle voudra veiller, dans la mesure du possible, à ce que le produit corresponde aux intérêts de cet État autoritaire. La technologie peut être conçue pour ramasser des données à partager avec l'État, ou des normes peuvent être établies pour permettre un tel comportement au lieu de protéger des valeurs comme la vie privée. Les risques des deux scénarios sont particulièrement élevés: à mesure que l'IA progresse, elle améliore considérablement l'efficacité de l'extraction et du tri des données. Un point crucial à intérioriser ici est que la technologie n'est pas nécessairement apolitique ou agnostique. La politique s'imisce dans le secteur, qu'on le veuille ou pas.

Bien que ces questions puissent sembler trop techniques ou trop ésotériques, elles sont actuellement tranchées par des institutions telles que l'Union internationale des télécommunications des Nations Unies, l'Internet Corporation for Assigned Names

and Numbers, le Forum sur la gouvernance de l'Internet, l'Internet Engineering Task Force et d'autres encore.¹⁹¹ Quant à la Chine, elle essaie, dans la mesure de ses moyens, de faire avancer son agenda au sein de ces organismes. Un chercheur affirme, en résumant l'approche de la Chine que « d'un point de vue officiel, le système mondial de gouvernance de l'Internet existant est toujours dominé par les pays occidentaux, en particulier les États-Unis, en termes de ressources Internet, de standards technologiques, de normes internationales et de discours idéologique ».¹⁹²

Ces questions sont vivement débattues dans les cercles technologiques, et les questions de confidentialité des données sont également vivement contestées en ce qui concerne les géants technologiques américains, comme indiqué ci-dessus. Le point en question est que les normes fixées peuvent avoir des implications sociétales, et si un État peut influencer ou contrôler les normes mondiales, il est probable qu'il sera tenté de fixer ces normes en fonction de ses propres intérêts. Le PCC a clairement indiqué quels sont ses intérêts et ses valeurs. Comme l'a expliqué un analyste dans une interview pour HFX, « la technologie de reconnaissance faciale conçue par la Chine va être établie selon une norme qui conviendra au PCC ».

Comme l'indique la stratégie numérique élargie de la Chine, cette dernière espère pousser en sa faveur ce moment charnière de la réalisation technologique. Certains observateurs ont mis en garde contre le fait de croire à la « frénésie chinoise »¹⁹³ et qu'il ne sera finalement pas dans l'intérêt de la Chine de changer radicalement la manière dont les normes mondiales sont fixées. Mais le monde a déjà été surpris par l'ingéniosité de la Chine et la vitesse à laquelle elle réalise ses ambitions. La vigilance semble donc une attitude raisonnable.

Divertir et désinformer

Outre le cyber-espionnage du genre illustré plus haut dans ce chapitre, la manière la plus directe dont la Chine utilise les outils numériques pour attaquer les démocraties du monde est le recours aux médias sociaux. Après avoir ignoré le problème

pendant des années, les pays commencent enfin à prendre conscience des dangers, et les réponses politiques sont concoctées en temps réel. En juin 2020, l'Inde a interdit la plateforme chinoise de partage vidéo TikTok et des dizaines d'autres applications, dont WeChat, pour avoir prétendument « volé et transmis subrepticement les données des utilisateurs de manière non autorisée ... ce qui, en fin de compte, porte atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de l'Inde. »¹⁹⁴ Début août 2020, l'administration Trump a fait de même, interdisant effectivement TikTok et WeChat aux États-Unis, en invoquant des préoccupations de sécurité nationale.¹⁹⁵

Mais ce sont l'utilisation et l'abus par des opérateurs chinois de plateformes américaines de médias sociaux telles que Facebook et Twitter qui touchent au cœur du problème. En mars 2020, ProPublica a publié les résultats d'une analyse approfondie de « milliers de comptes Twitter contrefaits et détournés pour comprendre comment la propagande chinoise secrète se répand dans le monde ». ¹⁹⁶ Depuis août 2019, ProPublica a « tracé plus de 10 000 comptes Twitter suspectés d'être des faux, et impliqués dans une campagne d'influence coordonnée ayant des liens avec le gouvernement chinois. Parmi ceux-ci figurent les comptes piratés d'utilisateurs du monde entier qui diffusent désormais de la propagande et de la désinformation sur l'épidémie du coronavirus, les manifestations d'Hong Kong et d'autres sujets d'intérêt pour l'État. »¹⁹⁷ Au même moment, Twitter a annoncé dans un communiqué de presse la divulgation de 936 comptes en provenance de la RPC qui « tentaient délibérément et spécifiquement de semer la discorde politique à Hong Kong, notamment en sapant la légitimité et les positions politiques du mouvement de protestation sur le terrain. »¹⁹⁸ Twitter a déclaré qu'il était certain que cela faisait partie d'une « opération coordonnée soutenue par l'État », qui impliquait également « un réseau de spam plus vaste d'environ 200 000 comptes. »¹⁹⁹

En juillet 2020, l'observatoire Internet de l'Université Stanford, en collaboration avec la Hoover Institution, a publié un rapport décrivant la campagne du PCC visant à

« façonner des récits mondiaux » avec des capacités tant ouvertes que cachées. Les premières comprennent l'expansion de l'agence de presse d'Etat chinoise, Xinhua, et de Radio Chine Internationale, qui a « des contrats de diffusion à partir de plus d'une douzaine de stations de radio rien qu'aux États-Unis, tandis que *China Daily* place des encarts dans des journaux tels que le *Washington Post*, pour un montant pouvant atteindre 250 000 dollars par numéro. »²⁰⁰

Les capacités d'action secrète comprennent l'utilisation de ce que l'on appelle des « fermes de contenu » qui « produisent en masse des articles clickbait (pièges à clic) ». Par exemple, « les fermes de contenu avec un programme politique secret promeuvent des histoires pro-Chine tout en amplifiant ou en lançant des rumeurs dénigrantes sur les opposants politiques, comme le gouvernement de Taiwan et le président taiwanais Tsai Ing-wen. »²⁰¹ En ce qui concerne les médias sociaux, le rapport fait référence inter alia aux « allégations des modérateurs de Reddit sur une série de sous-reddits, notant la présence de ce qui semble être des efforts coordonnés pour faire baisser le classement des commentaires négatifs sur la Chine en général et sur l'entreprise chinoise Huawei en particulier, et pour rehausser le classement des contenus pro-PCC. »²⁰² La liste pourrait s'allonger encore et encore.

Présomption de culpabilité

En examinant l'approche de la Chine en matière de révolution numérique, il ne fait aucun doute qu'elle est pleinement intégrée aux intérêts et aux ambitions les plus critiques du PCC. Elle a établi ces intérêts et ambitions de façon à s'opposer à la société libre et ouverte. La société libre et ouverte n'a donc pas d'autre choix que de réagir en conséquence.

S'il reste encore beaucoup à faire pour que les gouvernements démocratiques comprennent les ramifications de l'autoritarisme technologique de la RPC, le tableau n'est pas entièrement sombre. En 2020, après un long et tortueux voyage, le Premier ministre britannique Boris Johnson a finalement décidé d'interdire à Huawei

de construire les infrastructures 5G du Royaume-Uni.²⁰³ Le chemin qui a mené à cette décision n'a pas été facile. Huawei proposait une solution qui aurait pu faire économiser aux contribuables britanniques des milliards de livres sterling par rapport à d'autres dispositions pour l'introduction de la 5G. Le Premier ministre britannique se préoccupait à juste titre des intérêts économiques de son peuple, tandis que les conseils concernant les risques de sécurité n'étaient ni définitifs ni faciles à comprendre.

Mais en fin de compte, tout ce que le gouvernement britannique devait savoir, c'était (a) que Huawei peut extraire des données et les renvoyer à la Chine ; (b) que Huawei est, ou du moins peut être, un instrument entre les mains d'un État chinois autoritaire qui vise à saper les démocraties partout ; (c) la mainmise sur les données est ce qui peut donner à ce genre de protagoniste les moyens d'atteindre des objectifs aussi malveillants et, par conséquent, (d) lorsqu'il existe le moindre risque pour la sécurité nationale, la souveraineté ou les droits démocratiques, les entreprises technologiques chinoises doivent être soit complètement exclues, soit considérées comme coupables jusqu'à ce qu'elles puissent prouver leur innocence.

C'est un bien triste état. Mais, une fois de plus, c'est une situation que la Chine de Xi Jinping s'est attiré pour elle-même.

**S'IL RESTE
ENCORE BEAUCOUP À
FAIRE POUR QUE LES
GOUVERNEMENTS
DÉMOCRATIQUES
COMPRENnent LES
RAMIFICATIONS DE
L'AUTORITARISME
TECHNOLOGIQUE
DE LA RPC, LE TABLEAU
N'EST PAS ENTIÈREMENT
SOMBRE.**

CHAPITRE 5: CALCUL STRATÉGIQUE

Le 22 juillet 2020, un jour après que le Secrétaire d'État américain à la Défense Mark Esper avait réitéré et souligné la promesse faite par les États-Unis de « respecter [ses] engagements envers Taïwan », y compris la perspective imminente de ventes d'armes supplémentaires, l'alarme a sonné à la tour de contrôle du trafic aérien sur les bases de l'armée de l'air taïwanaise. Les opérateurs de radar avaient repéré un avion d'origine initialement inconnue qui entraît et sortait de l'espace aérien de Taïwan. « Ce sont des avions de chasse chinois. C'est maintenant un événement hebdomadaire », a déclaré un haut responsable taïwanais en septembre, sous couvert d'anonymat. « Il s'agit d'intimidation et d'avertissement aux États-Unis de ne pas intervenir. Ils testent notre capacité à réagir, et montrent en actes ce qu'ils ont dit en paroles : ils ne renonceront pas à l'usage de la force contre Taïwan. »

Dans le contexte de l'éviscération de la démocratie d'Hong Kong, les habitants de Taïwan, toujours attentifs aux événements qui se déroulent dans l'ancienne colonie britannique, observent nerveusement. Alors que la Chine ignore ses engagements en vertu du droit international pour honorer la déclaration sino-britannique garantissant l'accord tant vanté « Un pays, deux systèmes », il est impossible pour les vingt-quatre millions d'habitants de Taïwan, à 100 miles (160 km) du continent chinois, de ne pas se demander si les événements à Hong Kong sont un prologue à leur propre avenir.

Si l'on en croit les propos de Xi, ils ont de quoi s'inquiéter. En janvier 2019, il a déclaré de façon inquiétante : « Nous ne faisons aucune promesse d'abandonner l'usage de la force, et nous gardons la possibilité de

prendre toutes les mesures nécessaires », soulignant que la question « ne doit pas être transmise de génération en génération. »²⁰⁵ Comme l'a fait remarquer Richard C. Bush, membre de la Brookings Institution, « le premier élément notable de toute l'approche [de Xi] à l'égard de Taïwan est la façon dont il intègre la question spécifique de l'unification dans le thème de son mandat désormais illimité en tant que dirigeant de la Chine : « le grand rajeunissement de la nation chinoise. »²⁰⁶

En d'autres termes, la menace qui pèse sur Taïwan n'est pas une simple rhétorique. Elle a été intériorisée dans la personnalité politique de Xi en tant que le leader chinois, et elle est donc étroitement liée à sa crédibilité, à sa réputation et à l'héritage qu'il veut léguer. Si le pire devait arriver, personne ne pourrait dire que le monde n'a pas été prévenu.

Taïwan est en première ligne dans la confrontation au défi mondial posé par le PCC à la démocratie. Comme l'a montré ce manuel, ce défi prend de nombreuses formes, et il touche toutes les régions du monde. Mais en Asie - à Taïwan même, les îles Senkaku du Japon, les îles contestées et de plus en plus militarisées de la mer de Chine méridionale comme Fiery Cross Reef, et la région sauvage de l'Himalaya à la frontière sino-indienne - la guerre froide de Beijing contre la démocratie risque toujours de devenir chaude (voir figure 5.1).²⁰⁷

Les ambitions géostratégiques du PCC

Beijing est de plus en plus audacieuse et affirmée, et pas seulement en Asie. En juin 2020, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a évalué la nature du défi

chinois comme suit : « Il ne s'agit pas pour l'OTAN de se déplacer dans la mer de Chine méridionale, mais du fait que la Chine se rapproche de nous. Nous les voyons dans l'Arctique, nous les voyons investir massivement dans les infrastructures de nos propres pays et, bien sûr, nous les voyons aussi dans le cyberspace. »²⁰⁸

Ce qui peut sembler de prime abord des mesures innocentes et purement

marginales risque de se transformer en un modèle qui, dans une décennie ou deux, pourrait transformer l'équilibre de la puissance militaire et l'efficacité et la pertinence des alliances militaires.

Les premières étapes d'un tel processus peuvent bien avoir déjà commencé. Examinons ce qui suit :

- En 2017, la Chine a établi sa toute première base militaire d'outre-mer

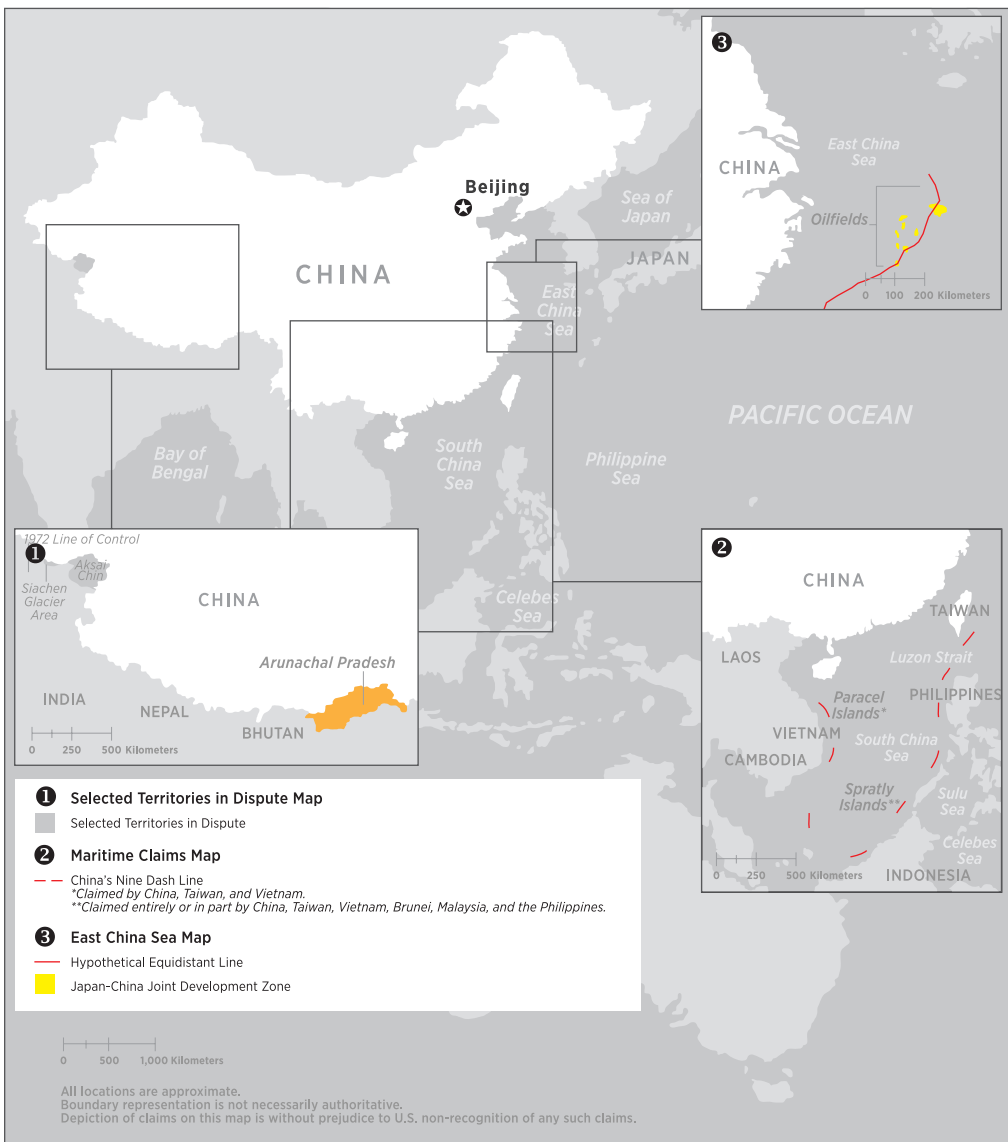


Figure 5.1 Les points chauds de la Chine
Source: U.S. Defense Intelligence Agency

à Djibouti, dans la Corne de l'Afrique, s'offrant ainsi une portée stratégique à la fois en Méditerranée, via le canal de Suez, et au Moyen-Orient.²⁰⁹

- En 2018, la Marine chinoise a mené son premier exercice avec l'EUNAVFOR, la force navale de l'Union européenne.²¹⁰
- En 2019, la Chine a effectué son tout premier déploiement de véhicules militaires en Europe. Dans le cadre d'une opération en Allemagne appelée "Combined Aid 2019", les militaires chinois et allemands ont effectué des exercices avec des unités de services médicaux pour répondre à une future crise humanitaire.²¹¹
- En 2019, la Serbie, pays partenaire de l'OTAN, a déployé six drones d'attaque chinois, ce qui en fait le premier pays européen à acquérir des outils de combat aériens chinois.²¹²
- En 2019, le destroyer chinois guidé par missiles Xi'an s'est amarré dans le port français de Toulon. Le Chargé d'affaires à l'ambassade de Chine Yu Jinsong a décrit la visite comme étant "de grande signification" pour la France et pour la Chine. Elle renforcerait leur "partenariat stratégique", selon lui.²¹³

Cette liste est loin d'être exhaustive. Mais il est difficile de voir ces mesures comme étant autre chose qu'un aspect de la géostratégie élargie adoptée par Beijing dans le cadre de laquelle les mesures de sécurité complètent ses ambitions économiques et politiques. À l'instar des pays émergents dans le passé, la Chine veut contrôler les lignes de communication entre les points stratégiques, sécuriser les ressources, neutraliser toute opposition éventuelle et acquérir des points d'accès stratégiquement importants ainsi que des « alliés », même par le biais de location ou d'achat.

Deux études de cas illustrent trop clairement l'orientation du parcours.

En 2016, le ministère indien de la défense a déployé deux de ses avions Poseidon

81 depuis une base militaire située sur les îles Andaman et Nicobar dans l'océan Indien.²¹⁴ Ce déploiement est survenu suite à l'activité fréquente dans la région des sous-marins nucléaires et conventionnels chinois, preuve pour certains que la Chine a l'intention de développer un confort opérationnel et de protéger les lignes de communication maritimes dans la région. Les inquiétudes concernant les sous-marins ont suscité des tensions entre New Delhi et Beijing, mais aussi au sein de la région dans son ensemble, l'Inde poussant le Sri Lanka à limiter les visites de sous-marins chinois dans le port de Hambantota (voir le Chapitre 3).

Les sous-marins ne sont qu'un moyen par lequel Beijing a démontré son intention d'exercer son influence et sa puissance en Asie du Sud. Certaines de ces activités semblent bénignes, y compris les contributions chinoises dans le cadre des travaux de recherche de l'avion malaisien MH370 sinistré en 2014. Mais le développement de ses relations portuaires, l'installation d'équipements militaires et les patrouilles régulières suggèrent que l'activité militaire de la Chine dans l'océan Indien constitue un autre aspect de son effort pour étendre sa sphère d'influence. En effet, s'il est vrai peut-être que le centre de gravité économique du monde démocratique reste dans la zone euro-atlantique, il n'en demeure pas moins que le point d'équilibre stratégique mondial penche vers la région indopacifique. Il existe un vaste espace stratégique contesté qui s'étend du Pacifique occidental, des mers de Chine méridionale et orientale, jusqu'à l'océan Indien et la côte orientale de l'Afrique. L'Inde, et l'océan Indien en particulier, sont au centre du défi multidimensionnel - stratégique, économique et diplomatique - que la Chine pose dans cet espace contesté. Il est donc vital que l'Inde reçoive un soutien maximal des États-Unis et de ses alliés pour qu'elle puisse relever ce défi.

Une deuxième étude de cas montre comment la Chine est prête à aller jusqu'au bout du monde, littéralement. En janvier

2018, Beijing a publié un livre blanc intitulé « La politique arctique de la Chine ». Même si la distance la plus courte entre le territoire chinois et l'Arctique est de 900 miles (1450 km), le document avance que : « Géographiquement, la Chine est un 'État proche de l'Arctique', l'un des États continentaux les plus proches du cercle arctique. Les conditions naturelles de l'Arctique et les changements climatiques ont un impact direct sur le système climatique et l'environnement écologique de la Chine, et, par conséquent, sur ses intérêts économiques dans l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'industrie maritime et d'autres secteurs ».²¹⁵

La Chine a cherché à construire une « route polaire de la soie » en empruntant les routes maritimes de l'Arctique (voir figure 5.2).²¹⁶ Les incitations économiques sous-jacentes pour la Chine sont claires si l'on considère à quel point une ouverture des voies navigables arctiques serait plus efficace pour le commerce international. Une route nordique navigable, par exemple, réduirait la distance entre Shanghai et les ports européens de 2 800 miles (4500 km) comparée à la route passant par le canal de Suez.²¹⁷ Les droits de pêche sont également en jeu. Les combustibles fossiles ne manquent pas non plus : selon un rapport de l'U.S. Geological Survey, l'Arctique recèle 13 % des réserves mondiales inexploitées de



Figure 5.2. Les routes maritimes polaires
Source: Jane Nakano, CSIS

pétrole et 30 % de celles de gaz naturel.²¹⁸

Les exploits de la Chine dans l'océan Indien et sur la Route de la soie polaire nous lancent un sérieux avertissement sur le fait que l'objectif de Beijing de déplacer l'armée américaine à des fins de prééminence en Asie de l'Est, quoique réel, ne reflète pas la limite de ses ambitions, comme il est le cas aussi en Océanie, en Afrique et en Amérique latine. Il s'agit bien d'une puissance militaire mondiale en gestation, dont la portée ne cesse de croître.

Dissuasion?

Quelle est la probabilité d'un conflit armé entre la Chine et les États-Unis ? Cela dépend de ce que l'on entend par conflit armé. Une analyse bien connue, mais fortement critiquée, *The Thucydides Trap*, suggère qu'une guerre entre une puissance émergente et une puissance établie est plus probable qu'improbable.²¹⁹ D'autres affirment qu'une telle conclusion est trop pessimiste.²²⁰ En effet, parmi d'autres exemples, la dernière compétition vraiment importante entre grandes puissances, entre l'Union soviétique et les États-Unis, n'a pas abouti à un conflit armé, du moins pas directement.

De nombreuses raisons possibles portent à croire que la Chine et les États-Unis n'entreront pas en guerre. Le PCC n'est pas encore convaincu que la Chine pourra gagner une telle guerre, bien qu'il pense qu'elle en est beaucoup plus proche aujourd'hui que dans le passé. C'est une conclusion qui donne à réfléchir, renforcée par le rapport du Pentagone sur la puissance militaire de la Chine sorti en 2020, qui note que l'Armée populaire de libération (APL) a non seulement atteint la parité avec les forces américaines dans certains domaines cruciaux, mais elle a aussi activement dépassé les capacités américaines en matière de construction navale, de missiles balistiques et de défense aérienne intégrée.²²¹ Le monde a pu constater à quel point les capacités militaires de la Chine s'étaient développées, lors d'une grande parade marquant le soixante-

dixième anniversaire de la fondation de la RPC. Xi Jinping lui-même a présidé un immense défilé de missiles balistiques et hypersoniques, de drones armés, de chasseurs furtifs et autres, serpentant les rues de Beijing sur des kilomètres.²²²

Malgré cela, la puissance militaire actuelle de l'Amérique reste un obstacle aux rêves de suprématie incontestée de Beijing en Asie, et même dans le monde entier.

L'une des forces les plus évidentes est bien sûr la dissuasion nucléaire. Même si les ogives américaines sont dix fois plus nombreuses que les ogives chinoises, il semble que les conditions sont réunies pour un équilibre stable, quoique incertain, pour l'instant.²²³ Le rapport du Pentagone mentionné ci-dessus conclut que d'ici 2025, la force en missiles de l'APL atteindrait 200 têtes nucléaires sur des missiles balistiques intercontinentaux capables d'atteindre les États-Unis, ce qui indique la détermination de Beijing à poursuivre le développement d'une force nucléaire moderne.

Alors que la guerre pourrait être suffisamment dévastatrice déjà sans l'utilisation d'armes nucléaires, la destruction presque inimaginable qu'un échange nucléaire causerait a longtemps créé des facteurs de dissuasion au conflit qui sont apparemment assez accablants. Outre les destructions totales et les pertes humaines, l'interconnectivité sans précédent de l'économie mondiale signifie qu'une guerre nucléaire supposée, même « limitée », causerait des ravages dans la richesse et la prospérité de chacun des protagonistes, sans parler de la vie des dirigeants et de leurs familles.²²⁴

Les observateurs de la Chine sont toujours prudents en considérant le défi que pose Beijing à travers la perspective de la guerre froide du XXe siècle. Mais si le défi soviétique et le défi chinois sont effectivement très différents, une telle divergence ne signifie pas que l'on ne peut pas tirer de leçons de cette époque-là. Le plus important est de savoir ce que l'on peut tirer de la première confrontation entre les grandes

puissances armées d'armes nucléaires. Les quatre décennies d'impasse nucléaire entre l'Union soviétique et l'Occident dirigé par les États-Unis, y compris la crise des missiles de Cuba en 1962, nous rappellent que la confrontation directe peut être atténuée.²²⁵

Guerre chaude

Cela dit, il serait extrêmement stupide de tenir quoi que ce soit pour acquis. Les risques sont toujours présents. Même si les chances d'une guerre nucléaire calculée sont faibles, que dire de la perspective d'une escarmouche relativement mineure - par exemple, un avion de chasse taïwanais abattant un J-20 chinois empiétant sur l'espace aérien de Taïwan - qui s'intensifierait de manière incontrôlée ? Des accidents mortels ont déjà eu lieu, comme la collision d'avril 2001 entre un avion de chasse de l'armée de l'air de l'APL et un avion de surveillance de la marine américaine au-dessus de la mer de Chine méridionale, en raison du pilotage imprudent du pilote chinois, qui a d'ailleurs trouvé la mort dans l'accident.

Selon le Pentagone, l'APL continue à planifier activement les éventualités

continentale - la RAND Corporation a analysé l'évolution de l'équilibre du pouvoir militaire entre 1996 et 2017 (voir la figure 5.3 ci-dessous).²²⁷ En ce qui concerne l'option nucléaire, la RAND a évalué la capacité de chacune des deux parties à dissuader l'autre en fonction d'un critère clé : « Lorsque les deux parties maintiennent une capacité de seconde frappe qui peut durer, les incitations à frapper en premier, tant pour les plus forts que pour les plus faibles, diminuent et la stabilité est, en ce sens, renforcée. »²²⁸ Comme le montre amplement la RAND, dans d'autres domaines, la Chine a constamment réduit l'écart de puissance avec les États-Unis.

En général, l'armée chinoise est dans un processus de modernisation soutenu et bien planifié. Elle semble déterminée à développer ce que l'on appelle l'A2/AD, ou 'l'anti-accès et le déni d'entrée en région' (anti-access/Area-denial), capacités qui lui permettraient d'essayer d'empêcher les forces adverses d'entrer sur certains théâtres d'opérations, ou d'opérer librement lorsqu'elle se trouve déjà dans des zones jugées vitales pour la sécurité chinoise. Actuellement, selon le Pentagone, les capacités A2/AD de l'armée chinoise sont les plus robustes dans la première

Xi Jinping lui-même a présidé un immense défilé de missiles balistiques et hypersoniques, de drones armés, de chasseurs furtifs et autres, serpentant les rues de Beijing sur des kilomètres.

militaires dans le détroit de Taïwan. Les capacités croissantes de l'APL dans tous les domaines militaires lui donnent diverses options pour dissuader toute action qui serait effectuée par Taïwan pour affirmer son indépendance ou forcer la réunification. Il existe de nombreuses ressources militaires dans cette partie du monde et, à mesure qu'elles se répandent, les possibilités d'incidents dans un espace aussi encombré vont augmenter.²²⁶

En examinant deux scénarios possibles de confrontation militaire entre les États-Unis et la Chine en Asie - un conflit sur Taïwan et un conflit plus éloigné de la Chine

chaîne d'îles au large des côtes chinoises, qui comprend Taïwan et les mers de Chine orientale et méridionale.²²⁹ Beijing investit massivement pour repousser ce périmètre vers l'est et le sud.

Alors que ces nouvelles capacités se développent, il est une fois de plus important de se rappeler que des erreurs de calcul et des fautes peuvent se produire, on ne peut le répéter trop souvent. De l'époque de la guerre froide, le rappel le plus troublant est peut-être la frayeur suscitée par la simulation Able Archer de l'OTAN en 1983, qui comprenait une simulation de lancement nucléaire américain si réaliste

FIGURE 5.3

Zones d'opérations	Plus près du continent chinois Scénario Taiwan				Plus loin du continent chinois Scénario Iles Spratly			
	1996	2003	2010	2017	1996	2003	2010	2017
1. Attaque base aérienne chinoise	Grand avantage US	Grand avantage US	Quasi parité	Avantage Chinois	Grand avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Quasi parité
2. Supériorité aérienne U.S. vs. Chine	Grand avantage US	Avantage US	Avantage US	Quasi parité	Grand avantage US	Grand avantage US	Avantage US	Avantage US
3. Pénétration espace aérien U.S.	Avantage US	Quasi parité	Quasi parité	Quasi parité	Grand avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Avantage US
4. Attaque base aérienne U.S.	Quasi parité	Grand avantage US	Avantage US	Avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US
5. Guerre anti-surface chinoise	Grand avantage US	Avantage US	Quasi parité	Avantage Chinois	Grand avantage US	Grand avantage US	Avantage US	Quasi parité
6. Guerre anti-surface U.S.	Grand avantage US	Grand avantage US	Avantage US	Avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US
7. Contre-espace U.S.	Avantage Chinois	Avantage Chinois	Quasi parité	Quasi parité	Avantage Chinois	Avantage Chinois	Quasi parité	Quasi parité
8. Contre-espace chinois	Grand avantage US	Avantage US	Quasi parité	Quasi parité	Grand avantage US	Avantage US	Quasi parité	Quasi parité
9. Cyberguerre U.S. vs. Chine	Grand avantage US	Grand avantage US	Avantage US	Avantage US	Grand avantage US	Grand avantage US	Avantage US	Avantage US

10. Stabilité nucléaire (confiance dans une capacité de seconde attaque)

	1996, 2003, et 2010		2017
	Faible confiance		Confiance moyenne
Chine			
U.S.	Grande confiance		

Source: RAND Corporation

qu'elle a presque déclenché une véritable réaction de la part du Pacte de Varsovie.²³⁰ Cette simulation mal conçue a permis de lancer un récit édifiant: une mauvaise compréhension de la nature du défi par un rival peut amener les puissances à se rapprocher de la confrontation beaucoup plus que leurs dirigeants ne le pensent.

Une alliance de non-démocraties?

Alors que la Chine est en train d'accroître sa puissance militaire et qu'il est vrai que l'une de ses principales vulnérabilités est son absence du réseau mondial d'alliés et de partenaires, du genre que les États-Unis ont entretenu pendant des décennies, Beijing travaille bien avec d'autres puissances lorsqu'il y voit un avantage. L'Arctique n'est

En 2016, les deux pays ont exécuté des contrats de coopération militaro-technique d'une valeur de 3 milliards de dollars.²³³

Puissance expéditionnaire

Avec l'augmentation de la richesse de la Chine, il n'est guère surprenant qu'elle investisse davantage dans la défense. Mais combien dépense-t-elle dans ce domaine et quel est son statut de puissance militaire aujourd'hui ?

Bien qu'une compréhension précise des dépenses militaires chinoises soit impossible à déchiffrer à partir de sources ouvertes de données, les preuves suggèrent que la nation est en train de mettre son argent là où se trouvent ses

Avec l'augmentation de la richesse de la Chine, il n'est guère surprenant qu'elle investisse davantage dans la défense.

qu'une des régions dans lesquelles la Chine et la Russie, par exemple, ont développé une relation stratégique potentiellement formidable, bien qu'instable.

Les deux pays ont également coopéré dans d'autres domaines ces dernières années, notamment dans le cadre du jeu de guerre de la Russie à Vostok en 2018. Ce jeu impliquait plus de 300 000 soldats, dont 3 500 de l'APL chinoise.²³¹ Vostok a soulevé des inquiétudes non seulement sur le partenariat stratégique entre la Russie et la Chine, mais aussi sur la question plus large de savoir si Beijing pourrait ou chercherait à créer une sorte d'alliance de non-démocraties pour contrer les États-Unis et leurs alliés et partenaires démocratiques dans le monde entier. Depuis Vostok, les exercices et formations conjoints Chine-Russie se sont accélérés.²³²

La Chine et la Russie sont également partenaires dans le commerce des armes depuis le début des années 1990. Alors que les achats d'armes russes par la Chine ont fluctué au fil des ans, les exercices et les entraînements communs approfondissent de plus en plus leur « entente » militaire.

ambitions. En 2019, la Chine a annoncé un budget de défense de 174 milliards de dollars, soit environ 1,3 % du PIB.²³⁴ Mais cela n'inclut pas de multiples catégories de dépenses et doit être ajusté pour tenir compte des réalités du pouvoir d'achat qui diffèrent des conversions brutes en dollars américains. Bien que les estimations varient, la plupart, y compris le ministère américain de la défense, estiment que les véritables dépenses militaires de la Chine sont supérieures à 200 milliards de dollars par an, soit une augmentation de près de sept fois depuis 2000 (voir figure 5.4).²³⁵

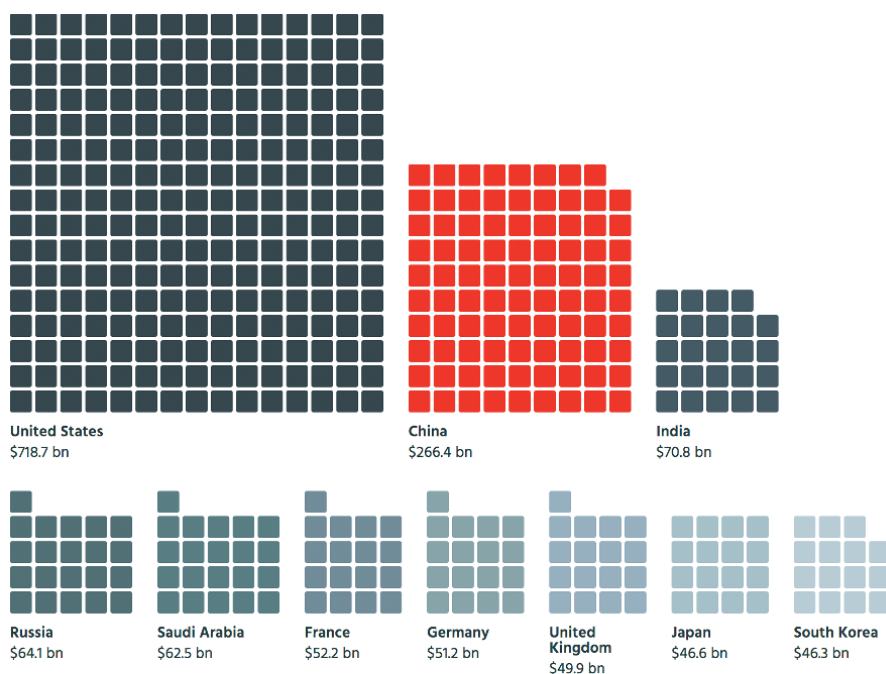
En plus des chiffres budgétaires, l'Institut international d'études stratégiques (IISS) a examiné la possibilité de mener des opérations sur tout le spectre de la guerre et a déterminé que la Chine est une « puissance expéditionnaire », semblable à la France, au Royaume-Uni et à la Russie dans le passé. La Chine a « prouvé sa capacité à déployer des capacités limitées à portée stratégique ».²³⁶ Bien qu'elle ne puisse actuellement pas projeter des forces conventionnelles à grande échelle à « portée continentale pendant une période prolongée », les forces nucléaires de la Chine

et la taille de ses forces conventionnelles lui servent de stimulant.²³⁷

Sans projection de force mondiale pour rivaliser avec les États-Unis, la Chine a compté sur une cyberguerre offensive contre les démocraties qui est en fait mondiale dans sa portée et son ampleur. La Chine utilise les cyber-outils pour obtenir des gains économiques, politiques et stratégiques. Selon un rapport de l'IISS pour 2019, le ministère de la sécurité d'État, l'APL et les pirates informatiques qui leur sont affiliés sont continuellement engagés dans « l'accumulation de données qui peuvent avoir une pertinence pour le renseignement, le contre-espionnage et la manipulation de l'information en Chine. »²³⁸ Ces données, combinées aux progrès de la Chine en matière d'IA et d'autres technologies, pourraient s'avérer particulièrement importantes dans les années à venir. Entre autres entités, le parti-État a ciblé des organisations financières d'Europe de l'Est (août 2020), des

agences gouvernementales taïwanaises (août 2020), le Vatican (juillet 2020), la compagnie aérienne britannique EasyJet (mai 2020), et le gouvernement américain, notamment le ministère de la santé et des services sociaux pendant la pandémie de la COVID-19 (avril 2020).²³⁹

Ceci dit, l'armée américaine reste supérieure. Avec un budget de défense de plus de 700 milliards de dollars, une expérience militaire durement acquise au cours des dernières décennies et des stocks de capitaux et de connaissances, il n'est pas surprenant que l'IISS considère toujours les États-Unis comme la seule puissance militaire véritablement mondiale.²⁴⁰ Cette puissance est souvent amplifiée lorsqu'elle est combinée avec les alliés de l'Amérique.



CSIS |  ChinaPower

Source: Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Figure 5.4. Top 10 des dépenses militaires par pays en 2019 (2018 Dollars non indexés)
Source: Center for Strategic and International Studies China Power Project



CHAPITRE 6: L'UNION FAIT LA FORCE

Le défi posé par la Chine aux démocraties du monde a de nombreuses dimensions. Et il n'y a pas un seul des facteurs de menace décrits dans les cinq chapitres ci-dessus qui puisse être relevé avec succès par les États-Unis seuls, du moins pas sans entraîner des coûts que le gouvernement américain et le public américain ne seraient probablement pas prêts à payer. Certains pourraient peut-être soutenir que le défi militaire est l'exception. Mais, comme le montre le Chapitre 5, la puissance militaire de la Chine augmente plus vite qu'on ne le pense souvent, surtout près de chez elle. Les États-Unis améliorent, et souvent de manière drastique, leurs chances de tenir la Chine à distance lorsqu'ils font entrer leurs alliés dans le jeu. Cela est vrai aussi bien dans la sphère militaire que dans les domaines de l'économie, de la technologie et de la diplomatie.

Cela soulève alors une question fondamentalement importante : à quoi ressemblent les alliances entre les démocraties au XXIe siècle ? Il est devenu à la mode dans de nombreux milieux de totaliser le PIB et le matériel militaire des démocraties du monde, de juxtaposer cela avec ce que la Chine peut déployer seule et, avec un roulement de tambour, d'annoncer que le Saint Graal a été retrouvé. La puissance brute et cumulée compte. Mais cela n'équivaut pas à déclarer la victoire avec une rhétorique pompeuse. Beijing sait très bien que sa principale vulnérabilité est son manque d'alliés, et que la plus grande force de l'Amérique est qu'elle en a beaucoup. C'est pourquoi la Chine se donne tant de mal pour semer la division - pour créer la perspective d'allégeances alternatives pour des nations qui, dans certains cas, font partie de la Pax Americana depuis des décennies ou

qui, dans d'autres, ne se sont pas encore décidées sur le camp auquel elles veulent appartenir, le cas échéant.

Bien que ce soit le début et non la fin de la discussion, la recherche menée par HFX suggère qu'il serait prudent de commencer à réfléchir selon les lignes suivantes :

OTAN mondiale, plus jamais

Les démocraties doivent opérer un changement conceptuel et, en fait, culturel dans leur attitude à l'égard des alliances au XXIe siècle. Parler d'une OTAN mondiale comme d'une réponse possible à la Chine est une bonne illustration d'une idée bien intentionnée qui s'enlise dans une vision du monde caractéristique du XXe siècle. La plupart des pays d'Asie, sans parler de l'Afrique, par exemple, qui pourraient faire partie d'une telle OTAN mondiale n'ont été indépendants des puissances coloniales (qui font partie de l'OTAN) que depuis le milieu du XXe siècle. En lançant cette idée aux participants asiatiques, tout ce que HFX a obtenu, c'était la stupéfaction. Il n'y a aucun désir de revenir à l'époque où les pays asiatiques se plaçaient sous les structures de pouvoir occidentales, même si aujourd'hui ils sont sous une nouvelle direction.

L'OTAN elle-même devrait rester là où elle est, en continuant à se concentrer sur son impressionnant rôle central, historiquement réussi, qui consiste à assurer paix, stabilité et liberté en Europe et dans l'Atlantique Nord, tout en améliorant ses capacités pour faire face aux menaces qui évoluent dans le domaine cybernétique. Ce qui fonctionnera en Asie sera des alliances et des partenariats flexibles entre les États-Unis et les nations asiatiques individuelles,

parfois en combinaison avec d'autres nations asiatiques, et parfois avec la participation supplémentaire d'autres alliés de l'extérieur de l'Asie.

Il convient de noter, en ce qui concerne l'OTAN, que le défi posé par la Chine lui a donné, à maints égards, un nouveau souffle. Des observateurs proches, ainsi que des initiés, affirment qu'il y a eu une remarquable convergence de points de vue sur la Chine parmi les États membres au cours des deux dernières années, et que le fait de placer la Chine au cœur de l'agenda américain a forgé à Washington un respect et une appréciation renouvelés des avantages que l'OTAN apporte au partage des charges pour relever le défi mondial le plus pressant de l'Amérique.

L'escadron de la Quad

Une approche plus intéressante que l'OTAN globale est la Quadrilatérale, plus formellement connue sous le nom de Dialogue de sécurité quadrilatéral. Formée en 2007 par les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie, elle s'est pratiquement effondrée un an plus tard à la suite de vives protestations sur son existence même de la part de Beijing, qui a effectué des démarches diplomatiques auprès des quatre pays qui la formaient.²⁴¹ La Quad a refait surface en 2017 comme une combinaison au potentiel extraordinaire.²⁴²

Elle s'est réunie récemment en octobre 2020, à Tokyo.

En premier lieu, la Quad démontre parfaitement que si l'on ne réussit pas au début, il faut réessayer. Le fait qu'il y aura des défis à relever pour construire de nouvelles alliances et de nouveaux partenariats au XXIe siècle doit être compatible avec les attentes dès le départ, de peur que les nations ne prennent la fuite au premier signe de difficulté.

La Quadrilatérale a été formée de manière organique après le tsunami de 2004, lorsque les forces maritimes des quatre pays se sont engagées dans des efforts d'assistance humanitaire coordonnée.²⁴³ Ses débuts ont donc été plus un partenariat qu'une alliance en soi. À peu près au même moment, une autre combinaison était en train de se former- la Trilatérale regroupant les États-Unis, le Japon et l'Australie - et les préoccupations concernant la Chine ont encouragé la formation de la Quad dans sa première incarnation. Bien qu'il soit facile de blâmer l'un ou l'autre des pays participants pour son effondrement précoce, celui-ci s'est produit au plus fort d'une incertitude beaucoup plus générale, voire d'un déni du défi que représente la Chine. Il a fallu du temps aux États-Unis et à leurs alliés en Europe pour prendre de la vitesse face au défi que représentait la Chine. Cela devrait faire réfléchir tout le



monde avant de critiquer des pays tels que l'Australie, l'Inde et le Japon, qui n'ont pas été plus en retard que le reste du monde dans la clarification de cette question. En effet, la renaissance de la Quadrilatérale peut être considérée comme l'une des premières étapes concrètes sur la voie de la clarté quant aux intentions de Beijing et à la nécessité de les vérifier.

La Quad se réunit deux fois par an de façon régulière depuis 2017. Elle s'est élargie de diverses manières, et ne s'est pas contentée de survivre. Elle englobe désormais la sécurité maritime, les questions de cyber-sécurité et la connectivité régionale.²⁴⁴ Il y a également des activités annexes, notamment des réunions des ambassadeurs de la Quad en Asie du Sud-Est pour discuter de manière informelle. Il s'agit d'un arrangement très flexible : il n'existe pas seulement en tant que Quad. Il existe des relations trilatérales variables avec des nations comme l'Indonésie ou les Philippines. Elle a servi en quelque sorte de base lors de la crise du coronavirus, en faisant entrer dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est des pays qui, selon la Chine étaient délibérément exclus par les membres de la Quad.²⁴⁵

La Quad illustre également une combinaison réalisable dans laquelle la contribution de chacun peut être différente sans provoquer de rancœur. Le Japon, par exemple, n'apporte peut-être pas autant en termes de poids militaire que l'Inde ou les États-Unis, mais il peut jouer un rôle plus important en matière de financement et d'investissement. L'Australie est peut-être la plus petite économie, mais elle est le membre résident pilier de la zone Asie-Pacifique des Five EYES (« Cinq Yeux ») - États-Unis, Royaume-Uni, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande - qui est elle-même un modèle utile de relation de coopération efficace entre les démocraties au XXIe siècle.

Comme l'a dit une personne interrogée bien informée dans le cadre de la recherche menée par HFX : « La Quad est une coalition de volontés. Peut-être en miniature, elle

montre ce que les démocraties du monde peuvent faire sur une toile plus large. C'est un modèle de réseaux de partenariats. Vous ne verrez pas l'Asie passer d'un réseau 'hub-and-spoke' à une plateforme genre OTAN ».

Certains aspects de la combinaison des quatre pays peuvent être reproduits ailleurs, mais ce sont sa flexibilité et son approche discrète des relations publiques qui constituent sa caractéristique la plus applicable. Il y a peu de fioritures, et il n'est pas nécessaire d'en avoir pour qu'un partenariat utile fonctionne. De telles approches pourraient annoncer un âge d'or pour la diplomatie, alors que les nations mettent en place ces partenariats d'un nouveau style.

L'Amérique d'abord, mais pas seule

Tout aussi important est le fait que les démocraties doivent repenser un système d'alliance et de partenariat démocratique qui fonctionne pour son leader naturel, qui restera les États-Unis.

À travers le spectre politique et au sein de l'opinion publique américaine, le sentiment est largement répandu que les États-Unis ont reçu 'un marché dupe' de leurs alliés. Et les alliés qui ont effectivement fait 'des marchés dupes' aux États-Unis ont besoin de rectifier le tir. Pour leur part, les alliés de l'Amérique ont, ces dernières années, ressenti un malaise similaire, partageant le sentiment distinct qu'ils ne sont ni suffisamment appréciés ni respectés à Washington.

C'est le moment idéal pour que les démocraties se réunissent et concluent un nouveau marché avec les États-Unis. Encore une fois, cela ne doit pas se faire à coups de fioritures. Il n'est pas non plus nécessaire que cela soit particulièrement dramatique. Mais pour relancer la relation avec Washington, les alliés devraient commencer à réfléchir aux lignes suivantes dans le cadre d'une réévaluation constructive de leur position et de la manière dont ils peuvent apporter plus de valeur aux alliances et aux partenariats

qu'ils souhaitent toujours voir les États-Unis diriger.

En Europe, le Brexit pose un défi à une Union européenne qui a longtemps vacillé dans le domaine de la politique étrangère. Transformant l'adversité en opportunité, le Brexit doit être saisi comme un point de rupture, offrant la perspective d'un nouvel accord sur la base de fondations plus réalistes pour la politique étrangère et de sécurité en Europe. De nombreuses personnes interrogées dans le cadre de la recherche HFX, notamment en Asie, ont fait remarquer que l'Europe n'était pas seulement géostratégiquement non pertinente de nos jours, mais, pire encore, elle risquait de devenir un espace géostratégique contesté. On ne peut pas laisser cela se produire et, dans la mesure où cela se produit, il faut que ce soit inversé. L'Europe est la plus grande plaque tournante des démocraties dans le monde ; elle abrite également certaines de ses nations les plus riches et les

devrait proposer de prendre la tête, ou du moins de jouer un rôle accru aux côtés des États-Unis, dans les relations avec la Russie, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord. Ce type de partage des charges est exactement le moyen de rétablir la confiance des États-Unis dans leurs alliés. Étonnamment, nous avons rencontré un soutien important pour cette idée, en particulier en Allemagne. Tout comme la Quad lorsque celle-ci a démarré, il ne serait pas facile de faire fonctionner cette combinaison. Mais, malgré les meilleures intentions de Bruxelles, elle est davantage ancrée dans le monde réel que les attentes concernant le type de cohérence de la politique étrangère et de sécurité qui, jusqu'à présent, n'a jamais vraiment été atteinte par l'ensemble de l'UE-27. Ce qui ne veut pas dire que l'Union européenne n'a pas un rôle stratégique à jouer, surtout lorsqu'elle peut réunir le consensus nécessaire pour exercer le formidable effet de levier que lui procure son énorme marché unique. Mais une troïka Royaume-

Tout aussi important est le fait que les démocraties doivent repenser un système d'alliance et de partenariat démocratique qui fonctionne pour son leader naturel, qui restera les États-Unis.

plus importantes sur le plan militaire et diplomatique.

Outre les changements évidents dans la façon dont certaines nations européennes sont devenues trop dépendantes des investissements et des marchés chinois, le changement le plus important doit se situer au sommet. Dans cette optique, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne pourraient se réunir au sein d'un groupe de trois pour faire le plus gros du travail. Au milieu des brumes empoisonnées et persistantes des négociations du Brexit, une telle proposition peut sembler fantaisiste. Mais ces brumes se dissiperont, et toutes les parties devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que cela se produise le plus rapidement possible. Le Royaume-Uni est la puissance militaire et diplomatique la plus importante d'Europe. Il ramène les "Five Eyes" à la table, parmi de nombreux autres atouts. Une troïka Royaume-Uni-France-Allemagne

Uni-France-Allemagne a de meilleures chances de devenir un bloc de puissance déployable de manière cohérente sur la scène européenne. Il y a là une idée à exploiter. Elle doit être explorée.

Pour y réfléchir d'une façon un peu plus poussée, examinons le dernier rapport du Pentagone sur l'armée chinoise. Il indique que la marine chinoise est désormais la plus grande au monde avec 350 navires. Les États-Unis en ont 293. Cela a naturellement provoqué une certaine consternation, surtout face aux critiques de certains milieux qui estiment que les États-Unis ont du mal à atteindre leur propre objectif de 350 navires.²⁴⁶ Mais voyons ce que le Groupe des trois précité ferait de ces calculs. En août 2020, la Royal Navy britannique comptait soixante-dix-sept navires en service.²⁴⁷ La marine française en avait quatre-vingt-seize, et la marine allemande soixante-cinq.^{248,249}

Soit 238 navires en tout. Certains d'entre eux, certainement, pourraient être présents en Asie, comme le sont déjà les Français, ajoutant ainsi matériellement aux capacités des États-Unis, du Japon, de l'Australie et de l'Inde. Bien sûr, il s'agit d'un calcul de coin de table, et il vise à illustrer un point plutôt qu'à faire des comparaisons stratégiques précises. Mais, avec cette mise en garde fermement affichée, les forces navales américaines et seulement trois alliés en Europe peuvent rassembler 531 navires, contre une flotte intimidante à première vue de 350 navires pour la Chine. Les États-Unis ont des alliés qui *peuvent* supporter des charges, *s'ils s'unissent avec un nouvel objectif pour le faire*. Il y a longtemps que personne ne s'est sérieusement penché à nouveau sur des idées telles que l'existence d'un Groupe européen de trois. C'est le moment idéal pour le faire.

L'Inde est un acteur essentiel qui est destiné à jouer un rôle crucial dans les affaires mondiales au début du XXIe siècle. Elle représente le troisième budget de défense du monde, sa deuxième population et sa cinquième économie.²⁵⁰ Dans chacune de ces catégories, elle est en hausse. Des discussions avec le pool de recherche HFX en Asie, et au-delà, une chose est devenue claire par-dessus tout : l'Inde n'a pas le moindre intérêt à être une « puissance

d'équilibre » pour qui que ce soit d'autre que l'Inde. Elle pourrait bien devenir un équilibreur crucial contre la puissance chinoise, et ce serait dans l'intérêt du monde démocratique tout entier. Mais elle n'a pas l'intention de le faire pour réjouir le cœur de la communauté de politique étrangère de Washington. L'Inde veille à ses propres intérêts, comme elle le devrait. Heureusement, les intérêts de l'Inde et ceux du reste du monde démocratique convergent dans de nombreux domaines. Contrairement à la thèse centrale du *The Thucydides Trap* (Piège à Thucydide), une Inde en croissance serait tout à fait dans l'intérêt des États-Unis, et une attention sérieuse pour aider l'Inde à se développer devrait être une priorité absolue pour Washington et ses alliés partout dans le monde.

Dans ce cadre, les démocraties du monde devraient faire pression pour que l'Inde devienne le sixième membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies. Si la Chine et la Russie choisissaient de s'opposer à une telle démarche, cela servirait à souligner à New Delhi qui sont ses amis et qui ne le sont pas.

En Asie et dans la région Asie-Pacifique, le Japon pourrait proposer de renforcer ses capacités dans tous les domaines,



des missiles balistiques aux sous-marins et même dans le domaine de l'espace.²⁵¹ Taiwan devrait participer aux exercices militaires du Commandement indopacifique américain, peut-être seulement en termes de personnel médical au début, mais au moins ce serait un bon début. La Corée du Sud pourrait être encouragée à 'réchauffer' ses relations avec le Japon et à entamer des discussions en vue d'un processus de rapprochement à long terme. L'Australie pourrait aider à raffermir les efforts de Quad-Plus pour se rapprocher de son partenaire de Five Eyes, la Nouvelle-Zélande, qui a rejoint les multilatérales Quad dans le sillage du coronavirus en 2020. Comme nous l'avons suggéré ci-dessus, la Quad elle-même est l'un des aspects les plus intéressants de l'architecture de sécurité mondiale. Elle devrait être encouragée à poursuivre sa trajectoire actuelle.

Les alliés africains, tout comme leurs homologues européens, ont un travail à faire pour déloger la Chine en tant qu'investisseur de plus en plus gênant, en particulier dans les secteurs sensibles tels que les télécommunications et la technologie numérique. Bien entendu, la Chine est également fortement impliquée dans l'achat de matières premières, comme le cuivre, le zinc, le nickel et autres. L'établissement de la première base militaire chinoise d'outre-mer à Djibouti en 2017 illustre les ambitions stratégiques de Beijing sur le continent africain. Mais ce n'est pas tout. La Chine a construit ou financé des dizaines de ports sur les côtes africaines qui sont désormais régulièrement visités par les navires de la marine chinoise.

Pour les mêmes raisons qui font qu'une OTAN mondiale serait un échec en Asie, les États-Unis et les pays européens doivent tenir compte du passé colonial en traitant avec les pays africains. Alors que les anciennes puissances coloniales sont des nations européennes, les États-Unis ont leur propre histoire troublante avec l'Afrique et sont, à maints égards, considérés comme le successeur dans le Nord mondial de ces anciennes puissances coloniales. Repenser les stratégies visant

à libérer les nations africaines de leur dette et réfléchir plus sérieusement à la manière dont elles pourraient bénéficier d'un statut plus équitable dans la politique d'immigration est une meilleure base pour de bonnes et respectueuses relations que de simplement les réprimander pour avoir rejoint l'initiative « Une ceinture, une route ». Les dirigeants syndicaux des États-Unis ont également déclaré à HFX que la puissance douce des États-Unis en Afrique pourrait être considérablement renforcée si les entreprises américaines opérant sur le continent offraient de meilleures conditions aux travailleurs locaux et aux communautés dans lesquelles ils vivent. Les entreprises américaines ne sont pas assez souvent considérées comme de meilleurs employeurs que leurs homologues chinoises. Il faut que cela change si les États-Unis veulent gagner la bataille des cœurs et des esprits. C'est une bonne illustration de la nécessité d'adopter une approche beaucoup plus globale de la société dans la construction d'alliances au XXIe siècle que ce à quoi les nations étaient habituées au XXe siècle. Le réaménagement des relations en Afrique selon ces principes fournira une base utile pour établir une confiance et un respect mutuels, et pour que les nations africaines apportent leurs propres atouts à la table des négociations en ce qui concerne le défi que pose la Chine au monde entier.

En Amérique latine, les États-Unis doivent également prendre conscience des injustices passées, tandis que les nations d'Amérique latine doivent montrer qu'elles comprennent que des sections entières de la population américaine sont profondément préoccupées par l'immigration clandestine qui s'effectue à leur frontière sud. C'est déjà le cas, à maints égards. Mais il est facile de passer à côté des choses car 'l'arbre cache la forêt'. Ce sont ces questions qui déterminent l'ambiance dans laquelle se déroule la discussion géostratégique dans les Amériques. En fait, de nombreuses nations sud-américaines dépendent économiquement de la Chine mais craignent en même temps ses ambitions géopolitiques. Les États-Unis ont, jusqu'à présent, largement perdu l'opportunité

évidente et implicite qui s'y présente. La Chine le sait et est toujours prête à jouer à diviser pour régner là où elle le peut.

Washington et les capitales des démocraties latino-américaines ont besoin d'une noble cause autour de laquelle s'unir - une réussite qui puisse redynamiser les relations. Ils devraient s'unir avec un objectif renouvelé pour faire pression sur le régime Maduro au Venezuela. Mais, dans le cadre d'un partenariat digne du XXIe siècle, ils ne devraient pas se contenter de voir Juan Guaido prendre la place qui lui revient de droit en tant que président du Venezuela. Un nouveau contrat social pour le peuple vénézuélien, soutenu par des investissements américains et régionaux pour rivaliser avec le plan Marshall, pourrait être une mesure de confiance majeure pour les peuples d'Amérique latine rendus cyniques depuis longtemps par une rhétorique vide et des stratégies de développement axées sur la dette. Il pourrait également servir de réponse solide à la prétention de Beijing d'offrir le meilleur modèle de développement du XXIe siècle.

En Amérique du Nord même, le Canada est déjà le plus proche allié de l'Amérique, surtout si l'on considère le mélange unique de proximité géographique, d'histoire, d'accords commerciaux, d'appartenance commune à des alliances telles que l'OTAN, et de défis stratégiques directement vécus comme l'avenir de l'Arctique. Les États-Unis bénéficient déjà d'une coopération exceptionnellement étroite avec l'armée canadienne, dont les formidables capacités bénéficieraient encore d'une augmentation des dépenses, notamment pour atteindre le seuil de 2 % du PIB fixé comme ligne directrice par l'OTAN. La plupart des pays de l'OTAN n'atteignent pas cet objectif, mais si le Canada l'atteignait, cela aurait une forte valeur symbolique, allant bien au-delà des relations entre les États-Unis et le Canada pour rassurer l'opinion publique américaine sur le fait que ses alliés font leur part. Le Canada, en tant que pays hôte du Forum sur la sécurité internationale d'Halifax qui se tient annuellement, a également démontré par ce fait même qu'il a une place naturelle en tant qu'organisateur du

dialogue stratégique international entre les États-Unis et leurs alliés démocratiques à travers le monde. Outre les capacités impressionnantes du Canada en matière de puissance dure, il s'agit d'un atout en matière de puissance douce qui pourrait être étendu sur de nombreux fronts et dans de nombreux domaines. Le Canada est mieux placé que toute autre démocratie dans le monde pour remplir ce rôle.

Le Mexique est également unique en tant qu'allié des États-Unis. Il est à la fois un partenaire nord-américain et un partenaire latino-américain. Les États-Unis et le Mexique doivent tous deux réduire les tensions autour de leur frontière ; cela aurait le mérite supplémentaire d'ouvrir l'espace dans le domaine public pour une meilleure appréciation de la valeur que le Mexique apporte déjà à la sécurité nationale des États-Unis. Si l'augmentation des dépenses de défense du voisin du nord pouvaient apporter un avantage aux relations publiques, des efforts accrus du Mexique dans le domaine de la sécurité pourraient être particulièrement rassurants pour le public américain. L'architecture de défense du Mexique est actuellement limitée par un budget de défense qui ne représente que 0,5 % du PIB.²⁵² Un mélange de soutien au développement des capacités de l'État et un plan par étapes pour augmenter les dépenses de défense, en particulier en termes de capacité à lutter contre les syndicats de trafiquants de drogue et de personnes, serait bon en soi et démontrerait la bonne volonté du peuple américain.

Des alliés connus pour être bons

D'une manière générale, toutes les démocraties peuvent se réunir avec l'Amérique, soit individuellement, soit en combinaison avec d'autres (pas nécessairement *tous* les autres), pour partager des technologies et établir des relations commerciales préférentielles. Comme toute première recommandation politique, le rapport 2020 du groupe de travail sur l'avenir de la défense des services armés de la Chambre des représentants des États-Unis a exhorté les États-Unis, et

le Congrès et le Pentagone en particulier, à « entreprendre et à gagner » la course à l'intelligence artificielle (IA), y compris en adoptant des mesures spécifiques telles que l'obligation pour « chaque programme majeur d'acquisition de défense d'évaluer au moins une IA ou une alternative autonome avant le financement », et l'obligation pour tous ces programmes « d'être prêts pour l'IA et de s'emboîter dans les réseaux de commandement et de contrôle communs couvrant tous les domaines existants et prévus.²⁵³

HFX approuve cette recommandation, mais suggère en outre que *tous* les ministères de la défense du monde démocratique non seulement fassent de même, mais travaillent avec le Pentagone pour mobiliser les ressources et trouver des synergies là où c'est possible et aussi, plus généralement, pour partager les connaissances et les

des chaînes d'approvisionnement des entreprises vis-à-vis de la Chine, les démocraties du monde, sous la direction des États-Unis, devraient avoir pour ambition à long terme d'établir une zone de libre-échange mondiale pour les démocraties. L'accord États-Unis-Mexique-Canada et le marché unique de l'Union européenne sont des éléments de base naturels pour la création éventuelle d'un tel club mondial et démocratique de libre-échange. Ce club devrait être élargi pour inclure l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et toutes les autres démocraties de la région indopacifique, ainsi que les démocraties d'Afrique et d'Amérique centrale et du Sud.

À partir d'une telle position de force, les démocraties devraient alors coordonner les décisions politiques et d'investissement liées à la dépendance des consommateurs

Afin de préserver les avantages du commerce international tout en réduisant la dépendance des consommateurs et des chaînes d'approvisionnement des entreprises vis-à-vis de la Chine, les démocraties du monde, sous la direction des États-Unis, devraient avoir pour ambition à long terme d'établir une zone de libre-échange mondiale pour les démocraties.

idées novatrices en matière d'IA et dans tous les autres domaines techniques. En complément, HFX approuve et encourage toutes les autres démocraties à suivre la recommandation de la House Task Force sur le sujet en question pour que les États-Unis s'engagent à consacrer au moins un pour cent de leur produit intérieur brut à la recherche et au développement soutenus par le gouvernement.

L'espace est un domaine également dominé par la technologie, où les démocraties pourraient mieux mobiliser leurs ressources et accroître les investissements de manière coordonnée. C'est un domaine de plus en plus contesté et la Chine fait des progrès significatifs dans la recherche et le développement ainsi que dans le lancement de satellites.

Afin de préserver les avantages du commerce international tout en réduisant la dépendance des consommateurs et

et de la chaîne d'approvisionnement. Cette ambition se heurte à de nombreux obstacles de la part des groupes d'intérêts nationaux. Cependant, les grands dirigeants visionnaires du XXe siècle ont su surmonter de tels obstacles pour relever les défis de leur époque. Les dirigeants du XXIe siècle doivent relever les défis d'aujourd'hui en faisant preuve d'un courage et d'une conviction similaires.

Introduire une plus grande souplesse, ainsi qu'une plus grande profondeur, dans la culture de formation d'alliances et de partenariats au XXIe siècle signifie naturellement ne pas demander aux pays de faire des choix noirs ou blancs, par exemple entre Beijing et Washington en matière de commerce, surtout en l'absence aujourd'hui d'une zone mondiale de libre-échange du genre que nous venons d'évoquer.

S'il existe certains domaines de

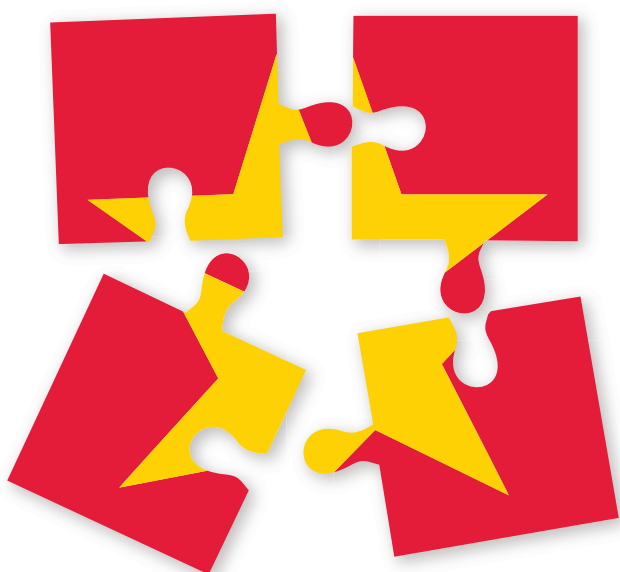
coopération évidents que les démocraties devraient consacrer beaucoup de temps à développer, il y a aussi des pièges à éviter. Aussi séduisant que cela puisse paraître, par exemple, les démocraties devraient se garder d'imiter l'initiative chinoise « Une ceinture, une route » en jetant le bon argent par les fenêtres sur des projets d'infrastructure dont la valeur économique est souvent incertaine et qui risquent de perpétuer la corruption. Si les projets d'infrastructure dans les pays les plus pauvres sont économiquement viables, chacun devrait être financé par des prêts commerciaux, y compris ceux offerts à des taux d'intérêt bonifiés par les institutions financières mondiales. Dans les conditions d'extrême pauvreté ou de reconstruction après une catastrophe naturelle ou une guerre, le financement des projets d'infrastructure devrait être offert gratuitement dans le cadre des programmes d'aide étrangère ; la diligence nécessaire en matière de corruption, de respect des droits des travailleurs et des normes environnementales et autres étant une condition préalable non négociable. Dans d'autres cas, ni les contribuables américains ni ceux des autres démocraties ne devraient être invités à financer une course vers le bas avec Beijing au nom de pays prêts à vendre leur allégeance et leur souveraineté au plus offrant.

Si le défi de la Chine est effectivement un défi qui concerne l'ensemble du gouvernement et de la société, il n'en reste pas moins qu'il s'agit avant tout d'un défi stratégique. Il existe un besoin immédiat de renforcer considérablement la coordination entre les ministères de la défense dans le monde démocratique dans tous les domaines liés au défi posé par la Chine. Alors que la création d'une nouvelle organisation supranationale prendrait du temps et souffrirait de la bureaucratie, HFX a plus de dix ans d'expérience dans sa mission unique de renforcement de la coopération stratégique entre les démocraties du monde. Conformément aux suggestions faites à HFX au cours des recherches effectuées pour ce document, les ministères de la défense devraient formaliser leur relation avec HFX en tant

que plaque tournante toute prête pour le partage des meilleures pratiques et des idées novatrices dans une course vers le sommet pour relever le défi de la Chine.

Le point essentiel à retenir de tout ce qui a été exposé dans ce manuel est que les démocraties doivent, avant tout, être absolument claires sur la nature et la réalité du défi que la Chine de Xi pose aujourd'hui au monde libre. Les erreurs des politiques passées ont été commises précisément parce que la pensée collective s'était construite sur les plages de sable des vœux pieux et des analyses erronées. Sur les bases plus solides d'une évaluation réaliste de ce à quoi les démocraties sont confrontées, une bonne politique et des alliances revigorées entre les démocraties se suggéreront naturellement d'elle-même. Cela ne signifie pas qu'il est facile de formuler des politiques prudentes et réfléchies. Mais cela signifie que la communauté démocratique des nations maximise ses chances d'y parvenir lorsque la nature de ce dont elle s'occupe a d'abord été exposée au grand jour.

Beijing a poussé les démocraties du monde au bord d'une confrontation dont les démocraties du monde et leurs peuples ne voulaient pas. Si les dirigeants chinois sont prêts à réévaluer sobrement leurs objectifs et à reconfigurer les ambitions du PCC, la confrontation peut encore être évitée. Si la Chine choisit de ne pas réévaluer et de ne pas reconfigurer, alors, calmement mais résolument, les démocraties peuvent se réunir et se réuniront pour relever le défi du « Plus Grand Jeu » de ce siècle.





LES PRINCIPES HFX POUR LA CHINE

Le monde démocratique s'engage à se défendre contre les pratiques suivantes qui sapent ses valeurs et son mode de vie :



IGNORER LES TENTATIVES DE LA CHINE D'INTERFÉRER DANS LES SOCIÉTÉS DÉMOCRATIQUES ;



SE SOUMETTRE, COLLABORER OU PARTICIPER À UNE QUELCONQUE CENSURE OU AUTOCENSURE DES IDÉES, DES ÉCRITS, DES ENTREPRISES ARTISTIQUES OU DES DÉCLARATIONS CONCERNANT LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ;



PARTICIPER À TOUTE PRATIQUE OU TOUT ÉCHANGE LIÉ AUX AFFAIRES OU À LA TECHNOLOGIE, QUI ASSISTE ET ENCOURAGE L'OPPRESSION EXERCÉE PAR LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS (PCC) À L'ENCONTRE DE SON PROPRE PEUPLE ;



OMETTRE DE S'OPPOSER AUX TENTATIVES PAR LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE D'ÉTABLIR UNE GOUVERNANCE MONDIALE DE L'INTERNET ET DES NORMES TECHNOLOGIQUES EN ACCORD AVEC SES PROPRES VALEURS ET AMBITIONS AUTORITAIRES ;



SOUTENIR OU S'ENGAGER DANS TOUTE FORME DE PUNITION OU DE SANCTION À L'ENCONTRE DE QUICONQUE POUR CAUSE DE CRITIQUES À L'ÉGARD DE LA CHINE ;



OMETTRE DE SOUTENIR LES PERSONNES ET LES GOUVERNEMENTS DU MONDE ENTIER QUI ONT UN ESPRIT DÉMOCRATIQUE ET QUI SUBISSENT DES PRESSIONS OU DES INTIMIDATIONS DE LA PART DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE ;



ACHETER OU NÉGOCIER, EN CONNAISSANCE DE CAUSE, DES PRODUITS OU DES SERVICES CHINOIS FABRIQUÉS GRÂCE AU TRAVAIL FORCÉ, OU QUI SONT LE RÉSULTAT D'ACTIVITÉS CRIMINELLES COMME LA CONTREFAÇON OU LE VOL DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.



PERSONNES INTERVIEWÉES

Les personnes figurant sur la liste ci-dessous n'ont aucune responsabilité quant au contenu de ce guide. HFX leur est reconnaissante pour leurs diverses opinions, et leur expertise.

Michael Abramowitz

Président
Freedom House

Hiroyuki Akita

Commentateur, Rédacteur d'opinion
Nikkei

Madeleine Albrigh

Présidente, Albright Stonebridge Group
64ème Secrétaire d'Etat américain

Bethany Allen-Ebrahimian

Reporter sur la Chine
Axios

James Appathurai

Vice Secrétaire général adjoint pour les affaires politiques
et la politique sécuritaire
Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

Alyssa Ayres

Chercheure principale pour l'Inde, le Pakistan et l'Asie
Council on Foreign Relations

Jim Banks

Représentant de l'Indiana
Chambre des représentants des Etats-Unis

Kavita Berger

Directrice, Conseil sur les sciences de la vie
The National Academies of Sciences, Engineering, and
Medicine

Richard Berry

Assistant spécial
Commandement américain indo-pacifique

Bill Bishop

Éditeur
Sinocism Newsletter

Julie Bishop

Chancelier, Université nationale australienne
38ème Ministre des affaires étrangères d'Australie

Jude Blanchette

Freeman Chaire d'études chinoises
Centre pour les études stratégiques et internationales

Lincoln Bloomfield, Jr.

Président émérite
Stimson Center

Ellen Bork

Rédacteur
American Purpose

Anne-Marie Brady

Professeure
Université de Canterbury

Hal Brands

Chercheur résident
American Enterprise Institute

Thomas Breslin

Professeur, Politiques et relations internationales
Université internationale de Floride

Darrell Bricker

PDG
IPSOS Public Affairs

Ian Brodie

Professeur associé, Université de Calgary
Chercheur, Canadian Global Affairs Institute
Ancien Chef de cabinet du Premier ministre du Canada

Kerry Brown

Professeur d'études chinoises et Directeur, Institut Lau
China
King's College Londres

Reinhard Bütikofer

Membre, Parlement européen
Président, China-Delegation Greens/EFA Groupe au
Parlement européen

John Calabrese

Directeur, Projet sur le Moyen-Orient et l'Asie de l'est
Middle East Institute

Phillip Calvert

Chercheur principal, China Institute, Université d'Alberta
Ancien directeur général pour l'Asie du nord, Global Affairs
Canada

Leslie Campbell

Associé principal et Directeur régional, Programmes pour
le Moyen-Orient et l'Afrique du nord
National Democratic Institute

Steve Chao

Journaliste d'enquête

Ketty Chen

Vice-Présidente
Taiwan Foundation for Democracy

Jessica Chen Weiss

Professeure associée auprès du Gouvernement
Université Cornell

Tarun Chhabra

Chercheur principal, Center for Security and Emerging Technology
Georgetown University

Gregory Chin

Professeur de Sciences politiques
York University, Canada

Chui-Cheng Chiu

Vice-ministre
Conseil des affaires continentales de Taiwan

Darlene Chiu Bryant

Fondatrice et Directrice exécutive
GlobalSF

Elbridge Colby

Directeur et co-fondateur
L'Initiative Marathon

Heather Conley

Vice-Présidente principale pour l'Europe, l'Eurasie, et l'Arctique; Directrice, Programme Europe
Centre pour les études stratégiques et internationales

Sarah Cook

Analyste de recherche principale pour la Chine, Hong Kong, et Taiwan
Freedom House

Chris Coons

Sénateur du Delaware
Sénat des Etats-Unis

Robert Daly

Directeur, Kissinger Institute on China and the United States
The Wilson Center

Malcolm Davis

Analyste principal
Institut australien des politiques stratégiques

Harris Diamond

Président et PDG
McCann Worldgroup

Larry Diamond

Chercheur principal
Institution Hoover, Université Stanford

Lowell Dittmer

Professeur Émérite
Université de California Berkeley

Paula Dobriansky

Chercheuse principale, "The Future of Diplomacy Project"
Université de Harvard, Centre Belfer pour les sciences et les affaires internationales

Wendy Dobson

Professeur Émérite d'analyse économique et de politique,
Rotman School of Management
Université de Toronto

Peter Donolo

Vice-Président, Hill+Knowlton Strategies Canada
Ancien directeur des communications auprès du Premier ministre du Canada

Daniel Drezner

Professeur de politiques internationales
The Fletcher School, Tufts University

Andrew Duncan

PDG
IGX LLC

Elizabeth Economy

Chercheuse principale
Institution Hoover, Université Stanford

Karl Eikenberry

Ancien ambassadeur américain en Afghanistan
Lieutenant Général, Armée US (Ret.)

Matt Erickson

Vice-Président Solutions
SpiderOak

Paul Evans

Professeur
Université de British Columbia

Richard B. Fadden

Chercheur principal, Graduate School of Public and International Affairs, Université d'Ottawa
Ancien conseiller à la sécurité nationale auprès du premier ministre du Canada

Teuku Faizasyah

Conseiller auprès du Ministre des affaires étrangères indonésien pour les affaires politiques, légales, et sécuritaires
Ministère des affaires étrangères d'Indonésie

Tobias Feakin

Ambassadeur pour les affaires cybernétiques et la technologie critique
Australie

Dean Fealk

Partenaire gérant
DLA Piper

Cathy Feingold

Directrice du Département international
AFL-CIO

Lee Feinstein

Doyen, Hamilton Lugar School of Global and International Studies
Indiana University Bloomington

Niall Ferguson

Chercheur principal Milbank Family
Institution Hoover, Université Stanford

Concetta Fierravanti-Wells

Sénateur pour le New South Wales
Parlement d'Australie

David Finkelstein

Vice-Président et Directeur, Département des affaires de sécurité de la Chine et de l'Indo-Pacifique
CNA

L. Gordon Flake

PDG
Perth USAsia Centre



LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Michèle Flournoy

Co-Fondatrice et partenaire gérante
WestExec Advisors
Ancienne sous-secrétaire à la défense Etats-Unis

Alex Foard

Directeur de Business Development – Hangzhou & Nanjing
Bay Area Council

Liam Fox

Membre du Parlement pour le North Somerset,
Chambre des communes du Royaume Uni
Ancien Secrétaire d'État à la défense Grande-Bretagne

Lawrence Freedman

Professeur émérite d'études de la guerre
King's College Londres

Aaron Friedberg

Professeur de politiques et d'affaires internationales
Université Princeton

King-wa Fu

Professeur associé
Centre du journalisme et des études médiatiques,
Université d'Hong Kong

Ulf Gartzke

Partenaire gérant
Spitzberg Partners LLC

Robert Gates

Chancelier, College of William & Mary
22ème Secrétaire d'Etat américain à la défense

Julian Gewirtz

Chercheur
Columbia-Harvard China & the World Program

Bates Gill

Professeur, Université Macquarie
Chercheur associé principal, Royal United Services
Institute

Chaitanya Giri

Chercheur, Etudes de l'espace et de l'océan
Conseil indien sur les relations mondiales

Bonnie Glaser

Directrice, China Power Project
Center for Strategic and International Studies

John Glenn

Directeur de politique
US Global Leadership Coalition

François Godement

Chercheur principal pour l'Asie, Institut Montaigne
Chercheur non résident, Carnegie Endowment for
International Peace

Edward Goldenberg

Partenaire, Bennett Jones LLP
Ancien Chef de cabinet du Premier ministre du Canada

David Goldman

Rédacteur adjoint
Asia Times

Jerrold Green

Président et PDG
Conseil pacifique sur la politique internationale (Pacific
Council on International Policy)

Michael Green

Vice-Président principal pour l'Asie
Center for Strategic and International Studies

Edward Greenspon

Président & PDG
Public Policy Forum

Tanner Greer

Chercheur Emergent Ventures
Mercatus Center

Thomas Greminger

Ancien Secrétaire général
Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Louisa Greve

Directrice de Global Advocacy
Projet sur les droits humain des Ouïgours

Chuck Hagel

24ème Secrétaire d'État à la défense US
Ancien sénateur US du Nebraska

Clive Hamilton

Professeur d'éthique publique
Université Charles Sturt

Melanie Hart

Chercheuse principale et Directrice de China Policy
Center for American Progress

Ryan Heath

Rédacteur principal
POLITICO

Peter Hefele

Chef de département pour l'Asie et le Pacifique
Konrad Adenauer Stiftung

Richard Javad Heydarian

Chercheur, National Chengchi University
Chroniqueur, Philippine Daily Inquirer

Isabel Hilton

PDG et Rédacteur
Chinadialogue

Samantha Hoffman

Analyste principal
Institut australien de politique stratégique, International
Cyber Policy Centre

Andrew Holland

Chef d'exploitation
American Security Project

Sharon Hom

Directrice exécutive, Droits de l'homme en Chine
Professeure de droit émérite,
CUNY School of Law

Leta Hong Fincher

Sociologue, auteur de Betraying Big Brother: The
Feminist Awakening in China

Gordon Houlden

Directeur du China Institute, Professeur de sciences politiques
Université d'Alberta

Zdeněk Hřib

Maire
Prague

Szu-chien Hsu

Secrétaire-Général adjoint
Conseil de sécurité nationale de Taiwan

Yukon Huang

Chercheur principal, Programme Asie
Carnegie Endowment for International Peace

Heather Hurlburt

Directrice, New Models of Policy Change
New America

Jaeho Hwang

Directeur, Global Security Cooperation Center;
Professeur, Département des études internationales
Hankuk University of Foreign Studies

Esther Ibanga

Pasteur, Jos Christian Missions International
Directrice exécutive et Fondatrice, Women without Walls Initiative

Iko Ibanga

Fondateur et PDG
Pro-Health International

Nigel Inkster

Conseiller principal
Institut international pour les études stratégiques

Dolkun Isa

Président
World Uyghur Congress

Wolfgang Ischinger

Président
Munich Security Conference

Jabin Jacob

Professeur associé, Département de relations internationales et d'études de gouvernance, Faculté des sciences humaines et sociales
Université Shiv Nadar

Dhruva Jaishankar

Directeur, US Initiative
Observer Research Foundation

Tim Kaine

Sénateur de Virginie
Sénat des Etats-Unis

Shanthi Kalathil

Directrice principale du Forum international pour les études démocratiques
National Endowment for Democracy

Nobukatsu Kanehara

Professeur, Doshisha University Faculty Ancien chef adjoint de cabinet du Premier ministre et Secrétaire général adjoint du Secrétariat national de la sécurité au Japon

Elsa Kania

Chercheure principale adjointe, Programme de la technologie et de la sécurité nationale
Center for a New American Security

Ivana Karásková

Fondatrice et chef de projet
China Observers in Central and Eastern Europe (CHOICE)/MapInfluences, Association for International Affairs (AMO)

Mara Karlin

Directrice, Programme des études stratégiques
Johns Hopkins University Paul H. Nitze School of Advanced International Studies

Bilahari Kausikan

Président, Middle East Institute
Université nationale de Singapour

Mark Kazmierczak

Analyste principal
Gryphon Scientific LLC

Jason Kelly

Professeur adjoint, Département de stratégie et de politique
US Naval War College
Interview donnée à titre personnel

Roderich Kiesewetter

Membre
Deutscher Bundestag

Sung-han Kim

Doyen et Professeur, Graduate School of International Studies & Division, Université de Corée Ancien Vice-ministre des affaires étrangères et du commerce de la République de Corée

Katarína Klingová

Chercheure principale, Démocratie & Résilience
GLOBSEC

Aynne Kokas

Chercheure académique principale
Miller Center for Public Affairs

David Kramer

Chercheur principal
Florida International University, Steven J. Green School of International & Public Affairs

Daniel Kurtz-Phelan

Rédacteur exécutif
Foreign Affairs

I-Chung Lai

Président
Prospect Foundation, Taiwan

Emily Lau

Présidente, Hong Kong Democratic Party's International Affairs Committee

Thea Lee

Président
Economic Policy Institute

Deborah Lehr

PDG, Basilinna
Présidente et Fondatrice, The Antiquities Coalition



LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Steve LeVine

Rédacteur en chef
Medium

Tshiong-Tso Lim

Membre
Legislative Yuan of Taiwan

Tod Lindberg

Chercheur principal
Hudson Institute

Nancy Lindborg

Présidente et PDG
Fondation David and Lucile Packard

Mark Lippert

Chef du département des affaires gouvernementales et
de la politique publique
YouTube Asia Pacific

Nathalie Loiseau

Membre
Parlement européen

Yeh-chung Lu

Professeur associé, Département de la diplomatie
Université nationale Cheng-chi

Rebecca MacKinnon

Directrice fondatrice, Ranking Digital Rights
New America

Tanvi Madan

Chercheuse principale et Directrice du Projet Inde
Brookings Institution

Kelly Magsamen

Vice-Présidente, Sécurité nationale et politique
internationale
Center for American Progress

Shuvaloy Majumdar

Directeur de programme & Chercheur principal Munk
pour la politique étrangère
Institut Macdonald-Laurier

John Manley

Conseiller principal, Bennett Jones LLP
Ancien vice-Premier ministre et ministre des affaires
étrangères du Canada

Catherine Mann

Global Chief Economist
Citi

James Mann

Chercheur principal, Foreign Policy Institute
Johns Hopkins University Paul H. Nitze School of
Advanced International Studies

Tomoo Marukawa

Professeur, Institut des sciences sociales
Université de Tokyo

Oriana Skylar Mastro

Center Fellow, Institut Freeman Spogli pour les études
internationales
Université Stanford

Yasuhiro Matsuda

Professeur, Institut pour les études avancées sur l'Asie
Université de Tokyo

Peter Mattis

Chef adjoint du personnel
Commission exécutive du Congrès sur la Chine

Edward McBride

Rédacteur sur l'Asie
The Economist

Richard McGregor

Chercheur principal
Lowy Institute

H.R. McMaster

Chercheur principal Fouad and Michelle Ajami
Institution Hoover, Université Stanford
26ème Conseiller US sur la sécurité nationale

Walter Russell Mead

Chercheur distingué Ravenel B. Curry III en matière de
stratégie et de diplomatie
Institut Hudson

Rory Medcalf

Professeur et Chef du National Security College
Université nationale australienne

David Merkle

Chef du Desk chinois
Konrad Adenauer Stiftung

James Millward

Professeur d'histoire inter-sociétale
Université Georgetown, Walsh School of Foreign
Service

Daniel Milo

Conseiller principal, Démocratie & Résilience
GLOBSEC

Derek Mitchell

Président
National Democratic Institute

Brian Monks

Vice-Président et Chef des affaires de sécurité
Underwriters Laboratories LLC

Tim Morrison

Chercheur principal
Institut Hudson

Seth Moulton

Représentant du Massachusetts
Chambre des représentants des États-Unis

John Mullen

Ancien Directeur adjoint de la CIA pour l'Asie de l'est et
le Pacifique
Ancien Directeur adjoint exécutif pour Ancien Directeur
adjoint exécutif pour la sécurité nationale, FBI

David Mulrone

Chercheur distingué, Munk School of Global Affairs,
Université de Toronto
Ancien ambassadeur du Canada à la République
populaire de Chine

Andrew Nathan

Professeur du Gouvernement
Université de Columbia

Ruhee Neog

Directrice
Institute of Peace and Conflict Studies

Hillel Neuer

Directeur exécutif
UN Watch

Pauline Neville-Jones

Membre, Chambre des Lords du Royaume Uni
Patron, Cyber Security Challenge

Wolfgang Niedermark

Membre du Bureau exécutif
Fédération des industries allemandes (BDI)

Omid Nouripour

Membre
Deutscher Bundestag

Tara O'Toole

Vice-Présidente exécutive
In-Q-Tel

Janka Oertel

Directrice, Programme de l'Asie
Conseil européen pour les relations étrangères

Tolu Ogunlesi

Assistant spécial auprès du Président du Nigéria sur le numérique et les nouveaux médias
Gouvernement du Nigéria

Nancy Okail

Chercheur invité
Stanford University Center for Democracy, Development, and the Rule of Law

C. Dixon Osburn

Chercheur
Carr Center, Harvard Kennedy School

David Ownby

Professeur
Université de Montréal

Leon Panetta

Président, The Panetta Institute for Public Policy
23ème Secrétaire d'État US à la défense

Jonas Parello-Plesner

Directeur exécutif
Alliance of Democracies Foundation

Roland Paris

Professeur d'affaires publiques et internationales
Université d'Ottawa
Ancien conseiller principal sur les affaires mondiales et de la défense auprès du Premier ministre du Canada

Siodhbhra Parkin

Directrice
Serica Initiative

Charles Parton

Chercheur adjoint principal
Royal United Services Institute

Minxin Pei

Professeur de Gouvernement
Claremont McKenna College

Ken Petrilla

Directeur gérant
Clearview Advisors

Jonathan Pollack

Chercheur principal
Brookings Institution

Kevin Pollpeter

Chercheur scientifique principal
CNA

Jack Poulson

Directeur exécutif
Tech Inquiry

Colin Powell

65ème Secrétaire d'État US
12ème Chef d'état major des armées

Siswo Pramono

Directeur Général, Policy Analysis & Development Agency
Ministère des affaires étrangères, République d'Indonésie

Rajeswari Rajagopalan

Chercheur distingué et Chef, Nuclear & Space Policy Initiative
Observer Research Foundation

Dave Rank

Chercheur principal
Yale University, Jackson Institute for Global Affairs

Jeffrey Reeves

Vice-Président, Recherche
Fondation Asie-Pacifique du Canada

Sophie Richardson

Directrice des affaires chinoises
Human Rights Watch

Ryan Ritterson

Chercheur scientifique
Gryphon Scientific LLC

Colin Robertson

Vice-Président et Chercheur
Canadian Global Affairs Institute

Michael Rogers

17ème Directeur de l'Agence US de sécurité nationale
Amiral, Marine US (Ret.)

Josh Rogin

Chroniqueur
The Washington Post

Nadège Rolland

Chercheuse principale, Political and Security Affairs
The National Bureau of Asian Research

Gideon Rose

Rédacteur
Foreign Affairs

Stanley Rosen

Professeur de sciences politiques et de relations internationales
Université de la Californie du sud



LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

J. Stapleton Roy

Directeur fondateur émérite, Institut Kissinger sur la Chine et les États-Unis
The Wilson Center

Luis Rubio

Président
Conseil mexicain sur les relations étrangères

Anchalee Rüland

Conseiller politique
Deutscher Bundestag

Christopher Sabatini

Chercheur principal pour l'Amérique latine
Chatham House

Arun Sahgal

Chercheur principal, Sécurité régionale et stratégique
Delhi Policy Group

Paul Salem

Président
Middle East Institute

Kenichiro Sasae

Président
The Japan Institute of International Affairs
Ancien ambassadeur japonais aux États-Unis

Luiza Savage

Directrice exécutive, Editorial Initiatives
POLITICO

Nadia Schadow

Chercheuse principale, Institut Hudson
Ancienne Conseillère adjointe US à la sécurité nationale pour la stratégie

Kori Schake

Directrice des études de politique étrangère et de la défense
American Enterprise Institute

Orville Schell

Directeur du Centre sur les relations sino-américaines
Asia Society

Patricia Schetelig

Chef de département adjoint, Fédération des industries allemandes (BDI)
Ancienne directrice Greater China, Asia-Pacific Committee of German Business (APA)

Nick Schiffrin

Correspondant sur les affaires étrangères et la défense
PBS NewsHour

Randall Schriver

Président du Conseil d'administration
Project 2049 Institute

David Shambaugh

Professeur Gaston Sigur d'études asiatiques, de sciences politiques et d'affaires internationales et Directeur du Programme China Policy
Université George Washington, Elliott School of International Affairs

Simon Shen

Professeur adjoint et Directeur adjoint au Programme des études mondiales
Université chinoise d'Hong Kong

Wendy Sherman

Directrice, Center for Public Leadership, Professeure de pratique de leadership public
Harvard Kennedy School

Elizabeth Sidiropoulos

Directrice exécutive en chef
South African Institute of International Affairs

Vasil Sikharulidze

Président
Atlantic Council of Georgia

Hemant Krishan Singh

Directeur Général
Delhi Policy Group

Andrew Small

Chercheur principal Transatlantique, Programme Asie
German Marshall Fund of the United States

Julie Smith

Conseiller principal auprès du Président et Directeur du Programme Asie
German Marshall Fund of the United States

David Smolansky

Commissaire du Secrétaire Général pour la crise des migrants et des réfugiés vénézuéliens
Organisation des États américains

Holly Snape

Chercheur British Academy
Université de Glasgow

Milan Solár

Premier Vice-Président, Strategic Forums Directeur
GLOBSEC

Nancy Southern

Présidente et PDG
ATCO Ltd.

Rob Spalding

PDG & Fondateur
Subutai Strategy

Matt Spence

Professeur de Pratique
Arizona State University

Jennifer Staats

Directrice, Programme de l'Asie de l'est et du Sud est
United States Institute of Peace

Janice Stein

Professeure Belzberg de gestion de conflits et Directrice fondatrice, Munk School of Global Affairs
Université de Toronto

Susan Stigant

Directrice des Programmes de l'Afrique
United States Institute of Peace

Matt Stoller

Directeur de recherche
American Economic Liberties Project

Yohanes Sulaiman

Conférencier principal
Université de la défense indonésienne

Yun Sun

Directrice, Programme de la Chine; Co-Directrice,
Programme de l'Asie de l'est
Stimson Center

Akio Takahara

Professeur, Graduate School of Public Policy
Université de Tokyo

Bradley Thayer

Professeur, Sciences politiques et géographie
Université de Texas San Antonio

Susan Thornton

Chercheur
Faculté de droit
Yale University Law School

Glenn Tiffert

Chercheur principal
Hoover Institution

Steve Tsang

Directeur, China Institute
School of Oriental and African Studies, Université de
Londres

Symeon Tsomokos

Fondateur et Président
Delphi Economic Forum

Mi Ling Tsui

Directeur Communications
Droits de l'homme en Chine

Daniel Twining

Président
International Republican Institute

Róbert Vass

Président
GLOBSEC

Kurt Volker

Conseiller principal international, Chercheur distingué
BGR Group, Center for European Policy Analysis

Karin von Hippel

Directeur-Général
Royal United Services Institute

Anton Vushkarnik

Expert principal, Unité de soutien à la politique
stratégique, Bureau du Secrétaire général de l'Organisation
pour la sécurité et la Coopération en Europe

Louisa Wall

Membre pour Manurewa
Parlement de Nouvelle Zélande

Lori Wallach

Directrice
Public Citizen's Global Trade Watch

Kathleen Walsh

Professeure associée, National Security Affairs
US Naval War College
Interview accordée à titre personnel

Ting-Yu Wang

Membre
Legislative Yuan of Taiwan

Jeffrey Wasserstrom

Professeur d'histoire du Chancelier
University of California Irvine

Tsuneo Watanabe

Chercheur principal, Département de la paix et de la
sécurité internationales
Sasakawa Peace Foundation

W. Bruce Weinrod

Professeur adjoint
Université de Georgetown, Walsh School of Foreign
Service

Kenneth Weinstein

Président et PDG
Hudson Institute

David Wertime

Directeur éditorial, Chine
POLITICO

Arne Westad

Professeur d'histoire Elihu
Yale University

Thomas Whayne

Responsable des finances
OneWeb

Hugh White

Professeur émérite d'études stratégiques
Université nationale australienne

Jeffrey Wilson

Directeur de recherche
Perth USAsia Centre

Thomas Wright

Chercheur principal au Projet sur l'ordre international
et la stratégie, Directeur du Centre sur les Etats-Unis et
l'Europe
Brookings Institution

Jaushieh Wu

Ministre des affaires étrangères
Taiwan

Saira Yamin

Professeure
Daniel K. Inouye Asia Pacific Center for Security Studies

Lassina Zerbo

Secrétaire exécutif
Organisation du traité d'interdiction complète des essais
nucléaires

Wang Zheng

Professeure associée, Etudes de la femme; Scientifique
associée, Institute for Research on Women and Gender
Université du Michigan



REMARQUES

Introduction: «Perdu dans la traduction »

¹ Robert Zoellick, "Whither China? From Membership to Responsibility," Remarks to the National Committee on U.S.-China Relations, September 21, 2005. https://www.ncuscr.org/sites/default/files/migration/Zoellick_remarks_notes06_winter_spring.pdf.

² Neil King Jr. and Jason Dean, "Untranslatable Word in U.S. Aide's Speech Leaves Beijing Baffled," The Wall Street Journal, December 7, 2005. <https://www.wsj.com/articles/SB113391933493415775>.

³ Gerald F. Seib, "Amid Polarization, Bipartisanship Emerges on China, Big Tech," The Wall Street Journal, June 10, 2019. <https://www.wsj.com/articles/amid-polarization-bipartisanship-emerges-on-china-big-tech-11560177194>.

⁴ David Ljunggren, "Canada Has Effectively Moved to Block China's Huawei from 5G, But Can't Say So," Reuters, August 25, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-canada-huawei-analysis/canada-has-effectively-moved-to-block-chinas-huawei-from-5g-but-cant-say-so-idUSKBN25L26S>.

⁵ Christopher Giles, "Why Are UK and China Relations Getting Worse?" BBC News, July 20, 2020. <https://www.bbc.com/news/world-asia-48868140>.

⁶ Bojan Pancevski, "China's Diplomatic Offensive in Europe Yields Meager Results," The Wall Street Journal, September 1, 2020. <https://www.wsj.com/articles/chinas-diplomatic-offensive-in-europe-yields-meager-results-11598969414>.

⁷ Dhruva Jaishankar, "In India's China Policy, A Mix of Three Approaches," Hindustan Times, June 12, 2020. <https://www.hindustantimes.com/columns/in-india-s-china-policy-a-mix-of-three-approaches/story-sQ7nPfOESZ00m3sm0Gu5QP.html>.

⁸ Mathieu Duchatel, "Japan-China Relations: Confrontation With a Smile," Real Clear World, September 28, 2018. https://www.realclearworld.com/articles/2018/09/28/japan-china_relations_confrontation_with_a_smile_112887.html.

⁹ Joan Tilouine and Ghali Kadiri, "A Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin," Le Monde, January 27, 2018. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/a-addis-abeba-le-siege-de-l-union-africaine-espionne-par-les-chinois_5247521_3212.html.

¹⁰ Ted Piccone, "China and Latin America: A Pragmatic Embrace," Brookings Institution, July 2020. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/07/FP_20200720_china_latina_merica_piccone_v2.pdf.

¹¹ Halifax International Security Forum, Ipsos for HFX, September 2020. <https://halifaxtheforum.org/>.

¹² Council on Foreign Relations, "Timeline: U.S. Relations With China, 1949-2020," 2020. <https://www.cfr.org/timeline/us-relations-china>.

¹³ Robin Marantz Henig, "Experts Warned of a Pandemic Decades Ago. Why Weren't We Ready?" National Geographic, April 8, 2020. <https://www.nationalgeographic.com/science/2020/04/experts-warned-pandemic-decades-ago-why-not-ready-for-coronavirus/#close>.

¹⁴ A January 2020 Council on Foreign Relations report listed 22 of them, and an Asia Society report listed dozens more. Robert D. Blackwill, Implementing Grand Strategy Toward China: Twenty-Two U.S. Policy Prescriptions, Washington, DC: Council on Foreign Relations, 2020, <https://www.cfr.org/report/implementing-grand-strategy-toward-china>; and Bernhard Bartsch, Evan Medeiros, Orville Schell et al., Dealing with the Dragon: China as a Transatlantic Challenge, New York: Asia Society Center on U.S.-China Relations, 2020, <https://asiasociety.org/center-us-china-relations/dealing-dragon-china-transatlantic-challenge>.

¹⁶ Jessica Chen Weiss, "Ours Will No Longer Be a Nation Subject to Insult and Humiliation," The New

York Times, September 28, 2019. <https://www.nytimes.com/2019/09/28/opinion/sunday/china-xi-foreign-policy.html>.

¹⁷ Robert C. Obrien, "The Chinese Communist Party's Ideology and Global Ambitions," Remarks in Phoenix, Arizona, June 24, 2020. <https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/chinese-communist-partys-ideology-global-ambitions/>.

¹⁸ Julian Snelder, "Is China a Realist Power?" The Interpreter, September 18, 2014. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/china-realist-power>.

¹⁹ Kurt M. Campbell and Mira Rapp-Hooper, "China Is Done Biding Its Time: The End of Beijing's Foreign Policy Restraint?" Foreign Affairs, July 15, 2020. <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2020-07-15/china-done-biding-its-time>.

²⁰ Eva Dou, "Tycoon Who Denounced China's Leader Over Coronavirus Is Sentenced to 18 Years in Prison," The Washington Post, September 22, 2020. https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/tycoon-who-denounced-chinas-leader-over-coronavirus-is-sentenced-to-18-years-in-prison/2020/09/22/1faa9fc8-fc8a-11ea-b0e4-350e4e60cc91_story.html.

²¹ Jamil Anderlini, "China Is Escalating its Punishment Diplomacy," Financial Times, September 22, 2020. <https://www.ft.com/content/e76a835b-27d5-4750-9749-04921d6bf1eb>.

²² Nithin Coca, "The Failed Politics of Appeasing China," New Internationalist, July 20, 2015. <https://newint.org/blog/2015/07/20/appeasing-china>.

²³ Setting the bar extremely high, one may allow for very rare exceptions to this rule in cases of genocide, where "genocide" involves calculated policies of mass extermination. They should be the exceptions that prove the rule.

²⁴ Robert D. Blackwill, Implementing Grand Strategy Toward China: Twenty-Two U.S. Policy Prescriptions, Washington, DC: Council on Foreign Relations, 2020, 29. <https://www.cfr.org/report/implementing-grand-strategy-toward-china>.

²⁵ Blackwill, 36.

²⁶ PwC, "The Long View: How Will the Global Economic Order Change by 2050?" February 2017. <https://www.pwc.com/gx/en/issues/economy/the-world-in-2050.html>.

Chapitre premier: La loi du pays

²⁹ Amnesty International, "Urgent Action: Covid-19 Activist Held Incommunicado for Months," July 15, 2020. https://www.amnesty.org.uk/files/2020-07/FI07420_1.pdf?plb_jAdmxRD_YXnk3zAPjdgvdEafRmO=.

³⁰ BBC News, "Tibet Profile," April 26, 2019. <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-16689779>.

³¹ Amnesty International, "Tell China to Stop Targeting Uyghurs." <https://www.amnesty.org/en/get-involved/take-action/tell-china-to-close-its-secret-reeducation-camps-for-ethnic-minorities/>.

³² Bradford Betz, "China Has Arrested Hundreds for Speaking Out About Coronavirus, Reports Show," Fox News, May 13, 2020. <https://www.foxnews.com/world/china-arrested-hundreds-speaking-out-coronavirus>.

³³ Frank Dikötter, "Looking Back on the Great Leap Forward," History Today 66, no. 8 (August 2016). <https://www.historytoday.com/archive/looking-back-great-leap-forward>.

³⁴ Yang Su, Collective Killings in Rural China During the Cultural Revolution (New York: Cambridge University Press, 2011), 2. https://www.google.com/books/edition/_/ujTR1R36Y04C?hl=en&gbpv=0.

³⁵ Amnesty International, "China: 15 Years After Tiananmen, Calls for Justice Continue and the Arrests Go On," June 2, 2004. <https://www.amnesty.org/en/documents/asa17/020/2004/en/>.

³⁶ Freedom House, "Freedom in the World 2020: China," 2020. <https://freedomhouse.org/country/china/freedom-world/2020>.

³⁷ ChinaFile, "Document 9: A ChinaFile Translation," November 8, 2013. <https://www.chinafile.com/document-9-chinafile-translation>.

³⁸ ChinaFile, "Document 9: A ChinaFile Translation."

³⁹ Freedom House, "Freedom in the World 2020: China," 2020. <https://freedomhouse.org/country/china/freedom-world/2020>.

⁴⁰ AFP, "China Says It Will Continue 'Training' Xinjiang People," December 9, 2019. <https://news.yahoo.com/china-says-continue-training-xinjiang-people-053436572.html/>.

- ⁴¹ Bill Clinton, "Full Text of Clinton's Speech on China Trade Bill," Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, as recorded by the Federal News Service, March 9, 2000. https://www.iatp.org/sites/default/files/Full_Text_o.
- ⁴² George W. Bush, "President Bush Speaks at Tsinghua University," Tsinghua University, Beijing, February 22, 2002. <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2002/02/20020222.html>.
- ⁴³ Stephen Grenville, "No Consensus on the Washington Consensus," The Interpreter, June 7, 2017. <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/no-consensus-washington-consensus>.
- ⁴⁴ The White House, "Fact Sheet: Advancing the Rebalance to Asia and the Pacific," November 15, 2015. <https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2015/11/16/fact-sheet-advancing-rebalance-asia-and-pacific>.
- ⁴⁵ Panos Mourdoukoutas, "Time For The Chinese Communist Party To Drop 'Communist' From Its Name," Forbes, October 17, 2017. <https://www.forbes.com/sites/panosmourdoukoutas/2017/10/17/time-for-the-chinese-communist-party-to-drop-communist-from-its-name/#4e7ec6441ace>.
- ⁴⁶ Xi Jinping, "Full Text of Xi Jinping's Report at 19th CPC National Congress," Xinhua News Agency, November 3, 2017, 54. http://www.xinhuanet.com/english/special/2017-11/03/c_136725942.htm.
- ⁴⁷ Yingjie Guo, "From Marxism to Nationalism: The Chinese Communist Party's Discursive Shift in the Post-Mao Era," *Communist and Post-Communist Studies* 52, no. 4 (2019): 355-365. <https://doi.org/10.1016/j.postcomstud.2019.10.004>.
- ⁴⁸ Tanner Greer, "Xi Jinping in Translation: China's Guiding Ideology," Palladium, May 31, 2019. <https://palladiummag.com/2019/05/31/xi-jinping-in-translation-chinas-guiding-ideology/>.
- ⁴⁹ Xinhua Silk Road Information Service, "New Ferrari Boom, Sales Up 71% in China and Taiwan," August 5, 2019. [https://en.imsilkroad.com/p/307433.html#:~:text=In%202018%20Ferrari%20sold%20685,%25%20and%20Germa%20\(803\):%20](https://en.imsilkroad.com/p/307433.html#:~:text=In%202018%20Ferrari%20sold%20685,%25%20and%20Germa%20(803):%20).
- ⁵⁰ Peter Berkowitz, "China's Brand of Communism," Real Clear Politics, August 30, 2020. https://www.realclearpolitics.com/articles/2020/08/30/chinas_brand_of_communist.html.
- ⁵¹ Gao Yu, "Beijing Observation: Xi Jinping the Man," China Change, January 26, 2013. <https://chinachange.org/2013/01/26/beijing-observation-xi-jinping-the-man-by-gao-yu/>.
- ⁵² Yu, "Beijing Observation: Xi Jinping the Man."
- ⁵³ Steve Tsang, "Why China's Xi Jinping Is Still Far From Chairman Mao Status," Forbes, February 16, 2015. <https://www.forbes.com/sites/stevetsang/2015/02/16/why-chinas-xi-jinping-is-still-far-from-chairman-mao-status/#6e196ddea3>.
- ⁵⁴ Josh Rogin, "Michael Bloomberg's China Record Shows Why He Can't Be President," The Washington Post, November 13, 2019. <https://www.washingtonpost.com/opinions/2019/11/13/michael-bloombergs-china-record-shows-why-he-cant-be-president/>.
- ⁵⁵ Vaclav Smil, "China's Great Famine: 40 Years Later," *BMJ* 319, no. 7225 (December 18, 1999): 1619-1621. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC1127087/>.
- ⁵⁶ World Bank, "Population, Total." <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL>.
- ⁵⁷ Steve Tsang, "Consultative Leninism: China's New Political Framework," *Journal of Contemporary China* 18, no. 62 (November 10, 2009): 865-880. <https://doi.org/10.1080/10670560903174705>.
- ⁵⁸ Tsang, "Consultative Leninism: China's New Political Framework."

Chapitre 2: Les démocraties dans le collimateur

- ⁵⁹ Nancy Tartaglione, "'Fantastic Beasts' Bests \$600M WW; 'Moana' Mints \$180M; 'Doctor Strange' Ices 'Deadpool', 'Iron Man 2'—Intl Box Office," Deadline, December 6, 2016. <https://deadline.com/2016/12/fantastic-beasts-600-million-moana-china-doctor-strange-deadpool-iron-man-overseas-weekend-international-box-office-1201864094/>.
- ⁶⁰ Edward Wong, "'Doctor Strange' Writer Explains Casting of Tilda Swinton as Tibetan," The New York Times, April 26, 2016. <https://www.nytimes.com/2016/04/27/world/asia/china-doctor-strange-tibet.html>.
- ⁶¹ Wong, "'Doctor Strange' Writer Explains Casting of Tilda Swinton as Tibetan."
- ⁶² Xi Jinping, "Full Text of Xi Jinping's Report at 19th CPC National Congress," Xinhua News Agency, November 3, 2017, 54. http://www.xinhuanet.com/english/special/2017-11/03/c_136725942.htm.

⁶³ Jinping, “Full Text of Xi Jinping’s Report at 19th CPC National Congress,” 63.

⁶⁴ Jinping, “Full Text of Xi Jinping’s Report at 19th CPC National Congress,” 17.

⁶⁵ Xinhua News Agency, “Xi Urges Breaking New Ground in Major Country Diplomacy with Chinese Characteristics,” June 24, 2018. http://www.xinhuanet.com/english/2018-06/24/c_137276269.htm.

⁶⁶ Steve Tsang, “Party-State Realism: A Framework for Understanding China’s Approach to Foreign Policy,” *Journal of Contemporary China* 29, no. 122 (July 7, 2019): 304-318. <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1637562>.

⁶⁷ Tsang, “Party-State Realism.”

⁶⁸ USIP China-North Korea Senior Study Group, “China’s Role in North Korea Nuclear and Peace Negotiations,” U.S. Institute of Peace, May 6, 2019, <https://www.usip.org/publications/2019/05/chinas-role-north-korea-nuclear-and-peace-negotiations>; and see, for example: Yasser Elnaggar, “China’s Growing Role in the Middle East,” Middle East Institute, January 9, 2020, <https://www.mei.edu/publications/chinas-growing-role-middle-east>.

⁶⁹ Eleanor Albert, “The China-North Korea Relationship,” Council on Foreign Relations, June 25, 2019. <https://www.cfr.org/backgrounder/china-north-korea-relationship>.

⁷⁰ Steve Tsang, “Party-State Realism: A Framework for Understanding China’s Approach to Foreign Policy,” *Journal of Contemporary China* 29, no. 122 (July 7, 2019): 304-318. <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1637562>.

⁷¹ Steven Erlanger, “Global Backlash Builds Against China Over Coronavirus,” *The New York Times*, May 3, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/05/03/world/europe/backlash-china-coronavirus.html>.

⁷² United Nations, “China Country Data,” Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Financial Tracking Service. <https://fts.unocha.org/countries/46/flows/2020>.

⁷³ Alexander Bowe, China’s Overseas United Front Work: Background and Implications for the United States, Washington, DC: U.S.-China Economic and Security Review Commission Staff Research Report, August 24, 2018. <https://www.uscc.gov/research/chinas-overseas-united-front-work-background-and-implications-united-states>.

⁷⁴ James Kynge, Lucy Hornby, and Jamil Anderlini, “Inside China’s Secret ‘Magic Weapon’ for Worldwide Influence,” *Financial Times*, October 26, 2017. <https://www.ft.com/content/fb2b3934-b004-11e7-beba-5521c713abf4>.

⁷⁵ Michele McPhee, “The China Spy Scandal That Entangled Harvard Could Hit Yale and MIT Next,” *Newsweek*, February 29, 2020. <https://www.newsweek.com/china-spy-scandal-that-entangled-harvard-could-hit-yale-mit-next-1489806>.

⁷⁶ Fang Bing, “US Lawmakers Ask 6 Top Universities to Hand Over Records of Foreign Donations,” *Voice of America*, August 5, 2020. <https://www.voanews.com/usa/us-lawmakers-ask-6-top-universities-hand-over-records-foreign-donations>.

⁷⁷ U.S. Embassy Tbilisi, “Confucius Institutes Advance Chinese Propaganda on Campuses,” August, 27 2020. <https://ge.usembassy.gov/confucius-institutes-advance-chinese-propaganda-on-campuses/>.

⁷⁸ David Brunnstrom and Humeyra Pamuk, “U.S. Requires Confucius Institute Center to Register as Foreign Mission,” *Reuters*, August 13, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-usa-china-confucius/chinas-confucius-institutes-must-register-as-foreign-missions-in-us-pompeo-idUSKCN2592BW>.

⁷⁹ Stephen Chase and Robert Fife, “China Suggests it Will Free Kovrig and Spavor if Canada Allows Huawei Executive Meng to Return Home,” *The Globe and Mail*, June 24, 2020. <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-china-suggests-it-will-free-two-michaels-if-canada-allows-huawei/>.

⁸⁰ Jin Wu, K.K. Rebecca Lai, and Alan Yuhas, “Six Months of Hong Kong Protests. How Did We Get Here?” *The New York Times*, November 18, 2019. <https://www.nytimes.com/interactive/2019/world/asia/hong-kong-protests-arc.html>.

⁸¹ Carol Mang and Yanni Chow, “One Month In, The Impact of National Security Law on Hong Kong,” *Reuters*, July 31, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-hongkong-security-law-timeline/one-month-in-the-impact-of-national-security-law-on-hong-kong-idUSKCN24W1J4>.

⁸² Nick McKenzie, Chris Uhlmann, Daniel Flitton, and Richard Baker, “ASIO Warns Political Parties Over Foreign Donations,” Australian Broadcasting Corporation, June 5, 2017. <https://www.abc.net.au/news/2017-06-05/asio-warns-political-parties-over-foreign-donations/8590162>.

⁸³ Rob Schmitz, “Australia and New Zealand Are Ground Zero for Chinese Influence,” *NPR*, October 2,

2018. <https://www.npr.org/2018/10/02/627249909/australia-and-new-zealand-are-ground-zero-for-chinese-influence>.

⁸⁵ Steve Fainaru and Mark Fainaru-Wada, “ESPN Investigation Finds Coaches at NBA China Academies Complained of Player Abuse, Lack of Schooling,” ESPN, July 29, 2020. https://www.espn.com/nba/story/_/id/29553829/espn-investigation-finds-coaches-nba-china-academies-complained-player-abuse-lack-schooling.

⁸⁶ Lauren He, “China Suspends Business Ties with NBA’s Houston Rockets Over Hong Kong Tweet,” CNN Business, October 7, 2019. <https://www.cnn.com/2019/10/07/business/houston-rockets-nba-china-daryl-morey/index.html>.

⁸⁷ Marc Santora, “How Prague’s Relations with Beijing Soured,” The New York Times, November 23, 2019. <https://www.nytimes.com/2019/11/23/world/europe/china-prague-taiwan.html>.

⁸⁸ Rob Schmitz, “Czech-Chinese Ties Strained as Prague Stands Up to Beijing,” NPR, October 30, 2019, <https://www.npr.org/2019/10/30/774054035/czech-chinese-ties-are-affected-as-prague-stands-up-to-beijing>; and Aneta Zachová, “Czech Tycoon’s Company Paid for Pro-Chinese Campaign,” Euractiv, December 11, 2019, <https://www.euractiv.com/section/justice-home-affairs/news/czech-tycoons-company-paid-for-pro-chinese-campaign/>.

⁸⁹ Patrick Brzeski, “‘Top Gun: Maverick’ Trailer Sparks Controversy as Fans Notice Taiwanese Flag Missing From Tom Cruise’s Jacket,” The Hollywood Reporter, July 22, 2019. <https://www.hollywoodreporter.com/heat-vision/top-gun-maverick-trailer-sparks-controversy-tom-cruise-jacket-1225993>.

⁹¹ Marco Rubio, “Rubio, Colleagues Send Letter to Disney CEO Over Filming in Xinjiang Where More Than a Million Uyghurs Are in Camps,” Press release, September 11, 2020. <https://www.rubio.senate.gov/public/index.cfm/2020/9/rubio-colleagues-send-letter-to-disney-ceo-over-filming-in-xinjiang-where-more-than-a-million-uyghurs-are-in-camps>.

⁹² James Tager, Made in Hollywood, Censored by Beijing, Washington, DC: PEN America, 2020. <https://pen.org/report/made-in-hollywood-censored-by-beijing/>.

⁹³ Wayne Ma, “Marriott Employee Roy Jones Hit ‘Like.’ Then China Got Mad,” The Wall Street Journal, March 3, 2018. <https://www.wsj.com/articles/marriott-employee-roy-jones-hit-like-then-china-got-mad-1520094910>.

⁹⁴ Lucas Niewenhuis, “All the International Brands that Have Apologized to China,” SupChina, October 25, 2019. <https://signal.supchina.com/all-the-international-brands-that-have-apologized-to-china/>.

⁹⁵ Michael R. Auslin, “The New China Rules,” in Michael R. Auslin, *Asia’s New Geopolitics: Essays on Reshaping the Indo-Pacific* (Stanford: Hoover Institution Press, 2020), pp. 21-56.

⁹⁶ Matt Ferchen, “Why Did China Stand By Maduro in Venezuela?” The Washington Post, February 5, 2019. <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2019/02/05/why-did-china-stand-by-maduro-in-venezuela/?noredirect=on>.

⁹⁷ Andrea Kendall-Taylor and David Shullman, “How Russia and China Undermine Democracy,” Foreign Affairs, October 2, 2018. <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2018-10-02/how-russia-and-china-undermine-democracy>.

⁹⁸ For a helpful summary of Beijing’s calculations over Syria, see: Giorgio Cafiero, “China plays the Long Game on Syria,” The Middle East Institute, February 10, 2020. <https://www.mei.edu/publications/china-plays-long-game-syria>.

⁹⁹ For a useful discussion of this, see: Jonathan E. Hillman, “A ‘China Model?’ Beijing’s Promotion of Alternative Global Norms and Standards,” Congressional testimony, March 13, 2020. <https://www.csis.org/analysis/china-model-beijings-promotion-alternative-global-norms-and-standards>.

¹⁰⁰ U.S.-China Economic and Security Review Commission, “PRC Representation in International Organizations,” April 2020. https://www.uscc.gov/sites/default/files/2020-04/PRC_Representation_in_International_Organizations_April2020.pdf.

¹⁰¹ Matthew Strong, “ICAO Describes Taiwan as Province of China in Coronavirus News Release,” Taiwan News, February 15, 2020. <https://www.taiwannews.com.tw/en/news/3876810>.

¹⁰² United Nations, “Security Council - Quick Links,” last updated April 14, 2020. <https://research.un.org/en/docs/sc/quick/veto>.

¹⁰³ Kristine Lee, “It’s Not Just the WHO: How China Is Moving on the Whole U.N.,” Politico, April 15, 2020. <https://www.politico.com/news/magazine/2020/04/15/its-not-just-the-who-how-china-is->

moving-on-the-whole-un- 189029.

¹⁰⁴ Melanie Hart, "Testimony Before the U.S.-China Economic and Security Review Commission: Hearing on a 'China Model?' Beijing's Promotion of Alternative Global Norms and Standards," March 13, 2020. https://www.uscc.gov/sites/default/files/testimonies/March%2013%20Hearing_Melanie%20Hart%20Panel%20II%20Testimony_2020.3.12.pdf.

¹⁰⁵ Jimmy Quinn, "The Chinese Communist Party's Dangerous Bid for the U.N. Human Rights Council," National Review, September 13, 2020. <https://www.nationalreview.com/2020/09/the-chinese-communist-partys-dangerous-bid-for-the-u-n-human-rights-council/>.

¹⁰⁶ Kristine Lee, "It's Not Just the WHO: How China Is Moving on the Whole U.N.," Politico, April 15, 2020. <https://www.politico.com/news/magazine/2020/04/15/its-not-just-the-who-how-china-is-moving-on-the-whole-un-189029>.

¹⁰⁷ Chris Buckley, "Chinese Doctor, Silenced After Warning of Outbreak, Dies From Coronavirus," The New York Times, February 6, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/02/06/world/asia/chinese-doctor-Li-Wenliang-coronavirus.html>.

¹⁰⁸ Associated Press, "How China Blocked WHO and Chinese Scientists Early in Coronavirus Outbreak," June 2, 2020. <https://www.nbcnews.com/health/health-news/how-china-blocked-who-chinese-scientists-early-coronavirus-outbreak-n1222246>.

¹⁰⁹ Associated Press, "How China Blocked WHO and Chinese Scientists Early in Coronavirus Outbreak."

¹¹⁰ Srinivas Mazumdar, "What Influence Does China Have Over the WHO?" Deutsche Welle, April 17, 2020. <https://www.dw.com/en/what-influence-does-china-have-over-the-who/a-53161220>.

¹¹¹ Associated Press, "How China Blocked WHO and Chinese Scientists Early in Coronavirus Outbreak," June 2, 2020. <https://www.nbcnews.com/health/health-news/how-china-blocked-who-chinese-scientists-early-coronavirus-outbreak-n1222246>.

¹¹² Francis Fukuyama, "The End of History?" The National Interest, no. 16 (Summer 1989): 3-18. <https://www.jstor.org/stable/24027184>.

¹¹³ Louis Menand, "Francis Fukuyama Postpones the End of History," The New Yorker, September 3, 2018. <https://www.newyorker.com/magazine/2018/09/03/francis-fukuyama-postpones-the-end-of-history>.

¹¹⁴ Gideon Rachman, "The Decoupling of the US and China Has Only Just Begun," Financial Times, August 17, 2020, <https://www.ft.com/content/9000d2b0-460f-4380-b5de-cd7fdb9416c8>; Andreas Kluth, "Europe Just Declared Independence From China," Bloomberg, September 5, 2020, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2020-09-05/europe-just-declared-independence-from-china?sref=X9N3NABa>; and Isabel Reynolds and Emi Urabe, "Japan to Fund Firms to Shift Production Out of China," Bloomberg, April 8, 2020, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-08/japan-to-fund-firms-to-shift-production-out-of-china>.

¹¹⁵ Auslin, "The New China Rules," in Auslin, *Asia's New Geopolitics: Essays on Reshaping the Indo-Pacific*, p. 47.

¹¹⁶ Chito Romana, "China Angered by Selection of Dissident Liu Xiaobo for Nobel Peace Prize," ABC News, October 8, 2010. <https://abcnews.go.com/International/china-angry-nobel-peace-prize-dissident/story?id=11830948>.

¹¹⁷ Mark Lewis, "Norway's Salmon Rot as China Takes Revenge for Dissident's Nobel Prize," The Independent, October 6, 2011. <https://www.independent.co.uk/news/world/europe/norways-salmon-rot-as-china-takes-revenge-for-dissidents-nobel-prize-2366167.html>.

¹¹⁸ Rick Gladstone, "Norway's Leaders Snub Dalai Lama in Deference to China," The New York Times, May 7, 2014. <https://www.nytimes.com/2014/05/08/world/europe/norways-leaders-snob-dalai-lama-in-deference-to-china.html>.

¹¹⁹ Sewell Chan, "Norway and China Restore Ties, 6 Years After Nobel Prize Dispute," The New York Times, December 19, 2016. <https://www.nytimes.com/2016/12/19/world/europe/china-norway-nobel-liu-xiaobo.html>.

¹²⁰ Echo Huang and Isabella Steger, "Norway Wants China to Forget About the Human Rights Thing and Eat Salmon Instead," Quartz, June 14, 2017. <https://qz.com/1000541/norway-wants-china-to-forget-about-the-human-rights-thing-and-eat-salmon-instead/>.

Chapitre 3: Le business de la tyrannie

¹²¹ George Georgiopoulos, Angeliki Koutantou, and Renee Maltezos, “China, Greece Agree to Push Ahead with COSCO’s Piraeus Port Investment,” Reuters, November 11, 2019. <https://www.reuters.com/article/us-greece-china/china-greece-agree-to-push-ahead-with-coscos-piraeus-port-investment-idUSKBN1X1K1C>.

¹²² Robin Emmott and Angeliki Koutantou, “Greece Blocks EU Statement on China Human Rights at U.N.,” Reuters, <https://www.reuters.com/article/us-eu-un-rights/greece-blocks-eu-statement-on-china-human-rights-at-u-n-idUSKBN1990FP>.

¹²³ Silk Road Briefing, “Greece Signs BRI Deals, States ‘China Invested When Everyone Else Stayed Away,’” November 19, 2019. <https://www.silkroadbriefing.com/news/2019/11/13/greece-signs-bri-deals-states-china-invested-everyone-else-stayed-away/>.

¹²⁴ Debby Wu, “Engineers Found Guilty of Stealing Micron Secrets for China,” Bloomberg, June 12, 2020. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-06-12/chip-engineers-found-guilty-of-stealing-micron-secrets-for-china>.

¹²⁵ Claire Coleman, “‘Using Fake Make-Up Glued My Eyes Together’: The Women Who Discovered the Dangers of Buying Counterfeit Beauty Products Online After Terrifying Scare with Knock-Off Designer Eye Shadows,” Daily Mail, May 27, 2015. <https://www.dailymail.co.uk/femail/article-3099936/Using-fake-make-glued-eyes-women-discovered-dangers-buying-counterfeit-beauty-products-online-terrifying-scare-knock-designer-eye-shadows.html>.

¹²⁶ U.S. Chamber of Commerce, “Measuring the Magnitude of Global Counterfeiting,” 2016. <https://www.uschamber.com/report/measuring-the-magnitude-global-counterfeiting-creation-contemporary-global-measure-physical>.

¹²⁷ Joel Rosenblatt and Debby Wu, “Three Accused in China Secrets Theft Put on U.S. Wanted List,” Bloomberg, June 25, 2020, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-06-25/three-engineers-in-china-secrets-case-are-on-u-s-wanted-list>; and Stuart Lau, “EU Must Correct China Economic Ties Before It’s Too Late: Josep Borrell,” South China Morning Post, August 30, 2020. <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3099456/eu-must-correct-china-economic-ties-its-too-late-josep-borrell>.

¹²⁸ Xi Jinping, “Speech to Indonesian Parliament,” October 2, 2013, http://www.asean-china-center.org/english/2013-10/03/c_133062675.htm; and Xi Jinping, “President Xi Jinping Delivers Important Speech and Proposes to Build a Silk Road Economic Belt with Central Asian Countries,” Ministry of Foreign Affairs of the People’s Republic of China, September 7, 2013, https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/topics_665678/xjpfwzysiesgjtfshzzfh_665686/t1076334.shtml.

¹²⁹ Jost Wübbeke, Mirjam Meissner, Max J. Zenglein, et al., *Made in China 2025: The Making of a High-Tech Superpower and Consequences for Industrial Countries*, Berlin: Mercator Institute for China Studies, 2016. <https://merics.org/en/report/made-china-2025>.

¹³⁰ Center for Strategic and International Studies, “China’s Standard-Setting Agenda: A Conversation with Emily de La Bruyère,” Audio, June 30, 2020, <https://chinapower.csis.org/tag/china-standards-2035/>; and Andrew Chatzky and James McBride, “China’s Massive Belt and Road Initiative,” Council on Foreign Relations, January 28, 2020, <https://www.cfr.org/backgrounders/chinas-massive-belt-and-road-initiative>.

¹³¹ Mercator Institute for China Studies, “Mapping the Belt and Road Initiative: This Is Where We Stand,” June 7, 2018. <https://merics.org/en/analysis/mapping-belt-and-road-initiative-where-we-stand>.

¹³² Morgan Stanley, “Inside China’s Plan to Create a Modern Silk Road,” March 14, 2018. <https://www.morganstanley.com/ideas/china-belt-and-road>.

¹³³ Maria Abi-Habib, “How China Got Sri Lanka to Cough Up a Port,” The New York Times, June 25, 2018. <https://www.nytimes.com/2018/06/25/world/asia/china-sri-lanka-port.html>.

¹³⁴ Abi-Habib, “How China Got Sri Lanka to Cough Up a Port.”

¹³⁵ Jennifer Pak, “What Worries China’s Manufacturers More Than Tariffs? Labor Shortages,” Marketplace, December 4, 2018. <https://www.marketplace.org/2018/12/04/what-worries-chinas-manufacturers-more-us-tariffs-labor-shortage/>.

¹³⁶ Erica York, "Tracking the Economic Impact of U.S. Tariffs and Retaliatory Actions," Tax Foundation, August 13, 2020. <https://taxfoundation.org/tariffs-trump-trade-war/>.

¹³⁷ Keith Bradsher, "China Dominates Medical Supplies, in This Outbreak and the Next," The New York Times, July 5, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/07/05/business/china-medical-supplies.html>.

¹³⁸ BBC News, "Coronavirus: Countries Reject Chinese-Made Equipment," March 30, 2020. <https://www.bbc.com/news/world-europe-52092395>.

¹³⁹ Nick Schiffrin, "After 'Cutthroat' Global Competition for PPE, U.S. Seeks to Make More at Home," PBS News, May 5, 2020. <https://www.pbs.org/newshour/show/after-cutthroat-global-competition-for-ppe-u-s-seeks-to-make-more-at-home>.

¹⁴⁰ Maegan Vazquez, "Trump Invokes Defense Production Act for Ventilator Equipment and N95 Masks," CNN, April 2, 2020, <https://www.cnn.com/2020/04/02/politics/defense-production-act-ventilator-supplies/index.html>; U.S. Library of Congress, "H.R.7841 - The American PPE Supply Chain Integrity Act," Summary: H.R.7841—116th Congress (2019-2020), <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/7841>.

¹⁴¹ Simon Denyer, "Japan Helps 87 Companies to Break from China After Pandemic Exposed Overreliance," The Washington Post, July 21, 2020. https://www.washingtonpost.com/world/asia_pacific/japan-helps-87-companies-to-exit-china-after-pandemic-exposed-overreliance/2020/07/21/4889abd2-cb2f-11ea-99b0-8426e26d203b_story.html.

¹⁴² Oren M. Levin-Waldman, "What Are the Consequences of Unfair Trade Practices?" AFL-CIO, July 22, 2013. <https://aflcio.org/2013/7/22/what-are-consequences-unfair-trade-practices>.

¹⁴³ Nicholas R. Lardy and Tianlei Huang, "Despite the Rhetoric, US-China Financial Decoupling Is Not Happening," Peterson Institute for International Economics, July 2, 2020. <https://www.piie.com/blogs/china-economic-watch/despite-rhetoric-us-china-financial-decoupling-not-happening>.

¹⁴⁴ World Bank, "Trade Statistics by Country/Region," World Integrated Trade Solution, WITS TradeStat Database. <https://wits.worldbank.org/countrystats.aspx?lang=en>.

¹⁴⁵ Frances Mao, "How Reliant Is Australia on China?" BBC News, June 17, 2020. <https://www.bbc.com/news/world-australia-52915879>.

¹⁴⁶ Keith Bradsher, "Trump's Tariffs? Coronavirus? China's Exports Are Surging Anyway," The New York Times, August 31, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/08/31/business/trumps-tariffs-coronavirus-china-exports.html>.

¹⁴⁷ Mark Green, "China's Debt Diplomacy," Foreign Policy, April 25, 2019. <https://foreignpolicy.com/2019/04/25/chinas-debt-diplomacy/>.

¹⁴⁸ Ben Blanchard, "China Formally Opens First Overseas Military Base in Djibouti," Reuters, August 1, 2017. <https://www.reuters.com/article/us-china-djibouti/china-formally-opens-first-overseas-military-base-in-djibouti-idUSKBN1AH3E3>.

¹⁴⁹ Auslin, "The New China Rules," p. 38.

¹⁵⁰ Thierry Pairault, "China's Infrastructure-Heavy Model for African Growth Is Failing," The Diplomat, July 30, 2020, <https://thediplomat.com/2020/07/chinas-infrastructure-heavy-model-for-african-growth-is-failing/>; John Pomfret, "China's Debt Traps Around the World Are a Trademark of its Imperialist Ambitions," The Washington Post, August 27, 2018, <https://www.washingtonpost.com/news/global-opinions/wp/2018/08/27/chinas-debt-traps-around-the-world-are-a-trademark-of-its-imperialist-ambitions/>.

¹⁵¹ The World Bank, "The World Bank In China." <https://www.worldbank.org/en/country/china/overview>.

¹⁵² U.S. Chamber of Commerce, "Measuring the Magnitude of Global Counterfeiting," 2016. <https://www.uschamber.com/report/measuring-the-magnitude-global-counterfeiting-creation-contemporary-global-measure-physical>.

¹⁵³ Commission on the Theft of American Intellectual Property, "2017 Update: The Theft of American Intellectual Property: Reassessments of the Challenge and United States Policy," 2017. http://www.ipcommission.org/report/IP_Commission_Report_Update_2017.pdf.

¹⁵⁴ Commission on the Theft of American Intellectual Property, "2017 Update."

¹⁵⁵ Commission on the Theft of American Intellectual Property, "IP Commission 2019 Review: Progress and Updated Recommendations," February 2019. <https://www.nbr.org/program/commission-on-the-theft-of-intellectual-property/>.

¹⁵⁶ Jody Westby, "Mandiant Report on Chinese Hackers Is Not News But its Approach Is," *Forbes*, February 20, 2013. <https://www.forbes.com/sites/jodywestby/2013/02/20/mandiant-report-on-chinese-hackers-is-not-news-but-its-approach-is/#34b26fb553a0>.

¹⁵⁷ Mandiant, "APT1: Exposing One of China's Cyber Espionage Units," February 19, 2013. <https://www.fireeye.com/content/dam/fireeye-www/services/pdfs/mandiant-apt1-report.pdf>.

¹⁵⁸ Kate O'Keeffe and Aruna Viswanatha, "Chinese Diplomats Helped Military Scholars Visiting the U.S. Evade FBI Scrutiny, U.S. Says," *The Wall Street Journal*, August 25, 2020. <https://www.wsj.com/articles/chinese-diplomats-helped-visiting-military-scholars-in-the-u-s-evade-fbi-scrutiny-u-s-says-11598379136>.

¹⁵⁹ Ellen Nakashima, "Confidential Report Lists U.S. Weapons System Designs Compromised by Chinese Cyberspies," *The Washington Post*, May 27, 2013. https://www.washingtonpost.com/world/national-security/confidential-report-lists-us-weapons-system-designs-compromised-by-chinese-cyberspies/2013/05/27/a42c3e1c-c2dd-11e2-8c3b-0b5e9247e8ca_story.html.

¹⁶⁰ Brendan Koerner, "Inside the Cyberattack that Shocked the US Government," *Wired*, October 23, 2016. <https://www.wired.com/2016/10/inside-cyberattack-shocked-us-government/>.

¹⁶¹ Koerner, "Inside the Cyberattack that Shocked the US Government."

¹⁶² Mike Levine and Jack Date, "22 Million Affected by OPM Hack, Officials Say," *ABC News*, July 9, 2015. <https://abcnews.go.com/US/exclusive-25-million-affected-opm-hack-sources/story?id=32332731>.

¹⁶³ Christopher Wray, "The Threat Posed by the Chinese Government and the Chinese Communist Party to the Economic and National Security of the United States," Remarks as delivered, Washington, DC, July 7, 2020. <https://www.fbi.gov/news/speeches/the-threat-posed-by-the-chinese-government-and-the-chinese-communist-party-to-the-economic-and-national-security-of-the-united-states>.

¹⁶⁴ Walk Free Foundation, "Global Slavery Index 2018." <https://www.globalslaveryindex.org/2018/findings/country-studies/china/>.

¹⁶⁵ Amber Milne, "Brands Urged to Stop Sourcing from China's Xinjiang Over Forced Labour Fears," *Reuters*, July 23, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-global-garment-china-xinjiang-trfn/brands-urged-to-stop-sourcing-from-chinas-xinjiang-over-forced-labour-fears-idUSKCN24O0DR>. See also: Elizabeth Paton and Austin Ramzy, "Coalition Brings Pressure to End Forced Uighur Labor," *The New York Times*, July 23, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/07/23/fashion/uighur-forced-labor-cotton-fashion.html>.

Chapitre 4: Autoritarisme technologique de la Chine

¹⁶⁶ Joan Tilouine et Ghalia Kadiri, "A Addis-Abeba, le siège de l'Union africaine espionné par Pékin," *Le Monde*, January 27, 2018. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/01/26/a-addis-abeba-le-siege-de-l-union-africaine-espionne-par-les-chinois_5247521_3212.html.

¹⁶⁷ Cited in: Danielle Cave, "The African Union Headquarters Hack and Australia's 5G Network," *ASPI Strategist*, July 13, 2018. <https://www.aspistrategist.org.au/the-african-union-headquarters-hack-and-australias-5g-network/#:~:text=China%20believes%20that%20such%20help,independent%20efforts%20to%20solve%20problem%20s>.

¹⁶⁸ John Aglionby, "African Union Accuses China of Hacking Headquarters," *Financial Times*, January 29, 2018. <https://www.ft.com/content/c26a9214-04f2-11e8-9650-9c0ad2d7c5b5>.

¹⁶⁹ Aglionby, "African Union Accuses China of Hacking Headquarters."

¹⁷⁰ Béla Herting, "The Why, How, and Who of Internet Governance," *Dot Magazine*, March 2017, <https://www.dotmagazine.online/issues/who-rules-the-internet/why-how-who-of-IG>; Natasha Singer and Choe Sang-Hun, "As Coronavirus Surveillance Escalates, Personal Privacy Plummets," *The New York Times*, March 23, 2020, <https://www.nytimes.com/2020/03/23/technology/coronavirus-surveillance-tracking-privacy.html>.

¹⁷¹ Clayton Cheney, "China's Digital Silk Road: Strategic Technological Competition and Exporting Political Illiberalism," *Council on Foreign Relations*, September 26, 2019. <https://www.cfr.org/blog/chinas-digital-silk-road-strategic-technological-competition-and-exporting-political>.

¹⁷² Cheney, "China's Digital Silk Road."

¹⁷³ Cheney, “China’s Digital Silk Road.”

¹⁷⁴ Graham Webster, Rogier Creemers, Paul Triolo, and Elsa Kania, “Full Translation: China’s ‘New Generation Artificial Intelligence Development Plan’ (2017),” New America, August 1, 2017. <https://www.newamerica.org/cybersecurity-initiative/digichina/blog/full-translation-chinas-new-generation-artificial-intelligence-development-plan-2017/>.

¹⁷⁵ Fabian Westerheide, “China—The First Artificial Intelligence Superpower,” Forbes, January 14, 2020. <https://www.forbes.com/sites/cognitiveworld/2020/01/14/china-artificial-intelligence-superpower/#98b115e2f053>.

¹⁷⁶ Samantha Hoffman, “Engineering Global Consent: The Chinese Communist Party’s Data-Driven Power Expansion,” Australian Strategic Policy Institute, October 14, 2019. <https://www.aspi.org.au/report/engineering-global-consent-chinese-communist-partys-data-driven-power-expansion>.

¹⁷⁷ Tian Shaohui, ed., “Full Text: International Strategy of Cooperation on Cyberspace,” Xinhua News Agency, March 1, 2017. http://www.xinhuanet.com/english/china/2017-03/01/c_136094371_3.htm#:~:text=Protecting%20Legitimate%20Rights%20and%20Interests%20of%20Citizens&text=Like%20the%20real%20world%2C%20freedom,national%20security%20and%20public%20interests.

¹⁷⁸ Yaqiu Wang, “In China, The ‘Great Firewall’ Is Changing a Generation,” Politico, September 1, 2020. <https://www.politico.com/news/magazine/2020/09/01/china-great-firewall-generation-405385>.

¹⁷⁹ Mary Meeker, “Internet Trends 2019,” Bond Capital, June 11, 2019. <https://www.bondcap.com/report/itr19>.

¹⁸⁰ Arjun Kharpal, “China’s Tencent Is Now Bigger Than Facebook After Adding Around \$200 Billion to its Value This Year,” CNBC, July 29, 2020. <https://www.cnbc.com/2020/07/29/tencent-is-now-bigger-than-facebook-after-shares-surged-this-year.html>.

¹⁸¹ U.S. Department of Justice, “Chinese Telecommunications Conglomerate Huawei and Huawei CFO Wanzhou Meng Charged With Financial Fraud,” January 28, 2019. <https://www.justice.gov/opa/pr/chinese-telecommunications-conglomerate-huawei-and-huawei-cfo-wanzhou-meng-charged-financial>.

¹⁸² U.S. Department of Justice, “Chinese Telecommunications Device Manufacturer and its U.S. Affiliate Indicted for Theft of Trade Secrets, Wire Fraud, and Obstruction Of Justice,” January 28, 2019. <https://www.justice.gov/opa/pr/chinese-telecommunications-device-manufacturer-and-its-us-affiliate-indicted-theft-trade>.

¹⁸³ Christopher Ashley Ford, “Huawei and Its Siblings, The Chinese Tech Giants: National Security and Foreign Policy Implications,” Remarks, U.S. Department of State, September 11, 2019. <https://www.state.gov/huawei-and-its-siblings-the-chinese-tech-giants-national-security-and-foreign-policy-implications/>.

¹⁸⁴ Ford, “Huawei and Its Siblings.”

¹⁸⁵ Ajit Pai, “FCC Designates Huawei and ZTE as National Security Threats,” Federal Communications Commission, June 30, 2020. <https://docs.fcc.gov/public/attachments/DOC-365255A1.pdf>.

¹⁸⁶ Kadri Kaska, Tomáš Minárik, and Henrik Beckvard, “Huawei, 5G, and China as a Security Threat,” NATO Cooperative Cyber Defence Centre of Excellence, 2019. <https://ccdcoe.org/library/publications/huawei-5g-and-china-as-a-security-threat/>.

¹⁸⁷ Xinhua News Agency, “China Announces Cybersecurity Strategy,” December 27, 2016. http://www.chinadaily.com.cn/china/2016-12/27/content_27793102.htm.

¹⁸⁸ International Telecommunication Union, “Internet Users By Region And Country, 2010-2016.” <https://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/Treemap.aspx>.

¹⁸⁹ David Gitter, Julia Bowie, Nathanael Callan, et al., “Weekly Report 2|5 11.3.2018-11.9.2018,” Center for Advanced China Research, November 9, 2018. <https://www.ccpwatch.org/single-post/2018/11/09/Weekly-Report-25-1132018-1192018>.

¹⁹⁰ Alexander Chipman Koty, “What Is the China Standards 2035 Plan and How Will it Impact Emerging Industries?” China Briefing, July 2, 2020. <https://www.china-briefing.com/news/what-is-china-standards-2035-plan-how-will-it-impact-emerging-technologies-what-is-link-made-in-china-2025-goals/>.

¹⁹¹ Andrew Liaropoulos, “Exploring the Complexity of Cyberspace Governance: State Sovereignty, Multistakeholderism, and Power Politics,” Journal of Information Warfare 15, no. 4 (Fall 2016): 14-26.

https://moam.info/journal-of-information-warfare_59bccf901723dd7d3c96724c.html.

¹⁹² Cai Cuihong, "China and Global Cyber Governance: Main Principles and Debates," *Asian Perspective* 42, no. 4 (October-December 2018). <https://www.questia.com/library/journal/1P4-2130729658/china-and-global-cyber-governance-main-principles>.

¹⁹³ Naomi Wilson, "China Standards 2035 and the Plan for World Domination—Don't Believe China's Hype," Council on Foreign Relations, June 3, 2020. <https://www.cfr.org/blog/china-standards-2035-and-plan-world-domination-dont-believe-chinas-hype>.

¹⁹⁴ Maria Abi-Habib, "India Bans Nearly 60 Chinese Apps, Including TikTok and WeChat," *The New York Times*, June 29, 2020. <https://www.nytimes.com/2020/06/29/world/asia/tik-tok-banned-india-china.html>.

¹⁹⁵ Nikki Carvajal and Caroline Kelly, "Trump Issues Orders Banning Tiktok and Wechat from Operating in 45 Days if They Are Not Sold by Chinese Parent Companies," *CNN*, August 7, 2020. <https://www.cnn.com/2020/08/06/politics/trump-executive-order-tiktok/index.html>.

¹⁹⁶ Jeff Kao and Mia Shuang, "How China Built a Twitter Propaganda Machine Then Let It Loose on Coronavirus," *ProPublica*, March 26, 2020. <https://www.propublica.org/article/how-china-built-a-twitter-propaganda-machine-then-let-it-loose-on-coronavirus>.

¹⁹⁷ Kao and Shuang, "How China Built a Twitter Propaganda Machine Then Let It Loose on Coronavirus."

¹⁹⁸ @TwitterSafety, "Information Operations Directed at Hong Kong," Twitter, August 19, 2019. https://blog.twitter.com/en_us/topics/company/2019/information_operations_directed_at_Hong_Kong.html.

¹⁹⁹ @TwitterSafety, "Information Operations Directed at Hong Kong."

²⁰⁰ Glenn Tiffert, Renee DiResta, Carly Miller, et al., "Telling China's Story: The Chinese Communist Party's Campaign to Shape Global Narratives," Stanford Internet Cyber Policy Center, Hoover Institution, July 2020. <https://www.hoover.org/research/telling-chinas-story-chinese-communist-partys-campaign-shape-global-narratives>.

²⁰¹ Tiffert, et al., "Telling China's Story," 14.

²⁰² Tiffert, et al., "Telling China's Story," 15.

²⁰³ Paul Sandle and Guy Faulconbridge, "UK to Ban Huawei from 5G Network," *Reuters*, July 14, 2020. <https://www.reuters.com/article/us-britain-huawei-ban/uk-to-ban-huawei-from-5g-network-idUSKCN24FICX>.

Chapitre 5: Calcul stratégique

²⁰⁴ Aaron Mehta, "Esper: 'No Orders' Issued to Remove Forces from South Korea," *Defense News*, July 21, 2020. <https://www.defensenews.com/global/asia-pacific/2020/07/21/esper-no-orders-issued-to-remove-forces-from-south-korea/>.

²⁰⁵ Richard C. Bush, "8 Key Things to Notice from Xi Jinping's New Year Speech on Taiwan," *Brookings Institution*, January 7, 2019. <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/01/07/8-key-things-to-notice-from-xi-jinpings-new-year-speech-on-taiwan/>.

²⁰⁶ Bush, "8 Key Things to Notice from Xi Jinping's New Year Speech on Taiwan."

²⁰⁷ U.S. Defense Intelligence Agency, "China Military Power," January 2019, DIA-02-1706-085, 2019. https://www.dia.mil/Portals/27/Documents/News/Military%20Power%20Publications/China_Military_Power_FINA_L_5MB_20190103.pdf

²⁰⁸ Jens Stoltenberg, "The Geopolitical Implications of COVID-19," Speech at the German Institute for Global and Area Studies, June 30, 2020. https://www.nato.int/cps/en/natohq/opinions_176983.htm.

²⁰⁹ Ben Blanchard, "China Formally Opens First Overseas Military Base in Djibouti," *Reuters*, August 1, 2017. <https://www.reuters.com/article/us-china-djibouti/china-formally-opens-first-overseas-military-base-in-djibouti-idUSKBN1AH3E3>.

²¹⁰ EU Naval Force Somalia, "EU NAVFOR Conducts First Exercise with Chinese PLA(N) in Djibouti," October 16, 2018. <https://eunavfor.eu/eu-navfor-conducts-first-exercise-with-chinese-plan-in-djibouti/>.

²¹¹ John Vandiver, "In a First, Chinese Military Deploys for Medical Drill with German Forces in Europe," *Stars and Stripes*, July 10, 2019. <https://www.stripes.com/news/in-a-first-chinese-military-deploys->

for-medical-drill-with-german-forces-in-europe-1.589687.

²¹² Radio Free Europe/Radio Liberty, "Serbia Shows Drones Purchased from China to Public for First Time," July 4, 2020. <https://www.rferl.org/a/serbia-shows-drones-purchased-from-china-to-public-for-first-time/30706267.html>.

²¹³ Tom O'Connor, "China Military Starts Work with France and Germany, Tells U.S. to Mind Its Business on 'Missile Test,'" Newsweek, July 3, 2019. <https://www.newsweek.com/china-france-germany-missile-test-1447402>.

²¹⁴ Franz-Stefan Gady, "Indian Ocean: India Deploys New Sub-Killer Planes to Counter Chinese Subs," The Diplomat, January 19, 2016. <https://thediplomat.com/2016/01/indian-ocean-india-deploys-new-sub-killer-planes-to-counter-chinese-subs/>.

²¹⁵ State Council Information Office of the People's Republic of China, "China's Arctic Policy," January 2018. http://english.www.gov.cn/archive/white_paper/2018/01/26/content_281476026660336.htm.

²¹⁶ Jane Nakano, "China Launches the Polar Silk Road," Center for Strategic and International Studies, February 2, 2018. <https://www.csis.org/analysis/china-launches-polar-silk-road>.

²¹⁷ Ben Blanchard, "China Wants Ships to Use Faster Arctic Route Opened by Global Warming," Reuters, April 19, 2016. <https://www.reuters.com/article/us-china-arctic/china-wants-ships-to-use-faster-arctic-route-opened-by-global-warming-idUSKCN0XH08U>.

²¹⁸ U.S. Energy Information Administration, "Arctic Oil and Natural Gas Resources," January 20, 2012. [https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=4650#:~:text=The%20Arctic%20holds%20an%20estimated,U.S.%20Geological%20Survey%20\(USGS\)](https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=4650#:~:text=The%20Arctic%20holds%20an%20estimated,U.S.%20Geological%20Survey%20(USGS)).

²¹⁹ Graham Allison, "The Thucydides Trap: Are the U.S. and China Headed for War?" The Atlantic, September 24, 2015. <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/09/united-states-china-war-thucydides-trap/406756/>.

²²⁰ Jin Kai, "China and the US Are Destined for Peace, Not for War," The Diplomat, January 17, 2019. <https://thediplomat.com/2019/01/china-and-the-us-are-destined-for-peace-not-for-war/>.

²²¹ U.S. Department of Defense, "Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2020," Office of the Secretary of Defense, August 21, 2020. <https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>.

²²² BBC News, "In Pictures: China Shows Off Military Might at 70th Anniversary Parade," October 1, 2019. <https://www.bbc.com/news/world-asia-china-49891769>.

²²³ Caitlin Talmage, "The US-China Nuclear Relationship: Why Competition is Likely to Intensify," Brookings Institution, September 2019. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2019/09/FP_20190930_china_nuclear_weapons_talmadge-2.pdf.

²²⁴ Center For Strategic and International Studies, "Nuclear Weapons and U.S.-China Relations: A Way Forward," Report of the PONI Working Group on U.S.-China Nuclear Dynamics, 2013. https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/legacy_files/files/publication/130307_Colby_USChinaNuclear_Web.pdf.

²²⁵ Benjamin Schwarz, "The Real Cuban Missile Crisis," The Atlantic, January/February 2013. <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2013/01/the-real-cuban-missile-crisis/309190/>.

²²⁶ U.S. Department of Defense, "Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2020," Office of the Secretary of Defense, August 21, 2020. <https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>.

²²⁷ RAND Corporation, "An Interactive Look at the U.S.-China Military Scorecard." <https://www.rand.org/paf/projects/us-china-scorecard.html>.

²²⁸ Ibid.

²²⁹ U.S. Defense Department, Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2020: Annual Report to Congress, Arlington, VA: Office of the Secretary of Defense, 2020. <https://media.defense.gov/2020/Sep/01/2002488689/-1/-1/1/2020-DOD-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT-FINAL.PDF>.

²³⁰ Nate Jones, ed., Inside Able Archer 83, the Nuclear War Game that Put U.S.-Soviet Relations on "Hair Trigger," Washington, DC: National Security Archive, December 6, 2016. <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/foia/2016-12-06/inside-able-archer-83-nuclear-war-game-put-us-soviet-relations-hair>.

²³¹ The Economist, "Russia and China Hold the Biggest Military Exercises for Decades," September 6,

2018. <https://www.economist.com/europe/2018/09/06/russia-and-china-hold-the-biggest-military-exercises-for-decades>.

²³² Grzegorz Kuczyński, “Russia-China: A Limited Liability Military Alliance,” The Warsaw Institute Review, May 18, 2020. <https://warsawinstitute.review/issue-2020/russia-china-a-limited-liability-military-alliance/>.

²³³ Nurlan Aliyev, “Military Cooperation Between Russia and China: The Military Alliance Without an Agreement?” International Centre for Defence and Security, July 1, 2020. <https://icds.ee/en/military-cooperation-between-russia-and-china-the-military-alliance-without-an-agreement/>.

²³⁴ Meia Nouwens, “China’s Defence Spending: A Question of Perspective?” International Institute for Strategic Studies, May 24, 2019. <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2019/05/china-defence-spending>.

²³⁵ Center for Strategic and International Studies China Power Project, “What Does China Really Spend on its Military?” 2020. <https://chinapower.csis.org/military-spending/>.

²³⁶ Bastian Giegerich, Nick Childs, and James Hackett, “Military Capability and International Status,” International Institute for Strategic Studies, July 4, 2018. <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2018/07/military-capability-and-international-status>.

²³⁷ Giegerich, Childs, and Hackett, “Military Capability and International Status.”

²³⁸ International Institute for Strategic Studies, “Chapter Five: China’s Cyber Power in a New Era,” In: Asia Pacific Regional Security Assessment 2019, London, United Kingdom: International Institute for Strategic Studies, 2019, 77-90. <https://www.iiss.org/publications/strategic-dossiers/asiapacific-regional-security-assessment-2019/rsa19-07-chapter-5>.

²³⁹ Center for Strategic and International Studies, “Significant Cyber Incidents.” <https://www.csis.org/programs/technology-policy-program/significant-cyber-incidents>.

²⁴⁰ Bastian Giegerich, Nick Childs, and James Hackett, “Military Capability and International Status,” International Institute for Strategic Studies, July 4, 2018. <https://www.iiss.org/blogs/military-balance/2018/07/military-capability-and-international-status>.

Chapitre 6: L’union fait la force

²⁴¹ Patrick Gerard Buchan and Benjamin Rimland, Defining the Diamond: The Past, Present, and Future of the Quadrilateral Security Dialogue, Washington, DC: Center for Strategic and International Studies, 2020. https://csis-website-prod.s3.amazonaws.com/s3fs-public/publication/200312_BuchanRimland_QuadReport_v2%5B6%5D.pdf.

²⁴² Lavina Lee, Assessing the Quad: Prospects and Limitations of Quadrilateral Cooperation for Advancing Australia’s Interests, Sydney, Australia: Lowy Institute, 2020. <https://www.loyyinstitute.org/publications/assessing-quad-prospects-and-limitations-quadrilateral-cooperation-advancing-australia#:~:text=After%20a%20ten%2Dyear%20hiatus,inclusive%20Indo%2DPacific%20Region>.

²⁴³ Rory Medcalf, “Chinese Ghost Story,” The Diplomat, February 14, 2008. <https://thediplomat.com/2008/02/chinese-ghost-story/>.

²⁴⁴ Derek Grossman, “The Quad Is Poised to Become Openly Anti-China Soon,” RAND Corporation, July 28, 2020. <https://www.rand.org/blog/2020/07/the-quad-is-poised-to-become-openly-anti-china-soon.html>.

²⁴⁵ See remarks on the Quad and coronavirus as well as wider matters in: Stephen Biegun, “Deputy Secretary Biegun Remarks at the U.S.-India Strategic Partnership Forum,” U.S. Department of State, August 31, 2020. <https://www.state.gov/deputy-secretary-biegun-remarks-at-the-u-s-india-strategic-partnership-forum/>.

²⁴⁶ Josh Rogin, “Trump Promised a 350-Ship Navy. China Actually Built It,” The Washington Post, September 2, 2020. <https://www.washingtonpost.com/opinions/2020/09/02/trump-promised-350-ship-navy-china-actually-built-it/>.

²⁴⁷ Royal Navy, “Ships: Naval Power and Prowess,” <https://www.royalnavy.mod.uk/the-equipment/ships>.

²⁴⁸ Marine nationale, “Forces d’action navale.” <https://www.defense.gouv.fr/english/marine/operations/forces/force-d-action-navale>.

²⁴⁹ Bundeswehr, “Maritime Systems of the Bundeswehr.” <https://www.bundeswehr.de/de/ausruestung->



technik- bundeswehr/seesysteme-bundeswehr.

²⁵⁰ Center for Strategic and International Studies China Power Project, “What Does China Really Spend on its Military?” 2020, <https://chinapower.csis.org/military-spending/>; World Bank, “Population, Total,” <https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL>; and World Bank, “GDP (Current US\$),” https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD?most_recent_value_desc=true.

²⁵¹ Tara Copp, “Japan Surges New Weapons, Military Roles to Meet China’s Rise,” Military Times, January 15, 2019. <https://www.militarytimes.com/news/2019/01/15/japan-surges-new-weapons-military-roles-to-meet-chinas-rise/>.

²⁵² Trading Economics, “Mexico - Military Expenditure (% Of GDP).” <https://tradingeconomics.com/mexico/military-expenditure-percent-of-gdp-wb-data.html>.

²⁵³ U.S. House Armed Services Committee, “Future of Defense Task Force Report 2020,” September 23, 2020, https://armedservices.house.gov/_cache/files/2/6/26129500-d208-47ba-a9f7-25a8f82828b0/6D5C75605DE8DDF0013712923B4388D7.future-of-defense-task-force-report.pdf





REMARQUES

REMARQUES



The logo consists of the letters "HFX" in a white, bold, sans-serif font, centered within a solid blue circle. The background of the entire image is yellow, with a dark blue diagonal stripe running from the bottom left towards the top right, and a small dark blue triangle in the top right corner.

HFX